

6D



Marcienne Proulx

HQ
1455
.G4P76
1975
G Thèse

L'ACTION SOCIALE
DE MARIE GERIN-LAJOIE

1910 - 1925

VI
50

Mémoire de maîtrise en théologie

Faculté de Théologie
de l'Université de Sherbrooke

Décembre 1975

Nous tenons à remercier Monsieur Guy Laperrière qui a accepté de nous guider dans cette recherche; nous lui devons une assistance souple et constante.

Nous voulons souligner l'apport précieux de l'archiviste des Soeurs Notre-Dame du Bon-Conseil, Soeur Alice Blais, qui nous a aidé à retracer une large partie des documents nécessaires à cette étude.

Nous exprimons aussi notre reconnaissance à toutes les personnes qui nous ont soutenu dans ce travail, en particulier à Mlle Doris Baril pour sa fidèle et patiente collaboration.

Abréviations

ACNDBCM: Archives de la Congrégation Notre-Dame du
Bon-Conseil de Montréal.

A.C.J.C.: Association catholique de la Jeunesse
canadienne.

F.N.S.J.B.: Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste.

TABLE DES MATIERES

BIBLIOGRAPHIE	I
Introduction	2

PREMIERE PARTIE

L'ENRACINEMENT HISTORIQUE DE L'ACTION

Chapitre I

Le milieu socio-économique et culturel 1910-1925

Transformations économiques.	5
Conséquences sociales de l'industrialisation	9
Mouvements de pensée	16

Chapitre II

Marie Gérin-Lajoie et son milieu familial

Antoine Gérin-Lajoie	35
Léon Gérin	37
Henri et Mme Henri Gérin-Lajoie.	41
Marie Gérin-Lajoie	50

DEUXIEME PARTIE

L'ACTION SOCIALE DE MARIE GERIN-LAJOIE

Chapitre I

L'éducation

La Bonne Parole.	57
Les cercles d'études	65
Les conférences et les cours d'éducation populaire . . .	77

Chapitre II

Le Service Social

La formation professionnelle:	
Le Cours préparatoire à l'action sociale.	82
L'Ecole d'Action Sociale.	85
L'Ecole de Service Social	87
Les Services sociaux:	
Le service social personnel	90
Le secrétariat social	94
Les autres services	97

TROISIEME PARTIE

L'INSTITUT NOTRE-DAME DU BON-CONSEIL

Chapitre I

La genèse de l'Institut102
-----------------------------------	------

Chapitre II

La fondation

Erection canonique de l'Institut.116
Fondements apostoliques et spirituels118
Assises matérielles121

Conclusion.124
---------------------	------

BIBLIOGRAPHIE

I - SOURCES

A - SOURCES MANUSCRITES

10. Archives de la Congrégation Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal.

Les archives de la Congrégation Notre-Dame du Bon-Conseil constituent la source de documentation principale pour notre recherche. Celles-ci sont conservées partie à la Maison générale, 665 boulevard Gouin est, à Montréal, partie à la maison de fondation, 5035 rue De LaRoche à Montréal. Ces archives sont en voie d'organisation; les documents ne sont pas classés. Avec l'aide de l'archiviste, il nous a été possible de retracer les documents qui nous étaient nécessaires. Mentionnons:

- Papiers personnels, notes au brouillon, plan de causeries, documents divers de Marie Gérin-Lajoie, non classés et parfois non datés.
- Mémoire: projet de fondation présenté au Père Loiseau, s.j. le 16 avril 1917, puis à l'archevêque de Montréal, Mgr Paul Bruchési, le 20 avril 1917, 9 pages.
- Correspondance avec l'archevêché, 1917-1925.
- Correspondance avec la communauté des Auxiliatrices des âmes du Purgatoire à Paris et à New York, 1919-1925.
- Cours préparatoire à l'action sociale non publié. Ce cours intitulé aussi "Leçons préparatoires à l'étude et à la pratique sociales" comprend seize leçons de 20 à 25 pages chacune, Montréal, 1919-1920.
- Décret d'érection canonique de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal, 1923.
- Constitutions de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil, approuvées par Mgr Georges Gauthier en 1924, 43 pages.
- Annales de l'Institut. Nous avons consulté les annales des années 1923-1926, 1931, 1939-1940.

- "Premières gerbes de souvenirs, 1923-1928", 53 pages.
- "Dix ans d'apostolat social, 1923-1933", 10 pages.
- Feuilletts publicitaires, 1923 - 24 - 25.
- Dossier sur l'Ecole de Service Social.

Ce dossier contient:

- la correspondance de Marie Gérin-Lajoie avec Mgr Georges Gauthier, 1938-1939; avec Mgr Joseph Charbonneau, 1940.
- une lettre de The Catholic University of America, Washington, 1938.
- Le projet d'une Ecole catholique de Service Social (bilingue), et le programme de cours proposés.
- Un projet de charte pour l'Ecole Catholique de Service Social de Montréal, Montreal Catholic School of Social Service.

2o Archives de la Chancellerie de l'Archevêché de Montréal.

- Dossier no 525-126. Nous n'avons pas eu accès au dossier lui-même, mais on nous a fourni avec libéralité des photocopies ou des copies de la correspondance échangée de 1917 à 1921 entre Marie Gérin-Lajoie et Mgr Paul Bruchési, archevêque de Montréal, de 1921 à 1925 entre Marie Gérin-Lajoie et Mgr Georges Gauthier, administrateur apostolique du diocèse de Montréal.

3o Archives des Soeurs de la Congrégation Notre-Dame.

Nous avons consulté les Annales de l'Ecole d'Enseignement supérieur conservées à l'Institut Pédagogique de la Congrégation Notre-Dame à Montréal; le cahier de l'année 1909, au sujet de la fondation du cercle d'études Notre-Dame; le cahier de l'année 1919, pour le cours de préparation à l'action sociale; le cahier de l'année 1931, pour la fondation de l'Ecole d'action sociale.

40 Archives de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste.

Les cahiers des minutes du bureau de direction (1913-1925) nous ont fourni des renseignements sur les activités de Marie Gérin-Lajoie à la Fédération, et sur la fondation de l'organe de la Fédération Nationale St-Jean-Baptiste: La Bonne Parole.

50 Archives de la Compagnie de Jésus au Canada français (Saint-Jérôme, Terrebonne)

Le fonds Samuel Bellavance, B066, quatre cartons. Ce fonds contient principalement la correspondance du Père Bellavance. En ce qui concerne Marie Gérin-Lajoie, nous n'avons rien trouvé des échanges qu'elle aurait pu avoir avec ce Père qui a été son conseiller spirituel à partir de 1921.

B - SOURCES IMPRIMEES

10 Périodiques, articles et brochures

- L'organe de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste, La Bonne Parole, fondé en 1913, nous a fourni une documentation assez importante. Nous avons dépouillé systématiquement ce journal mensuel de 1913 à 1925, période pendant laquelle Marie Gérin-Lajoie a été secrétaire à la rédaction, puis directrice du journal. Nous avons aussi fait le relevé des articles écrits par Marie Gérin-Lajoie, comme collaboratrice au journal, de 1925 à 1940.
- Les brochures de l'Ecole Sociale Populaire (1 à 100) sur les oeuvres sociales, la question sociale, le devoir social, l'action sociale, l'organisation ouvrière et professionnelle, nous ont été utiles pour voir l'analogie entre la pensée de Marie Gérin-Lajoie et celle de son milieu et de son temps.
- La Revue Canadienne nous a donné quelques articles: "L'Ecole d'Enseignement supérieur pour les jeunes filles" (Nouvelle série, 1908, vol II, pp 330-349); "L'Ecole d'Enseignement supérieur pour les jeunes filles" (Nouvelle série, vol IV, déc. 1909, pp 478-485).
- Mentionnons que nous avons consulté occasionnellement Le Devoir, en particulier la page féminine sur les questions sociales et éducatives.

2o Ecrits de Marie Gérin-Lajoie concernant notre étude.

- Les cercles d'études féminins, L'Ecole Sociale populaire, no 52, secrétariat de l'Ecole sociale populaire, 1916, 29 p.
- "Oeuvres sociales de femmes", dans L'Action française, Montréal, vol IV, no 11, nov. 1920, pp 502-508.
- "Nécessité des syndicats féminins", Congrès de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste, Montréal, 1921.
- "Le Syndicalisme féminin", Semaine Sociale du Canada, deuxième session, Québec 1921, Montréal, l'Action paroissiale, 1922, pp 283-307.
- La première étape d'une fondation canadienne, Montréal, Imprimerie du Messenger, 1929, 16 p.
- "L'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil" dans Sur les pas de Marthe et Marie, Congrégations de femmes au Canada français, Montréal, Imprimerie du Messenger, 1929.
- Le retour de la mère au foyer, Montréal, L'Ecole sociale populaire, no 227, 1932, 30 p.
- L'éducation sociale par le cercle d'étude, Semaine Sociale du Canada, XIIIe session, Joliette 1935, pp 165-185.

3o Ouvrages contemporains.

- A.C.J.C., Le Devoir social au Canada français, Montréal, Bureaux de l'A.C.J.C., 1915, 307 p.
- ARCHAMBAULT, J.P., La question sociale et nos devoirs de catholiques, Montréal, L'Ecole Sociale populaire, 1917, 112 p.
- BELLAVANCE, Samuel, s.j., La formation d'apôtres sociaux par l'A.C.J.C., Montréal, Secrétariat de l'Ecole Sociale populaire, 1915, 32 p.
- BEGIN, L-N.Mgr, "Lettre pastorale de son Eminence le Cardinal Bégin", dans La Semaine religieuse de Québec, XXIIe année, no 47, 22 juillet 1920.

- BOURASSA, Henri, Femmes - hommes ou Hommes et femmes? Etudes à bâtons rompus sur le féminisme, Montréal, Imprimerie du Devoir, 1925, 84 p.
- BRUCHESI, Paul, Mgr. "Lettre pastorale de Mgr Paul Bruchési sur la question ouvrière" dans La Semaine religieuse de Montréal, XXIIe année, vol XLI no 17, 27 avril 1903.
- CONGRES DE LA FEDERATION NATIONALE SAINT-JEAN-BAPTISTE, Montréal 1907, 1909, 1917, 1921, Montréal, Imprimerie Paradis et Vincent, (4 volumes).
- CONSEIL National des Femmes du Canada, Les Femmes du Canada, leur vie et leurs oeuvres, Ottawa, Ministère de l'Agriculture, 1900, 474 p.
- DANDURAND, Madame, Nos travers, Montréal, Librairie Beauchemin, 1924, 124 p.
- GERIN-LAJOIE, Marie (Mme), La Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste et ses associations professionnelles, E.S.P. no 5, Montréal, Secrétariat de l'E.S.P., 1911, 32 p.
- PAQUET, Mgr Louis-Adolphe, Droit public de l'Eglise, Québec, Laflamme, 1908-1916, 4 volumes.
- PAQUET, Mgr Louis-Adolphe, "Le féminisme", dans Etudes et appréciations, Québec, Imprimerie franciscaine missionnaire, 1919, pp 3-43.
- SAINT-PIERRE, Arthur, Questions et oeuvres sociales de chez-nous, Montréal, L'Ecole Sociale Populaire, 1914, 264 p.
- SEMAINES SOCIALES DU CANADA, section française, 1ère session, Montréal 1920, 2e session, Québec 1921, 3e session, Ottawa, 1922, 4e session Montréal 1923 (4 volumes).

II - INSTRUMENTS DE RECHERCHE

A - sur le sujet précis.

PAQUIN, Marie-Antoinette, Soeur, Bibliographie de la Révérende Mère Marie Gérin-Lajoie, n.d.b.c., 1939, ii, 33 p. (Ms., Ecole de bibl., Université de Montréal). Une copie manuscrite est conservée aux Archives de la Congrégation Notre-Dame du Bon-Conseil.

B - Pour les données générales.

BEAULIEU, André, Jean HAMELIN et Benoit BERNIER, Guide d'histoire du Canada, (Cahiers de l'Institut d'Histoire, 13), Québec, P.U.L., 1969, 540 p.

BEAULIEU, André et Jean HAMELIN, Les journaux du Québec de 1764 à 1964, Préface de Jean-Charles Bonenfant, (Cahiers de l'Institut d'Histoire, 6), Québec, P.U.L., 1965, 329 p.

DUROCHER, René et Paul-André LINTEAU, Histoire du Québec, Bibliographie sélective (1867 - 1970), Trois-Rivières, Boréal-Express, 1970, 189 p.

HOULE, Ghislaine, La femme au Québec, collection Bibliographies québécoises no 1, Ministère des Affaires culturelles, Bibliothèque Nationale du Québec, Gouvernement du Québec, Montréal 1975, 228 p. Cet ouvrage, venant de paraître, n'a pas servi à notre recherche, nous le soulignons comme source bibliographique importante sur "La Femme au Québec".

III - ETUDES

Nous mentionnons principalement dans cette bibliographie des ouvrages généraux sur le contexte économique, social et religieux de l'époque. Nous ne relevons pas tous les travaux parcourus. Dans le texte, quelques autres études seront citées et apparaîtront dans les notes. Nous présentons ensuite quelques ouvrages sur des membres de la famille Gérin-Lajoie. Enfin, en l'absence de travaux un peu développés sur Marie Gérin-Lajoie, nous relevons quelques rares notes biographiques sur sa personne et son action.

A - OUVRAGES GENERAUX

1o Histoire générale

a) Synthèse

BILODEAU, Rosario, R. COMEAU, A. GOSSELIN et Denise JULIEN, Histoire des Canadas, Montréal, Ed. Hurtubise, H.M.H., Ltée, 1971, 676 p.

LACOURSIERE, J., J. PROVENCHER et D. VAUGEOIS, Canada-Québec, synthèse historique, Montréal, Editions du Renouveau pédagogique, 1969, 615 p.

RUMILLY, Robert, Histoire de la Province de Québec, Tome XXIII, Montréal, Ed. Montréal, 207 p. Tome XXIV, Montréal, Ed. Chanteclerc, 1952, 246 p. Tome XXV, Montréal, Ed. Chanteclerc, 1952, 255 p. Tome XXVI, Montréal, Ed. Chanteclerc, 1953, 287 p. Tome XXVII, Montréal, Ed. Fides, 1956, 320 p.

VOISINE, Nive, avec la collaboration de André BEAULIEU et de Jean HAMELIN, Histoire de l'Eglise catholique au Québec 1608 - 1970, Commission d'étude sur les laïcs et l'Eglise, Première annexe au rapport, Montréal, Ed. Fides 1971, 112 p.

WADE, Mason, Les Canadiens-français de 1760 à nos jours. Tome II, 1911-1962, Ottawa, Le Cercle du Livre de France, 1963.

b) Aspect économique

BEDARD, Roger J., L'essor économique du Québec, Montréal, Beauchemin 1969, 524 p.

DUROCHER, R. et P.A. LINTEAU, Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens-français, Trois-Rivières, Ed. Boréal Express, 1971, 127 p.

FAUCHER, Albert et Maurice LAMONTAGNE, "L'histoire du développement industriel au Québec", dans La société canadienne-française, Etudes choisies et présentées par Marcel Rioux et Yves Martin, Montréal, Ed. Hurtubise, H.M.H., 1971, pp 265-277. Version française d'un chapitre extrait de Jean C. Falardeau, ed. Essais sur le Québec contemporain, Québec P.U.L., 1953, pp 23-37.

HAMELIN, J. et Y. ROBY, Histoire économique du Québec, 1851-1896, Montréal, Ed. Fides, 1971, 436 p.

MAHEU, Louis, "Développement économique du Québec: 1896-1920", dans R. Comeau, Economie québécoise (Montréal, P.U.Q. 1969): pp 143-174.

RAYNAULD, André, Croissance et structure économiques de la Province de Québec, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce de la P. de Q. 1961, 657 p.

RYAN, William F. The Clergy and Economic Growth in Quebec, (1896-1914) Québec, P.U.L., 1966, 348 p.

c) Nationalisme

LEVITT, Joseph, Henri Bourassa and the Golden Calf. The Social Program of the Nationalists of Quebec, 1900-1914, Ottawa, Ed. de l'Université d'Ottawa, 1969, 178 p.

GABOURY, Jean-Pierre, Le nationalisme de Lionel Groulx, Aspects idéologiques, Ottawa, Ed. de l'Université d'Ottawa, 1970, 227 p.

2o La pensée sociale

a) Sciences sociales

DUMONT, Fernand et Guy ROCHER, "Introduction à une sociologie du Canada français", dans Le Canada français aujourd'hui et demain (recherches et débats du Centre catholique des intellectuels français, cahier no 34), Paris, Librairie Arthème Fayard, 1961, pp 13-38.

FALARDEAU, Jean-Charles, L'essor des sciences sociales au Canada français, Ministère des affaires culturelles, Québec, 1964, 67 p.

Idéologies au Canada français 1900-1929: Ouvrage publié sous la direction de Fernand Dumont, Jean Hamelin, Fernand Harvey, Jean-Paul Montminy, P.U.L., Québec, 1974, 377 p.

PARIZEAU, Gérard, "Evolution de la pensée sociale du Canada français: Etienne Parent, Léon Gérin, Errol Bouchette, Edouard Montpetit", dans Société Royale du Canada, 14 (1959-60), pp 15-31.

ST-PIERRE, Arthur, "Esquisse historique de la pensée sociale au Canada français, 1910-1935", dans Culture, XVIII, sept. 1957, pp 316-325.

TREMBLAY, M., "Orientations de la pensée sociale", dans Essais sur le Québec contemporain, Edités par J.C. Falardeau, Québec, P.U.L., 1953, pp 193-215.

b) Le monde ouvrier

CHARPENTIER, Alfred, Les mémoires d'Alfred Charpentier, cinquante ans d'action ouvrière, Québec, P.U.L., 1971, 540 p.

COPP, Terry, The Anatomy of Poverty: The Condition of the Working Class in Montreal, 1897-1929, Toronto, McClelland and Stewart, 1974, 192 p. (Notre documentation était terminée au moment où ce volume est paru. Pour l'avoir consulté, il contient une intéressante analyse de la classe ouvrière à Montréal dans les années qui nous intéressent).

DESROSIERS, R. et Denis HEROUX, Le Travailleur québécois et le syndicalisme (Les cahiers de l'Université du Québec, 31) 2e édition, Montréal, P.U.Q., 1973, 156 p.

HARVEY, Fernand, Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec, (Coll. Etudes d'Histoire du Québec, 6), Montréal, Les Editions du Boréal Express, 1973, 226 p.

HARVEY, Fernand, "Les travailleurs québécois au XIXe siècle, essai d'un cadre d'analyse sociologique", dans la Revue d'Histoire d'Amérique française, vol 25, no 4, mars 1972, pp 540-551.

MAHEU, Louis, Développement industriel, problème social et système d'action à la naissance du syndicalisme catholique, Thèse de M.A. (sociologie), Université de Montréal, 1967, 385 p.

MAHEU, Louis, "Problème social et naissance du syndicalisme catholique", dans Sociologie et Sociétés, Vol 1, no 1, mai 1969, pp 69-88.

c) La législation sociale

BOUCHER, Emile, Rapport du Comité d'étude sur l'assistance publique, Gouvernement du Québec, juin 1963, 230 p.

CHARTIER, Roger, "Contribution à l'histoire de la législation québécoise du travail", 8 articles dans Relations industrielles, 17-19 (1962-64).

MINVILLE, Esdras, La Législation ouvrière et le régime social dans la province de Québec, Ottawa, Imprimeur du Roi, 1939, 98 p.

d) Le féminisme

CARON, Louise, Le Travail féminin dans la province de Québec, Thèse de maîtrise en relations industrielles, Université de Montréal, 1955, 98 p.

CASGRAIN, Thérèse, Une femme chez les hommes, Montréal, Ed. du jour, 1971, 296 p.

CLEVERDON, C.L., The Woman Suffrage Movement in Canada, University of Toronto Press, 1950, 324 p.

JOHNSON, Micheline, "Histoire de la condition de la femme dans la province de Québec", dans Traditions culturelles et histoire politique de la femme au Canada, Etudes préparées pour la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada, no 8, Ottawa, Information Canada, 1971.

Québécoises du 20e siècle, Textes choisis et présentés par Michèle Jean, Montréal, Les Editions du Jour, 1974, 303p. (Notre travail sur le féminisme (1ère partie, chapitre I), était terminé au moment où cet ouvrage est paru. Nous tenons cependant à souligner que c'est une anthologie intéressante sur le féminisme au Québec).

e) L'éducation

AUDET, Louis-Philippe, Histoire de l'enseignement au Québec 1840-1971, Tome 2, Montréal et Toronto, Holt, Rinehart et Winston Ltée, 1971, 496 p.

LAJEUNESSE, Marcel, L'éducation au Québec, 19e, 20e siècles, Trois-Rivières, Les Editions du Boréal Express, 1971, 145 p.

LESSARD, Victrice, L'instruction obligatoire dans la Province de Québec de 1875 à 1943, Thèse D. Ph. (éducation), Université d'Ottawa, 1962, 279 p.

3o Le mouvement social catholique

Au Canada français, nous ne connaissons pas d'ouvrage de synthèse sur la question. Parmi les études fragmentaires, mentionnons:

DION, Gérard, "La doctrine sociale de l'Eglise dans le Québec", dans Perspectives sociales, XVII, no 1, 1962, pp 1-5.

FORGET, Lucille, Expériences et témoignages d'un groupe d'anciens élèves de l'Ecole d'auxiliaires sociaux de Montréal. Thèse de maîtrise en service social, Université Laval, 1963, 148 p. Une copie manuscrite est aux Archives de la Congrégation N.D. du B.C.

HULLIGER, abbé Jean, L'enseignement social des évêques canadiens de 1891 à 1950, Montréal, Editions Fides, 1958, 373 p.

LEMIEUX, Gérard, "Notes sur le mouvement social catholique", dans Chronique sociale de France, 65 (1957), pp 459-474.

MEMOIRE DE LA COMMISSION B.L.P. (Bouchard - Lambert - Pichette)
La présence de l'Eglise dans les mouvements sociaux au Québec,
Montréal, Secrétariat de l'Assemblée des évêques du Québec,
mai 1970, 45 p.

RENAUD, Laurier, La fondation de l'A.C.J.C. Thèse (M.A.), Université
Laval, 1971. XV - 174 p.

WELTON, M. Amadeus, Sr, Mgr Paul-Eugène Roy, Archevêque de Québec (1859-1926). Québec, Editions de l'Action catholique, 1941,
394 p.

En France, d'excellentes études historiques ont été publiées sur le catholicisme social. Nous relevons les quelques ouvrages que nous avons consultés:

CARON, Jeanne, Le Sillon et la Démocratie chrétienne 1894-1910,
Paris, Plon, 1967, 798 p.

DROULERS, Paul, Politique sociale et christianisme, Le Père Desbuquois
et l'Action populaire, 1903-1918, Les Editions Ouvrières, Paris,
1969, 435 p.

DUROSELLE, J. Baptiste, Les débuts du catholicisme social en France, 1822-70, Paris, P.U.F., 1951, 787 p.

HOOG, Georges, Histoire du catholicisme social en France, 1871-1931,
Paris, Domat Mont Chrestien, 1946, VIII, 296 p. (Collection
d'histoire sociale publiée sous la direction de Georges Bourgin,
Edouard Dolléans).

MOLETTE, Charles, L'Association catholique de la jeunesse française (1886-1907), Paris, Colin, 1968, 807 p.

ROLLET, Henri, Sur le chantier social, (L'action sociale des catholiques en France, 1870-1940), Lyon, Chronique sociale de France, 1955, 350 p.

B - ETUDES SUR QUELQUES PERSONNALITES DU MILIEU FAMILIAL

1o ANTOINE GERIN-LAJOIE

CASGRAIN, H.R., Antoine Gérin-Lajoie d'après ses mémoires, Montréal, Librairie Beauchemin, 1912, 141 p.

Le centenaire de Gérin-Lajoie. Hommage de la commission des monuments historiques de la province de Québec, numéro spécial du Bulletin des Recherches Historiques, vol XXX, no 10, Québec, 1924.

GERIN, Léon, Antoine Gérin-Lajoie. La résurrection d'un patriote canadien, avec introduction et compte rendu par Léon Gérin de la Société royale du Canada, Montréal, Editions du Devoir, 1925, 325 p.

MONTIGNY, Louvigny de, Antoine Gérin-Lajoie. Toronto, The Ryerson Press, 1925, 130 p.

2o LEON GERIN

CARRIER, Hervé, s.j., Le sociologue canadien Léon Gérin (1863-1951) Montréal, Editions Bellarmin, 1960.

FALARDEAU, J.C., Philippe GARIGUE et Léon GERIN, Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1968, 179 p. (Le texte de Falardeau a été publié dans Recherches sociographiques, avril-juin 1960, pp 123-160).

ROCHER, Guy, La sociologie de l'éducation dans l'oeuvre de Léon Gérin. Recherches sociographiques, sept-déc. 1963, vol IV, no 3, pp 291-313.

30 MME HENRI GERIN-LAJOIE

En collaboration, La glace est rompue, Marie Lacoste-Gérin-Lajoie, Féministe québécoise, août 1973, 108 p. dactylographiées.

"Hommage de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste à Mme Henri Gérin-Lajoie", La Bonne Parole, vol XXXV, no 11, 1945, 40 p.

C - NOTES BIOGRAPHIQUES SUR MARIE GERIN-LAJOIE

ALLAIRE, Emilia, B., "Mère Marie Gérin-Lajoie", dans Têtes de femmes, Montréal, Éditions de l'Equinoxe, 1963, pp 135-145.

"Une femme qui a marqué notre société", Plein jour, janvier 1971, pp 4-5.

TASCHEREAU, Yseult, "L'apostolat par l'action sociale chez les Soeurs Notre-Dame du Bon-Conseil", dans Actualité, janvier 1962, pp 20-21.

INTRODUCTION

Le début du XXe siècle constitue un tournant de l'histoire sociale du Canada français. Dans les bouleversements socio-économiques que vécut alors notre société, des chefs de file marquèrent le milieu canadien-français par leur pensée et leur action sociales. Une étude sur l'intervention de ces individus et sur les multiples mouvements sociaux qui naquirent au cours de cette évolution permet de retracer la filiation de l'action sociale au Québec, de découvrir l'idéologie et les problèmes de l'époque.

C'est dans cette perspective que se situe notre recherche sur l'action sociale de Marie Gérin-Lajoie de 1910 à 1925. Le choix précis de cette période s'explique par le fait que cette femme s'engage dans l'action dès 1910, à l'âge de vingt ans. Pendant treize ans elle assure une participation active aux oeuvres sociales laïques de son temps, elle prend en ce domaine des initiatives nouvelles dont l'une des plus importantes est sans doute l'implantation du service social au Canada français. En 1923, elle fonde un institut religieux dont le but est d'assurer une permanence à l'action et à l'éducation sociales dans notre milieu.

Notre intérêt dans la poursuite de cette recherche est d'abord lié au changement social de notre temps. Il nous apparaît important d'identifier les racines propres à assurer un lien entre l'émergence du monde nouveau de l'époque que nous étudions et l'émergence du monde nouveau que nous connaissons.

En considérant l'action sociale de Marie Gérin-Lajoie, nous ne pouvons que nous étonner d'être encore interpellés par ses préoccupations sociales qui sont, on ne peut plus, d'actualité.

L'intérêt de notre étude s'inscrit dans le mouvement de la libération de la femme qui, aujourd'hui, prend de plus en plus d'expansion. En effet, la participation de Marie Gérin-Lajoie à la promotion féminine de même que son action personnelle à une époque où la femme n'a pratiquement pas de voix, prend pour nous un sens d'autant plus actuel qu'il est éclairé par le passé qui l'a façonné.

Dans cette perspective, nous estimons que certaines actions passées dont le but visait à procurer aux hommes des conditions de vie plus humaines, peuvent constituer des sources d'inspiration de nature à stimuler notre propre esprit d'invention à une fin similaire.

Enfin comme ce travail d'histoire s'inscrit dans la poursuite d'une maîtrise en théologie, nous avons été soutenue dans cette étude par l'espérance qu'elle pourra engager une réflexion théologique sur l'action. Sans nous engager nous-même dans cette voie précise, nous croyons pourtant que si la théologie veut rejoindre l'homme, si elle veut affirmer que l'homme est renouvelé par le Christ, qu'il peut user de sa liberté pour construire un monde nouveau, elle se doit de tenir compte des réalités concrètes dans lesquelles il est inséré et où il expérimente la rencontre de Dieu.

En ce sens, notre travail porte un regard sur une tranche de l'histoire pour tenter de cerner l'influence d'une personne qui a voulu

traduire dans l'action sociale une présence de Dieu au monde.

Comme nous croyons que l'histoire d'un individu est inséparable de l'histoire dans laquelle il évolue, nous présenterons dans la première partie de notre travail une étude sommaire de la société canadienne-française de 1900 à 1925 et nous tenterons d'éclairer la figure de Marie Gérin-Lajoie en faisant connaître le milieu familial dans lequel s'enracine son action sociale.

La deuxième partie abordera l'étude de l'action de cette femme qui, pour son époque, est particulièrement informée et formée dans le domaine des sciences sociales et des méthodes de travail social dont elle assurera l'implantation au Canada français.

Enfin, nous axerons la dernière partie de notre recherche sur la genèse et la fondation de l'Institut religieux qu'elle a fondé dans le but d'assurer la permanence et la poursuite de son action.

PREMIERE PARTIE

L'ENRACINEMENT HISTORIQUE DE L'ACTION

CHAPITRE PREMIER

LE MILIEU SOCIO-ECONOMIQUE ET CULTUREL: 1900-1925

Au cours des premières décennies du XXe siècle la situation économique et sociale du Canada français évolue rapidement. Sans présenter un historique détaillé de l'époque, ce premier chapitre dégage les principaux facteurs qui caractérisent le milieu social dans lequel Marie Gérin-Lajoie engagera son action.

Nous examinerons d'abord la transformation des structures économiques du Québec au cours des années 1900-1925, puis nous jetterons un coup d'oeil sur les conséquences sociales de ce changement, enfin nous nous arrêterons aux principaux mouvements de pensée de cette période.

A. TRANSFORMATIONS ECONOMIQUES

Au début du XXe siècle, la conjoncture économique du Québec se modifie sous l'impulsion du développement économique du continent nord-américain¹. Grâce à ses richesses naturelles, le Québec est entraîné dans ce nouveau courant. En effet, minerais, forêts, eaux, abondent sur son territoire et ces ressources premières correspondent aux demandes toujours

1. L'excellente étude de Jean Hamelin et Yves Roby, Histoire économique du Québec, 1851-1896, laisse entrevoir cette évolution.

Des analyses ont été faites sur le développement économique du Québec de 1900 à 1925. On constate des divergences d'opinion quant à la périodisation et au mouvement de croissance de l'économie, mais pour ce qui est des facteurs d'évolution, ils sont approximativement les mêmes chez les auteurs consultés:

grandissantes des nouveaux marchés. De plus, une main d'oeuvre abondante et peu coûteuse permet l'exploitation de ces matières premières et la production de biens de consommation en demande sur les marchés québécois, canadien et américain. D'autre part, le développement des moyens de communication, voies ferroviaires et maritimes, favorise l'échange avec les grands centres industriels de l'Amérique du Nord.

Parmi les industries développées, les produits du bois et du cuir, les produits alimentaires, les textiles et le vêtement contribuent à la croissance de l'économie québécoise. De même les pâtes et papiers, le cuivre et le fer, l'équipement de transport constituent un apport majeur dans le commerce avec les Etats-Unis. Les nombreux cours d'eau de la province offrent un potentiel hydro-électrique qui devient une source première d'énergie et développe l'électro-métallurgie. Au moment de la guerre de 1914-1918, la production de biens de consommation pour répondre à la demande des alliés en Europe, contribue à l'essor économique de même que la mise sur pied d'industries lourdes pour la production de munitions et d'armes légères.

A. Faucher et M. Lamontagne, "L'histoire du développement industriel au Québec, dans La société canadienne française. Etudes choisies et présentées par Marcel Rioux et Yves Martin, Montréal, HMH, 1971, pp 265-277.

L. Maheu, "Développement économique du Québec 1896-1920", in R. Comeau, Economie québécoise, Montréal, P.U.Q., 1969, pp 143-174.

A. Raynaud, Croissance et structure économiques de la Province de Québec, Québec, Ministère de l'Industrie et du Commerce, 1961, 657 p.

W.F. Ryan, The Clergy and Economic Growth in Quebec (1896-1914), Québec, P.U.L., 1966, 348 p.

Quelques données statistiques présentées par Faucher et Lamontagne permettent de constater que, durant la période 1900-1920, le pôle de croissance de l'économie au Québec est passé progressivement de l'agriculture à l'industrie. Vers 1900, sur une production estimée à 150 millions de dollars, la part de l'agriculture totale était de 65 pour cent, celle de la forêt de 25 pour cent, celle de l'industrie de 4 pour cent et celle des mines de 2 pour cent. En 1920, la part de l'agriculture n'est plus que de 27 pour cent, celle de l'industrie atteint 38 pour cent².

Si on peut dire que l'exploitation des richesses naturelles a ouvert la province à l'industrialisation, il est à remarquer que les Canadiens français y sont entrés sans être les promoteurs de leur évolution économique³. En effet, ils n'étaient pas préparés techniquement et financièrement à s'engager dans cette voie nouvelle. Pendant la période pré-industrielle, ils vivaient repliés sur l'agriculture, ils n'avaient donc pas amassé les capitaux nécessaires à l'industrie, ils n'avaient pas non plus acquis la formation technique indispensable à l'homme d'affaires. De plus, le commerce avec les Etats-Unis avait ouvert la porte aux investissements américains. Dans leur étude, Faucher et Lamontagne soulignent

2. A. Faucher et M. Lamontagne, L'histoire du développement industriel au Québec, pp 269 et 273.

3. Voir Durocher, R. et P.A. Linteau, Le retard du Québec et l'infériorité économique des Canadiens français, Trois-Rivières, Editions Boréal Express, 1971, 127 p. Série d'articles qui proposent une explication de la situation.

que

L'établissement de filiales américaines au Québec remonte aux premières années de la "politique nationale" de MacDonald. Jusqu'en 1900, 25 firmes américaines avaient créé des succursales au Québec. On a estimé que pendant les quinze années suivantes, 43 pour cent des investissements dans de nouvelles industries vinrent des Etats-Unis⁴.

Dans le même sens, Innis rapporte qu'en 1907, il y avait 150 succursales d'usines américaines établies dans la province et les investissements américains y étaient considérables⁵.

De plus, chez les Canadiens français, "la famille est au centre du système social qui s'est constitué dans le contexte de la vie rurale québécoise"⁶. Cette mentalité oriente les préoccupations des hommes d'affaires canadiens-français vers des entreprises de caractère personnel et familial.

Un autre facteur peut expliquer la non-participation des Canadiens français à cette mutation économique⁷. Il s'agit de l'absence de

4. Faucher et Lamontagne, loc cit. p. 275.

5. M. Q. Innis, "Economic History", p. 290, cité par Mason Wade, Les Canadiens français de 1760 à nos jours, Tome II, p. 10.

6. N. W. Taylor, "L'industriel canadien-français et son milieu, dans Recherches sociographiques, II, 2, avril-juin 1961, pp. 123-150; Voir aussi l'étude de Jacques Mélançon, "Retard de croissance de l'entreprise canadienne-française", dans L'Actualité économique, 31, janv.-fév. 1956, pp 503-522.

7. Richard Desrosiers, "La question de la non participation des Canadiens français au développement industriel au début du XXe siècle", dans Economie québécoise, 1969, p. 301-322.

politique gouvernementale. D'une part, les politiciens en place ont tendance à céder trop facilement nos richesses aux capitaux étrangers et d'autre part, ils ne semblent guère se soucier d'amener l'entreprise canadienne-française à s'engager dans les nouvelles voies de l'industrialisation.

B. CONSEQUENCES SOCIALES DE L'INDUSTRIALISATION

10. Urbanisation

Le phénomène de l'industrialisation a provoqué dans le Québec des transformations sur le plan social. La classe rurale perd peu à peu de son importance. Aux prises avec des difficultés de survie économique dues à l'épuisement du sol, à la saturation des terres arables de la plaine laurentienne, au dépérissement des industries artisanales, un grand nombre de paysans quittent leur ferme. Ils entrent dans le mouvement d'émigration amorcé au XIXe siècle.

Plusieurs se dirigent vers les principaux centres industriels de la province. Cette situation provoque la création de petites villes et l'accroissement de certaines autres. La région de Montréal, à cause de son développement économique accéléré, absorbe une grande partie du monde rural. Vers 1911, sa population atteint presque le quart de celle de la province⁸. Les statistiques nous permettent d'observer le renversement démographique que connaît le Québec en faveur de l'urbanisation.

8. Annuaire du Canada, deuxième série 1911 - Population du Canada, p. 2; population des villes du Québec, p. 6-7.

TABLEAU - I

Population urbaine et population rurale
de la province de Québec 1891 - 1931.

ANNEES DU RECENSEMENT	POPULATION			Proportion pour cent	
	Urbaine	Rurale	Totale	Urbaine	Rurale
1931	1,813,606	1,060,649	2,874,255	63.1	36.9
1921	1,322,569	(1) 1,038,096	(1) 2,360,665	56.0	44.0
1911	966,842	1,038,934	2,005,776	48.2	51.8
1901	654,065	994,833	1,648,898	39.7	60.3
1891	499,715	988,820	1,488,535	33.5	66.4
(1) Tel que corrigé d'après le jugement du Conseil Privé concernant le Labrador, rendu à Londres le 1er mars 1927.					
Source : <u>Annuaire statistique du Québec</u> , 1932, p. 52, tableau 10.					

2o. Apparition d'une conscience de classe

La concentration de la population dans les villes et l'augmentation du nombre de travailleurs dans le secteur industriel a accru le prolétariat ouvrier au Québec, et, en quelque sorte, a fait surgir à la conscience du peuple canadien-français l'existence d'une classe ouvrière. La famille transplantée en milieu urbain subit des modifications dans son style de vie et dans son travail.

Les anciens paysans ou artisans se voient embauchés par des industriels étrangers; ils deviennent des agents de la production besognant de longues heures au rythme des machines dans un climat insalubre

et dans un univers froid et anonyme. "Ils subissent le poids d'une double aliénation: aliénation de la technique qui dépersonnalise et aliénation des cadres anglophones qui dénationalise"⁹.

De plus, les bas salaires payés dans les usines, le chômage, les grèves, la hausse du coût de la vie¹⁰, tous ces éléments engendrent de sérieux problèmes au sein de la famille ouvrière. Par nécessité, la femme entre sur le marché du travail. L'enfant même est astreint à travailler pour équilibrer le budget familial. Ce travail des enfants accentue l'analphabétisme et, comme conséquence lointaine, réduit les jeunes Canadiens français à demeurer des ouvriers non qualifiés.

La situation de la famille demeure précaire car, dans l'industrie, "les manufacturiers en viennent à concevoir comme unité de travail non plus l'individu, le père de famille, mais la famille"¹¹, et ils diminuent les salaires en conséquence. La femme gagne les deux-tiers du salaire de l'homme¹², et les enfants sont à peine rémunérés. Cette exploitation

9. Histoire de l'Eglise catholique au Québec 1608-1970, Commission d'étude sur les laïcs et l'Eglise, Première annexe au rapport, p. 57.

10. Entre 1910 et 1920, le coût de la vie a presque doublé tandis que les salaires n'ont pas augmenté de 20%. (R. Bilodeau, Histoire des Canadas, p. 512). Sur cette hausse du coût de la vie, voir le rapport de la Commission d'enquête du gouvernement fédéral: Canada, Board of Inquiry into cost of living, Report of the Board, 2 vol., Ottawa, 1915.

11. J. Rouillard, Les filatures de coton au Québec, 1900-1915. Thèse de M.A. (Histoire), Université Laval, 1970, p. 72.

12. "Rapport de l'Association des demoiselles de manufactures", dans Premier Congrès de la Fédération Nationale St-Jean-Baptiste, Montréal 1907, p. 192.

injuste provoque le mécontentement des ouvriers et entraîne des conflits entre ces derniers et les patrons. Ces conflits dégénèrent en arrêts de travail et en grèves. La pauvreté s'accroît et l'insécurité grandit dans les foyers. L'équilibre traditionnel de la vie familiale est rompu, des problèmes de tous ordres atteignent la famille: sous-alimentation, manque d'hygiène, maladie, ignorance, alcoolisme, mécontentement et désertion.

30. Mesures sociales.

Législation du travail.

Jusqu'à la fin du XIXe siècle, les interventions gouvernementales en matière de législation ouvrière sont peu efficaces pour améliorer les conditions de travail dans le secteur industriel: taux de salaire, heures de travail, relations entre patrons et ouvriers. De 1901 à 1925, certaines lois sont votées concernant les "différends ouvriers de Québec" (1901), les arrêts de travail: grèves ou lockout (1907), la réglementation du travail des femmes et des enfants (1907), les accidents du travail (1909), les bureaux de placement gratuits (1911), le salaire minimum des femmes (1919), les syndicats professionnels (1924)¹³. Cependant, la mise en application de ces lois est lente et n'assure que de façon limitée la protection de l'ouvrier. Les travailleurs vont donc chercher dans le syndicalisme une force sociale pour appuyer leurs revendications et améliorer leurs conditions de vie et de travail.

13. Roger Chartier, "Contribution à l'histoire de la législation québécoise du travail", 8 articles dans Relations industrielles, 17-19 (1962-64).

Syndicalisme.

Dans la seconde moitié du XIXe siècle, les unions ouvrières qui s'installent au Québec relèvent pour la plupart des centrales américaines. Vers les années 1880, les Chevaliers du Travail connaissent une certaine expansion au Québec, malgré la condamnation de Mgr Taschereau¹⁴. Le Congrès des métiers et du travail du Canada (C.M.T.C.), fondé en 1886, compte un bon nombre de Canadiens français. Au début du XXe siècle ces groupements constituent un syndicalisme international et neutre qui n'est pas sans susciter de vives inquiétudes dans le clergé canadien-français. Mgr Paquet souligne les dangers de ce mouvement dans les termes suivants:

Les unions ouvrières neutres, si pleines de risques pour la vraie foi et les intérêts catholiques, et vues d'un si mauvais oeil par l'autorité religieuse, ce sont les serres chaudes du socialisme canadien¹⁵.

Donc, en opposition à ces associations syndicales américaines, anglo-saxonnes et non-confessionnelles, le clergé et la bourgeoisie nationaliste canadienne-française s'intéressent à la fondation de syndicats nationaux et catholiques¹⁶.

14. Sur ce groupement, voir l'étude de Fernand Harvey, "Les Chevaliers du travail, les Etats-Unis et la société québécoise (1882-1902)", dans Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec, pp. 33-118.

15. Mgr L. A. Paquet, "Nos forces nationales: notre foi", l'Action française, II, 1, 1918, p. 3.

16. On peut consulter sur le sujet, l'excellente analyse de Louis Maheu, Développement industriel, problème social et système d'action à la naissance du syndicalisme catholique, Thèse de M.A. (sociologie), Université de Montréal, 1967, 385 p. Voir aussi, Michel Têtu, Les premiers syndicats catholiques, thèse de doctorat, Faculté des Lettres, Université Laval, 1962.

L'intervention de Mgr Bégin dans le conflit de l'industrie de la chaussure à Québec, en 1901, marque le premier effort vers le syndicalisme catholique. A Chicoutimi, en 1907, l'abbé Lapointe fonde la Fédération ouvrière mutuelle du Nord, premier syndicat catholique. A partir de 1912, d'autres initiatives de ce genre se répandent dans différentes régions de la Province.

L'implantation du syndicalisme catholique s'est inspirée de l'encyclique sociale Rerum Novarum.

Dans la plupart des cas, la formation d'un syndicat catholique et national était précédée de la constitution de comités d'études où prêtres et laïcs se groupaient pour approfondir la doctrine sociale de l'Eglise, prévoir l'expansion du syndicalisme catholique, former, par la méditation et la réflexion, de véritables leaders ouvriers catholiques et canadiens-français¹⁷.

En 1918, un premier congrès réunit à Québec, les unions nationales catholiques. L'année suivante, un autre rassemblement de ce genre a lieu à Trois-Rivières, puis en 1920, à Chicoutimi. En 1921, lors du Congrès tenu à Hull a lieu la fondation de la Confédération des Travailleurs Catholiques du Canada qui regroupe alors, environ 26,000 membres.

En fait, on constate que la naissance du syndicalisme catholique est liée d'une part, aux conditions pitoyables des ouvriers canadiens-français et d'autre part, à l'action du clergé pour "sacraliser le monde

17. Louis Maheu, "Problème social et naissance du syndicalisme catholique", dans Sociologie et Sociétés, 1, 1, mai 1969, p. 70.

industriel" et récupérer la classe ouvrière sous la bannière de l'Eglise.

Assistance sociale.

La législation gouvernementale comme l'action syndicale ne parviennent pas à établir une politique salariale qui assure la sécurité et le bien-être de la famille ouvrière. L'indigence atteint un grand nombre de personnes. Les organismes de charité privée qui, jusqu'au début du siècle, avaient procuré l'assistance aux nécessiteux ne peuvent plus répondre seuls aux misères de tous genres qui se multiplient dans la société industrielle. Une politique sociale s'avère nécessaire. Ce n'est toutefois qu'en 1921 que la première loi d'assistance publique est votée au Québec.

Ce projet de loi assure une aide financière aux institutions de bienfaisance et aux municipalités qui s'occupent d'oeuvres sociales et caritatives. Il établit des subventions statutaires pour l'entretien des personnes admissibles à l'assistance sociale¹⁸.

Cette loi suscite des réactions diverses dans le milieu canadien-français. Les chefs cléricaux et nationalistes s'y opposent car ils y voient une mesure socialisante¹⁹. Le Devoir se fait l'écho de cette opinion en soulignant le danger d'étatisation de la charité, avec atteinte à la famille, à la liberté religieuse et à l'ordre moral, tandis que

18. Sur la question, on peut consulter: Esdras Minville, La législation ouvrière et le régime social dans la Province de Québec, Ottawa, Imprimerie du Roi, 1939, 98 p.; Emile Boucher, Rapport du comité d'étude sur l'assistance publique, Gouvernement du Québec, 1963, 230 p.

19. P.E. Trudeau, La Province de Québec au moment de la grève, dans P.E. Trudeau, édit., La Grève de l'amiante, p. 73.

La Presse se montre enthousiaste devant cette nouvelle mesure sociale²⁰.

En somme, le changement structurel de l'économie au Québec crée des malaises sur le plan social et nécessite l'intervention gouvernementale par des mesures de sécurité et d'assistance sociales pour venir en aide aux individus et aux familles dans le besoin.

C. MOUVEMENTS DE PENSÉE.

10. Le nationalisme.

Lorsque se produit la première vague importante de l'industrialisation (1900-1920), les structures sociales au Québec sont fondées sur les valeurs traditionnelles du peuple canadien-français: terre, famille, religion et nation. Ces valeurs trouvent un ferme appui dans la philosophie politico-religieuse de l'élite nationaliste.

Les chefs politiques, les intellectuels et le clergé demeurent d'abord préoccupés du développement de l'agriculture et de la colonisation, convaincus que la vie rurale a une supériorité morale sur la vie urbaine et que seule la fidélité à la terre peut assurer la survie du peuple canadien-français et de son héritage culturel.

Dans cette ligne de pensée, un journaliste au Nationaliste écrit:

Tant que les Canadiens s'attacheront à posséder la terre et à la féconder de leur labour ils ne

20. H. Bourassa, Une mauvaise loi, l'assistance publique, Montréal, Imprimerie du Devoir, 1921, pp. 1-2.

cesseront d'accroître la puissance de leur race. Ils posséderont la vraie richesse qui leur convient avec l'influence du nombre, et s'ils veulent être unis, ils commanderont le respect²¹.

Outre la vocation agricole, rappelons aussi la mission religieuse et civilisatrice de la nation canadienne-française, exaltée par Mgr Paquet dans un discours de 1902:

[...] Cette vocation religieuse et civilisatrice, c'est je n'en puis douter, la vocation propre, la vocation spéciale de la race française en Amérique. Oui, sachons-le bien, nous ne sommes pas seulement une race civilisée, nous sommes les pionniers de la civilisation; nous ne sommes pas seulement un peuple religieux, nous sommes des messagers de l'idée religieuse; [...] Notre mission est moins de manier les capitaux que de remuer les idées: elle consiste à faire rayonner au loin le foyer lumineux de la religion et de la pensée²².

Un autre chef prestigieux du nationalisme canadien, Henri Bourassa, s'attache à démontrer que l'épanouissement de la culture et des principes catholiques est fondé sur une vision morale unique de la vocation canadienne:

La Providence a voulu que le groupe principal de cette colonisation française et catholique constituât

21. Le Nationaliste, 21 juin 1908, cité par Jacques Tremblay, "Le Nationaliste, 1908-1909" dans Idéologies au Canada français 1900-1929, p. 125.

22. Emile Chartier (Ed.), Bréviaire du patriote canadien-français, Bibliothèque de l'Action française, 1925, p. 52. Réédition commentée du discours de Mgr Paquet sur "La vocation de la race française en Amérique", 1902.

en Amérique un coin de terre à part où l'état social, religieux et politique se rapproche le plus de ce que l'Eglise catholique, apostolique et romaine nous apprend être l'état le plus désirable des sociétés²³.

L'identité nationale des Canadiens français, défendue par les promoteurs du nationalisme est liée aussi à leur attachement à la langue française. C'est encore Bourassa qui affirme que "La conservation de la langue est absolument nécessaire à la conservation de la race, de son génie, de son caractère et de son tempérament"²⁴.

En somme, l'idéologie nationaliste demeure conservatrice, attachée à sa conception du groupe canadien-français comme rural - français - catholique. Le culte pour les valeurs spirituelles laisse dans l'ombre l'aspect pratique du bouleversement social produit par la révolution économique. Cet état d'esprit retarde l'intégration des Canadiens français à la société industrielle et manifeste l'absence de préoccupations sociales dans les valeurs de la collectivité nationale.

20. Le catholicisme social.

Certains catholiques commencent à se préoccuper de la question sociale qui se pose au Québec à partir des problèmes concrets nés de l'industrialisation. On voit apparaître alors le catholicisme social,

23. Henri Bourassa, Religion, Langue, Nationalité, Montréal, Le Devoir, 1910, p. 15.

24. Henri Bourassa, La langue française et l'avenir de notre race, Québec, 1913, p. 4.

idéologie connue en Europe au XIXe siècle²⁵. Ce mouvement de pensée, basé sur la doctrine sociale de l'Eglise catholique, incite ses adeptes à travailler au relèvement du niveau social et matériel des classes populaires. Sous cette influence, apparaissent plusieurs mouvements, associations, oeuvres sociales qui militent tant au niveau de la pensée que de l'action pour enrayer les malaises sociaux causés par la révolution industrielle et le nouveau régime économique. Nous présenterons rapidement quelques-unes de ces réalisations.

L'Association catholique de la Jeunesse canadienne (A.C.J.C.)

L'Association catholique de la Jeunesse canadienne est l'une des premières manifestations du mouvement social catholique au Canada français²⁶. Fondée en 1904, sur le modèle de l'Association catholique de la Jeunesse française, l'oeuvre se donne comme objectif de préparer les jeunes "à une vie efficacement militante pour le bien de la religion et de la patrie"²⁷.

25. Sur ce mouvement, voir J.B. Duroselle, Les débuts du catholicisme social en France (1829-1870), Paris, 1951.

26. Sur les débuts du catholicisme social, voir Gérard Lemieux, "Notes sur le mouvement social catholique", dans Chronique sociale de France, 65, 1957, pp 459-474. Sur l'A.C.J.C., on peut consulter l'étude de Laurier Renaud, La Fondation de l'A.C.J.C., Jonquière, Presses collégiales de Jonquière, 1973, 154 p.

27. L'Association catholique de la Jeunesse canadienne, Statuts généraux, cités par Laurier Renaud, p. 58.

Une partie de son programme est consacrée à la formation sociale: études des questions et des encycliques sociales en vue d'éveiller la conscience des jeunes au devoir social et d'orienter leurs efforts vers une action sociale au service de la nation canadienne et de la foi. En ce sens, il n'est pas étonnant de constater que les statuts de l'Association insistent sur "la pratique intégrale du catholicisme", remède à tous les maux et source des progrès de la société et des individus²⁸.

L'A.C.J.C. fonde des cercles d'études. Ses membres se regroupent pour approfondir leurs connaissances et leurs convictions nationales, religieuses et sociales. Les congrès, en particulier celui de 1914 qui a pour thème "Le devoir social au Canada français"²⁹, démontrent que les préoccupations sociales commencent à se faire jour au sein de la jeunesse canadienne.

L'Action sociale catholique.

A Québec en 1907, deux ans après la fondation d'une société d'économie sociale et politique, des membres influents de cette société vont promouvoir la fondation de l'Action sociale catholique³⁰. Cet organisme se trace un vaste plan d'action en vue de diffuser la pensée sociale catholique. L'enseignement par la presse, les cours, les conférences,

28. Ibid. p. 59

29. Cf. Le rapport du congrès: Le Devoir social au Canada français, Montréal, Bureaux de l'A.C.J.C., 1915, 307 p.

30. Sur les origines et l'esprit de ce mouvement, on trouve des éléments intéressants dans Welton, M. Amadeus, Sr., Mgr Paul-Eugène Roy, archevêque de Québec (1859-1926). Québec, Ed. de l'Action catholique, 1941, 394 p.

les cercles d'études, les congrès, vise l'éducation de la conscience sociale catholique et informe sur les questions sociales. L'action tend à l'organisation des forces sociales catholiques dans des associations religieuses, ouvrières, professionnelles et autres.

La Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste.

En 1907, la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste regroupe les associations féminines catholiques du milieu canadien-français. Elle propose à ces associations réunies en congrès³¹, de s'occuper non seulement d'oeuvres de charité et d'éducation mais d'organiser des oeuvres d'action sociale et économique. Cette fondation est une manifestation du féminisme, courant de pensée qui se développe chez les Canadiennes françaises. Nous nous y attarderons plus loin.

L'Ecole Sociale Populaire.

A Montréal en 1911, les Jésuites mettent sur pied l'Ecole sociale populaire, un centre d'études et d'action sociales. L'Ecole a comme but premier de "répandre l'enseignement social par ses écrits, par la création d'une chaire d'études sociales, par ses bibliothèques, par ses conférences et par les "journées sociales" qu'elle devra organiser"³². L'oeuvre de propagande sociale amorcée par cette Ecole

31. Voir: Premier congrès de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste, Montréal, mai 1907, Imprimerie Paradis et Vincent, 208 p.

32. L'Ecole Sociale Populaire, brochure No 1* (1911), Montréal, Secrétariat de l'Ecole sociale populaire, 1911, p. 11.

trouve son complément le plus important en 1920 dans les Semaines Sociales du Canada, initiative du Père Joseph-Papin Archambault. L'institut s'attache à promouvoir la connaissance et l'application de la doctrine sociale de l'Eglise en vue d'une action efficace sur le milieu canadien³³. Il recrute ses professeurs parmi les intellectuels des différents milieux sociaux tant chez les clercs que chez les laïcs. Outre le directeur des Semaines Sociales, les noms de Mgr Paquet, Omer Héroux, Arthur Saint-Pierre, Edouard Montpetit, Guy Vanier, Alfred Charpentier, et ceux des abbés Perrier, Lapointe, Hébert, figurent parmi les conférenciers des débuts de cette chaire d'enseignement. En voyant cette nomenclature, on ne s'étonne pas en constatant que la doctrine est marquée par les préoccupations clérico-nationalistes de l'époque.

Si on veut dégager les caractéristiques de ces premiers mouvements du catholicisme social au Québec, on doit dire que tous se mettent d'emblée sous la direction de l'Eglise et s'attachent à appliquer les directives du Pape et des évêques relatives aux questions sociales.

Il faut aussi souligner le rôle actif des laïcs dans des organismes d'action sociale pour l'amélioration des conditions économiques et sociales de la classe populaire. Leur travail s'actualise surtout dans l'organisation de caisses populaires, de sociétés mutuelles, de coopératives, d'associations d'hygiène, de mouvements de tempérance, de cercles

33. Voir l'étude de Soeur Marie-Agnès de Rome Gauvreau, The Social Thought of French Canada as reflected in the Semaine Sociale, Nashua, N.H., The Catholic University Press of America, Washington, D.C., 1946.

d'études, de syndicats catholiques et autres.

Nous voyons encore que tous ces mouvements sont guidés par les mêmes principes directeurs bien explicités dans le programme de l'Ecole sociale populaire: parfaite soumission à l'Eglise, organisation professionnelle à base confessionnelle, opposition au socialisme, respect de l'autorité de la famille et de l'Eglise en matière d'éducation³⁴. En somme, on peut déceler derrière ces énoncés, une attitude défensive par rapport aux idées socialistes, laïques et neutres et une tendance à structurer chrétiennement la société et à conserver l'ordre social traditionnel en reliant le social, le religieux et le national.

3o. Le féminisme

Le féminisme qui apparaît sur la scène québécoise au début du XXe siècle présente pour notre recherche un intérêt particulier. Comme c'est dans ce courant de pensée que prend forme l'action sociale de Marie Gérin-Lajoie, il nous importe de dégager les origines de ce mouvement, ses principales orientations et les réactions qu'il provoque dans le milieu canadien-français.

Origines.

Il semble bien que le féminisme ait été introduit au Québec sous l'influence des Canadiennes anglaises. En 1893, la comtesse d'Aberdeen, femme du Gouverneur général du Canada, fonde le "National Council

34. L'Ecole sociale populaire, brochure no 1* (1911), p. 17-18.

of Women", une association neutre, regroupant les "Local Councils" dans un but de réforme sociale.

Le "conseil local de Montréal" réunit les femmes préoccupées d'oeuvres philanthropiques; à celles-ci se joignent quelques femmes remarquées par leur statut social et quelques féministes engagées dans la conquête des droits civils et politiques de la femme au Canada.

Des Canadiennes françaises très actives, font leur marque dans ce mouvement. Il nous faut citer les noms de Mme Henri Gérin-Lajoie, de Mme Rosaire Thibaudeau et de Mme R. Dandurand, fille du premier ministre Marchand, membres du bureau de direction en 1900³⁵.

En 1902, une société de dames patronnesses canadiennes-françaises s'organise à Montréal sous la présidence de Mme F. L. Bêl'que. Ce groupement refuse de s'affilier au Conseil local à cause de sa neutralité et de sa direction composée en partie de protestantes. De là, germe l'idée d'une organisation catholique indépendante. En 1904, Mme Henri Gérin-Lajoie travaille à préparer ce projet avec Mme Bêl'que. Mais, ce n'est qu'en 1906 que la réalisation est entrevue. Un comité d'organisation composé de Mmes Bêl'que, Gérin-Lajoie, Lady Lacoste, Mmes Rottot, Leman, Hamilton, Thibaudeau, Cartier, de Mlle R. Barry, rédactrice du Journal de Françoise, et de Mme Huguenin, journaliste à la Patrie, trace les grandes lignes d'une fédération des Sociétés de femmes canadiennes-françaises et

35. "Sixth Annual Report of the Local Council of Women", Montréal, May 1900, cité dans La Glace est rompue, page 20.

catholiques. Le projet est soumis à Mgr Bruchési, archevêque de Montréal, à la fin d'octobre 1906. Voici en quels termes la requête lui est adressée:

Nous voulons unir les Canadiennes françaises par le lien de la charité dans une association nationale, afin qu'elles s'aident mutuellement dans la vie; et, par la force que donne l'union, elles fortifient, élèvent et développent l'action de la femme dans la famille et dans la société, travaillant ainsi à la prospérité du pays et à la gloire de Dieu³⁶.

L'approbation de l'Archevêque ne tarde pas, mais elle laisse entendre que ce mouvement doit s'éloigner du féminisme révolutionnaire. Rappelant les buts de la nouvelle oeuvre: "fortifier, élever et développer l'action de la femme dans la famille et dans la société", Mgr Bruchési souligne:

[...] voilà le vrai féminisme.. Il est bien différent de cet autre féminisme qui, sous prétexte de revendiquer les droits méconnus de la femme, oublie le rôle spécial que la Providence a assigné à celle-ci dans le monde³⁷.

Cette réponse consacre le regroupement des associations féminines catholiques de Montréal sous le nom de Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste. C'est la naissance du mouvement féministe au Canada français.

36. "Requête des dames de la Fédération Saint-Jean-Baptiste à sa grandeur Monseigneur Bruchési", Montréal, 30 oct. 1906. Copie de la lettre aux Archives de la Congrégation Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal (ACNDBCM), Fonds Mme Henri Gérin-Lajoie.

37. Lettre de Monseigneur Bruchési, 2 nov. 1906 (copie) ACNDBCM, Fonds Mme H. Gérin-Lajoie.

Orientation.

La Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste se rattache aux grandes tendances du féminisme occidental au début du XXe siècle: féminisme social et féminisme de revendication politique³⁸.

L'action du mouvement est dirigée par les femmes de la petite bourgeoisie canadienne, épouses d'hommes politiques, de professionnels, d'hommes d'affaires de la ville de Montréal. Mme Gérin-Lajoie considère que c'est à ces femmes qu'incombe la responsabilité de promouvoir ce mouvement. Elle écrit à ce sujet: "Il revient à l'élite de la société, à la classe dirigeante, de favoriser une cause aussi louable qui a pour but l'amélioration et le progrès"³⁹. En général, ces dames sont conscientes que si le mouvement féministe veut progresser au Québec il doit tenir compte des valeurs traditionnelles du milieu dans lequel il évolue. Cela revient à dire que l'action féminine doit tendre à l'amélioration constante du rôle social de la femme, à la conquête progressive de ses droits professionnels, civils et politiques, sans que soient négligés ses devoirs d'épouse et de mère.

38. Voir: La glace est rompue, Etat de recherche sur la vie de Marie Lacoste Gérin-Lajoie, initiatrice de la F.N.S.J.B., présenté par un groupe d'étudiantes de l'UQAM, août 1973. On peut aussi consulter avec intérêt les "Etudes préparées par la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme au Canada", en particulier l'étude de Micheline D. Johnson, Histoire de la condition de la femme dans la province de Québec, annexe 8, 1971.

39. Georgette Lemoyne, "Mme Gérin-Lajoie et son oeuvre", dans La Bonne Parole, numéro spécial, nov. 1945, p. 9.

La F.N.S.J.B. se veut un centre d'action sociale où l'on s'attache à trouver une solution aux problèmes sociaux qui affectent la condition féminine et le cadre familial. La santé, l'éducation, la participation au monde du travail, la lutte pour les droits civils et politiques de la femme, tels sont les principaux champs d'activité qui retiennent l'attention des premières féministes au Québec.

Dans le domaine de la santé, un effort commun est tenté pour lutter contre la mortalité infantile, problème majeur dans les grandes concentrations urbaines comme Montréal. A cet effet, des initiatives sont mises sur pied: oeuvre des "Gouttes de lait", conférences publiques pour les mères de famille, leçons d'hygiène, soins médicaux à domicile⁴⁰.

En éducation, des préoccupations de toutes sortes se font jour. Les Ecoles ménagères visent à la préparation de la femme au foyer. En même temps, une action énergique s'engage pour préconiser l'accès de la femme aux études supérieures et universitaires. Un autre courant se soucie de la formation professionnelle de la femme de plus en plus présente sur le marché du travail.

La femme ne trouve pas facilement place dans ce monde du travail. Elle est victime de discrimination notoire. On constate des différences injustifiées par rapport aux conditions de travail et à la possibilité

40. On peut avoir une idée du travail amorcé en ce domaine dans une conférence de Mme H. Gérin-Lajoie, "L'action sociale et ses relations avec la santé publique", donnée en septembre 1916 au Congrès de la Canadian Health Association, reproduite dans La Bonne Parole, vol. 4, no. 8, octobre 1916, pp. 3-6.

d'exercer les professions libérales⁴¹. La F.N.S.J.B. regroupe les forces féminines en associations pour revendiquer les droits de la femme au travail⁴².

Par rapport à la condition légale de la femme dans la Province de Québec, la lutte pour la réforme du code civil ne fut pas moins importante. Il faut souligner sous cet aspect, le travail ferme et assidu de Mme Gérin-Lajoie.

De 1907 à 1931, cette dernière multiplie ses initiatives pour obtenir des amendements au code civil de la Province, lequel tient la femme dans un état de mineur, d'incapable au plan juridique⁴³.

En 1929, lorsque le gouvernement Taschereau accepte la formation d'une commission gouvernementale pour la revision du code civil, la Commission Dorion, l'action de Mme Gérin-Lajoie au sein de la F.N.S.J.B.

41. C'est en 1930 seulement qu'un bill privé autorise les femmes à exercer leur profession. Quant au droit, ce n'est qu'en 1942 que les femmes obtiennent d'être membres du barreau.

42. Mme Gérin-Lajoie, La Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste et les associations professionnelles, E.S.P. no. 5, 1911.

43. Voir les conférences et articles de Mme H. Gérin-Lajoie dans les rapports de la F.N.S.J.B., congrès de 1907 et 1909, et dans La Bonne Parole, janv., fév., mars 1914: "La condition légale de la femme"; mars, avril 1915: "Le bill Péradeau au sujet des successions de biens"; nov., déc., 1918: "La condition légale de la femme"; nov. 1923: "La loi des banques et les privilèges de la femme mariée; janv., fév., mars, avril 1927: "La communauté légale dans la Province de Québec". Ces articles ont été réunis en brochure sous le titre "Sauvons nos lois françaises"; mars, avril, mai, juin, juillet, août, sept. 1929: "La femme et le code civil"; mars, avril, mai 1931: "La réforme du code civil".

est appuyée par La Ligue des droits de la femme avec Mme Thérèse Casgrain, et par l'Alliance pour le vote de la femme avec Idola St-Jean. Ces féministes vont plaider leurs droits au comité des Bills publics⁴⁴. En 1931 enfin, la loi 52 amende certains articles du code civil.

La conquête des droits politiques de la femme est un autre champ d'action des féministes de l'époque⁴⁵. La Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste travaillera en collaboration avec le "National Council of Women" pour la revendication du suffrage féminin. De ses premiers efforts en 1911, pour demander le vote municipal pour les femmes séparées de biens, à la fondation du comité du suffrage féminin en 1922, un travail d'éducation civique s'accomplit au sein de la Fédération pour faire prendre conscience à la femme de ses devoirs de citoyenne et préparer l'opinion publique à cette réforme. En 1922, une délégation de femmes se rend à Québec auprès du premier ministre Taschereau pour présenter ses revendications⁴⁶. Ce premier geste aboutit à un échec qui sera suivi de beaucoup d'autres puisque ce n'est qu'en 1940 que le gouvernement Godbout fera passer une loi permettant aux femmes du Québec de devenir électrices dans leur Province.

44. Voir les plaidoyers en faveur de la réforme du Code civil dans La Bonne Parole, vol XVIII nos 2 et 3, février, mars 1930.

45. Sur la question du suffrage, conférer C.L. Cleverdon, The Woman Suffrage Movement in Canada, Toronto, University of Toronto Press, 1950.

46. Mme Gérin-Lajoie, "Le vote féminin et la question familiale". Plaidoyer fait au parlement de Québec, le 9 février 1922, reproduit dans La Bonne Parole, février 1922; voir encore "Mme Gérin-Lajoie et le suffrage féminin", par Georgette Lemoyne, dans La Bonne Parole, numéro spécial 1945, pp. 32-34.

Ces faits témoignent de la lenteur de l'évolution des mentalités par rapport au mouvement féministe.

Réactions face au féminisme.

Le mouvement féministe suscite des réactions de peur dans le milieu canadien-français tant chez le clergé que chez les hommes politiques. On le perçoit en général comme un danger pour la famille, la société et l'Eglise.

Il faut lire les mises en garde de l'archevêque de Montréal au premier congrès des Canadiennes françaises en 1907 pour se rendre compte de ses inquiétudes:

Je sais que le féminisme est à l'ordre du jour. Quand on songe aux prétentions qu'il affiche en certains lieux, aux principes qu'il proclame, aux réformes qu'il poursuit, on a assurément raison de le condamner, et pour ma part je n'en voudrais aucunement parmi nous[.] Puisque le mot de féminisme a été introduit dans notre langue, je l'accepte, mais je réclame pour lui un sens chrétien, et je demande la permission de le définir ainsi: le zèle de la femme pour toutes les nobles causes dans la sphère que la Providence lui a assignée⁴⁷.

La pensée de Mgr L.A. Paquet n'est pas moins explicite en ce sens:

Sous le nom de féminisme, un mouvement pervers, une ambition fallacieuse entraîne hors de sa voie

47. Premier Congrès de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste, 1907, "Allocution de Sa grandeur Mgr Bruchési", p. 23.

la plus élégante moitié de notre espèce, et menace les bases mêmes de la famille et de la société⁴⁸.

Henri Bourassa, un autre anti-féministe notoire, présente les traditions de foi de la race canadienne-française comme argument contre l'émancipation politique et sociale de la femme:

[...] le féminisme contemporain m'apparaît comme une doctrine fausse, comme une nouvelle poussée du désordre qui bouleverse le monde depuis la naissance du protestantisme.

Le féminisme, tel que compris et pratiqué généralement, est, comme le socialisme, en opposition radicale avec le concept chrétien de la famille et de la société, ordonnées selon la loi naturelle et la loi du Christ.

Poussé à ses fins logiques, il aboutira à la destruction de la famille, à la désorganisation de l'ordre social, à la dégradation de la femme elle-même [...]⁴⁹.

En général, le milieu social entretient des idées conservatrices sur le rôle de la femme.

En 1908, la fondation de l'Ecole d'Enseignement supérieur pour la promotion intellectuelle de la femme soulève des protestations dans une société réactionnaire: "Des jeunes filles bachelières: quelle horreur! Les arracher au foyer, en faire des bas bleus, c'est du modernisme, du féminisme outré!"⁵⁰

48. Mgr L. A. Paquet, Etudes et appréciations. Nouveaux mélanges canadiens, "Le féminisme", Imprimerie franciscaine missionnaire, 1919, p. 3.

49. Henri Bourassa, Femmes - hommes ou Hommes et Femmes? Montréal, Imprimerie du Devoir, 1925, p. 4.

50. Madeleine des Anges, Soeur, "Histoire d'une évolution", dans Collège et Famille, vol V, no 1, janvier 1948, p. 24.

L'opinion publique, comme nous l'avons déjà souligné est lente à accepter que la femme ait accès aux carrières professionnelles. En 1921, le premier ministre Taschereau s'adressant aux dames de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste dira:

Nos destinées nationales veulent-elles que les femmes pénètrent dans le domaine, qui jusqu'à présent n'a guère été le leur, deviennent avocates et doctresses, exercent le droit de vote, siègent dans nos parlements [...]

Il ne m'incombe pas de décider [...] mais je n'ai aucune hésitation à proclamer que la vraie mission de la femme pour façonner notre avenir national, pour perpétuer le miracle franco-canadien, est de rester fidèle aux traditions ancestrales, à son titre de reine du foyer, à ses oeuvres de charité et de philanthropie⁵¹.

L'opposition personnelle du premier ministre à accorder les franchises électorales aux femmes du Québec, durant son mandat comme chef de gouvernement (1920-1936), est d'ailleurs fondée sur sa conception de la vocation féminine. Dans aucun pays français ou latin, dit-il, on n'a accordé le droit de suffrage aux femmes. Je me demande ce que pourra gagner la femme en ayant le droit de vote. Sa place est dans la famille où elle peut exercer la meilleure influence. En se mêlant aux luttes politiques, la femme perdra peut-être le respect qu'on lui doit⁵².

51. A. Taschereau, "De l'influence de la femme sur nos destinées nationales", conférence donnée au Congrès de la Fédération 1921, reproduite dans La Bonne Parole, vol IX no 5, mai 1921, pp 6-9.

52. L.A. Taschereau, "Les femmes ne doivent pas se mêler de politique", dans l'Enseignement primaire, 43, mars 1922, p. 456.

En ce domaine, il est en accord avec les autorités ecclésiastiques. En 1922, lors des revendications du Comité provincial pour le suffrage féminin, Mgr Paul-Eugène Roy, auxiliaire de Québec, se déclare ouvertement contre un tel projet de loi. Il s'exprime ainsi:

Une législation qui ouvrirait la porte au suffrage féminin serait un attentat contre les traditions fondamentales de notre race et de notre foi; et les législateurs qui mettraient la main à une telle législation commettraient une grave erreur sociale et politique⁵³.

On serait injuste si on ne mentionnait un courant plus sympathique à l'égard du féminisme. Le journal Le Canada se montre favorable au suffrage féminin et à l'admission des femmes au barreau. Il est ainsi en avance sur son milieu⁵⁴.

Malgré cela, il nous faut conclure que le féminisme au Canada français, s'il a suscité chez un petit nombre de femmes des positions progressives et avant-gardistes, a été considéré par l'ensemble de la société, en particulier par les autorités politiques, nationales et religieuses, comme une initiative dangereuse et quasi-révolutionnaire.

C'est dans ce contexte historique né de l'industrialisation et de l'urbanisation que se situe l'évolution de Marie Gérin-Lajoie.

53. Lettre de Mgr Paul-Eugène Roy, auxiliaire de Québec, aux membres du Comité de propagande contre le suffrage féminin, publié dans Le Devoir, 18 février 1922.

54. Jean-Guy Genest, "Le Canada 1920-1921", dans Les idéologies au Canada français 1900-1929, Québec, P.U.L., 1974, p. 35.

Son action sociale chrétienne, tant en éducation qu'en service social, s'enracine dans cette société où les transformations économiques eurent alors de fortes implications sociales. Sa pensée est influencée par les courants qui agitent le milieu canadien-français. Voyons maintenant quelles influences le milieu familial a pu jouer sur elle.

CHAPITRE II

MARIE GERIN-LAJOIE ET SON MILIEU FAMILIAL

Marie Gérin-Lajoie est née à Montréal le 9 juin 1890; elle est la fille d'Henri Gérin-Lajoie, avocat, et de Marie Lacoste, co-fondatrice de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste. La lignée familiale dont elle est issue lui permet de baigner très tôt dans un milieu ouvert aux questions politiques et sociales de son époque. Il nous suffirait d'évoquer les noms d'Etienne Parent, d'Antoine Gérin-Lajoie, de Léon Gérin, de Mme Henri Gérin-Lajoie pour apprécier la tradition intellectuelle dont Marie Gérin-Lajoie est héritière. Cependant, il nous semble intéressant de retracer l'orientation de pensée et d'action de quelques figures de cette famille pour faire revivre les traditions qui ont façonné le climat familial dans lequel Marie a été formée.

Antoine Gérin-Lajoie (1824-1882).

Antoine Gérin-Lajoie, l'ancêtre paternel de Marie, est né à Yamachiche en 1824. Son nom et ses écrits, bien connus sur la scène politique et nationale d'avant la Confédération, sont demeurés vivants parmi les siens et dans la société canadienne-française. La preuve en est qu'en 1924, on célèbre le centenaire d'Antoine Gérin-Lajoie¹. Son

1. Deux ouvrages évoquent cet événement: Le Bulletin des recherches historiques, vol XXX no 10, oct. 1924 est entièrement consacré à la mémoire d'Antoine Gérin-Lajoie sous le titre Le centenaire de Gérin-Lajoie; en 1925 Léon Gérin publie: Antoine Gérin-Lajoie: la résurrection d'un patriote, aux Editions du Devoir, Montréal.

cent-cinquantième anniversaire est souligné en 1974, au plan familial par un rassemblement des familles Gérin-Lajoie et Gérin et au plan social par une exposition de ses oeuvres à la Bibliothèque nationale du Canada².

Parmi ses oeuvres, mentionnons la complainte "Un Canadien errant" composé en 1842, à l'intention des patriotes exilés de 1837-38; "Le jeune Latour", drame patriotique écrit et mis en scène en 1844³; un roman, Jean Rivard qui manifeste les préoccupations sociales de l'auteur: souci de l'avenir du peuple canadien-français, de l'éducation, de l'économie du Québec.

Outre ces oeuvres, Gérin-Lajoie s'est engagé dans la fondation d'une société littéraire au collège de Nicolet en 1842, dans la fondation de l'Institut Canadien à Montréal en 1844 en vue de la formation des jeunes Canadiens français. Il a collaboré à la publication de deux revues pour le développement de la littérature canadienne: "Les soirées canadiennes" en 1860, "Le Foyer canadien" en 1862. Soulignons encore sa participation active à la vie politique et nationale du pays comme journaliste à La Minerve de 1845 à 1848, et comme politicien

2. Rappelons qu'en 1856, A. Gérin-Lajoie assume la fonction de bibliothécaire et de conservateur au Parlement fédéral. On lui doit le grand catalogue raisonné de la Bibliothèque fédérale publié en 1857. Il a fondé la bibliographie française du Parlement, il l'a organisée dans toutes ses parties.

3. La réédition de cet ouvrage à Montréal en 1969, Le Jeune Latour, tragédie en trois actes, réédition Québec, 55 p., laisse entendre que cette oeuvre présente un intérêt historique.

engagé dans les luttes électorales⁴.

En 1858, Antoine Gérin-Lajoie épouse Joséphine Parent, fille d'Etienne Parent, journaliste et patriote de renom. Celle-ci dotée d'une fine sensibilité, d'une culture peu commune et d'un goût inné pour les lettres et la poésie sait, avec son mari, développer et entretenir au coeur de leurs cinq enfants les liens d'affection caractéristiques de la vieille souche paysanne des Gérin-Lajoie, de même qu'un certain parti-pris pour la vie intellectuelle et l'engagement social.

Léon Gérin (1863-1951)

Léon Gérin⁵, le second fils d'Antoine, est un oncle à qui Marie Gérin-Lajoie a voué une grande estime. Si aujourd'hui on reconnaît en lui le premier sociologue canadien-français⁶, il y a plus de soixante ans déjà, la jeune Marie avait découvert en lui le maître

4. Des années troublées du ministère Lafontaine-Baldwin, Gérin-Lajoie écrira l'histoire: Dix ans d'Histoire du Canada, 1840-1850, ouvrage publié par Le Canada Français en 1888, six ans après la mort de l'auteur.

5. Sur le conseil de son père, Léon signe du seul patronyme de Gérin. Nous en trouvons la raison dans une lettre d'Antoine à son frère Denis en date du 16 novembre 1861. "Notre vrai nom de famille n'est pas Lajoie, mais Gérin. Nos ancêtres n'ont jamais été connus en France sous le nom de Lajoie. C'est notre bisaïeul qu'on a appelé le premier Lajoie parce qu'il était toujours content et gai. C'est un nom de guerre. [...] Si je recommençais ma vie, je signerais "A. Gérin" tout simplement [...]. Mes enfants ne signeront que Gérin. (Lettre reproduite dans Le Bulletin de Recherches Historiques, octobre 1924, pp. 347-348.

6. Voir: Hervé Carrier, s.j. Le sociologue canadien Léon Gérin 1863-1951, Montréal, Ed. Bellarmin, 1960. J.C. Falardeau, P. Garigue, L. Gérin, Léon Gérin et l'habitant de Saint-Justin, Montréal, P.U.M., 1968.

capable de lui donner les connaissances scientifiques et techniques nécessaires au travail social qu'elle voulait entreprendre.

Comment et par quel cheminement intellectuel, à la fin du XIXe siècle, Léon Gérin s'est-il intéressé aux sciences sociales dans un pays où seules les professions libérales offraient un débouché de travail? Après ses études classiques à Nicolet, Léon Gérin étudie le droit à l'Université Laval de Montréal⁷, mais il rêve comme son père d'une carrière d'intellectuel et il se promet bien d'aller étudier en Europe. Dès 1885, Gérin-Lajoie est à Paris et il s'inscrit à l'Ecole de la Science Sociale. Sous la direction de l'abbé de Tourville et d'Edmond Demolins, il s'initie à la méthode de recherche de Le Play⁸.

De retour au Canada en 1887, il consacre une partie de son temps à poursuivre ses études sociales. Afin de s'instruire sur les conditions de vie des paysans, d'observer les moeurs rurales, il acquiert un domaine de deux cents acres près de Coaticook. La vie à la campagne a une grande influence sur son orientation comme il le dit lui-même:

7. L'Université Laval de Montréal inaugurée en 1878, est une succursale de l'Université Laval de Québec. Elle n'obtient son autonomie qu'en 1919 et sa charte provinciale en 1920. (L.P. Audet, Le système scolaire au Québec, p. 55; Histoire de l'enseignement au Québec, p. 304).

8. Le Play (1806-1882) a proposé une méthode de recherche: "la méthode d'observation dite des monographies de famille". En 1885, Demolins et Tourville, ses disciples, fondent l'Ecole de la Science sociale afin de répandre la méthode de leur maître et sa doctrine sur la religion, la propriété, la famille. Cf. J.B. Duroselle, Les débuts du catholicisme social en France 1822-1870, pp. 672-681.

A mon insu prenait forme chez moi une conception plus large du monde ambiant, le dessein d'une collaboration plus étroite avec le terrien [...]. Oui, à tout risque je combattrais à côté de mes frères, et je débrouillerais pour mon compte ce mystère de notre éducation sociale⁹.

"Débrouiller ce mystère de notre éducation sociale", ce fut l'objet constant de ses recherches. Observation scientifique du milieu, enquête sociale, statistique, monographies convergent vers cette fin¹⁰. De plus, Gérin ne se contente pas d'utiliser cette science pour sa propre démarche mais il s'attache à démontrer la nécessité de vulgariser la science sociale au Canada pour la rendre accessible à un plus grand nombre¹¹. Pour ce faire, il préconise la fondation de cercles d'études sociales. L'organisation qu'il propose pour ces groupements met l'accent d'abord sur l'étude théorique de la science sociale, puis sur la connaissance plus immédiate du milieu pour en arriver à l'action.

Marie Gérin-Lajoie trouve là l'une des sources d'inspiration de son action. Les cercles d'études qu'elle fonde en 1909, suivent le modèle des cercles préconisés par Léon Gérin, tant au plan de l'orientation

9. Gérin, Léon, Le type économique et social des Canadiens, p. 193.

10. Les principales recherches historico-sociales de Gérin sur le Canada ont parues de 1891 à 1894 dans la revue La Science sociale de Paris, sous le titre "Monographie du Canada". Elles ont été publiées à Montréal en 1946 chez Fides sous le titre Aux sources de notre histoire.

11. Léon Gérin, "La vulgarisation de la science sociale chez les Canadiens français", dans Mémoires de la Société Royale du Canada, 2e série, XI, 1905, pp. 67-87.

que de l'organisation. Dans la ligne de la vulgarisation de la science sociale, elle inaugure en 1919 un cours d'initiation à la théorie et à la pratique sociales à l'Ecole d'Enseignement supérieur pour les jeunes filles. A l'Ecole d'Action Sociale qu'elle fonde en 1931, Léon Gérin sera invité à donner quelques cours d'initiation aux méthodes de la science sociale¹².

Un autre champ d'investigation de Léon Gérin est le domaine de l'éducation¹³. Gérin souligne l'urgence d'opérer une réforme de l'enseignement et il propose de créer un genre d'école propre à former dans les arts usuels; c'est l'école d'initiative telle qu'il la connaît en France et en Angleterre.

En 1901, dans Le Monde illustré, il revient sur la nécessité de fonder "une école où l'on s'appliquera à développer l'esprit d'observation, l'intelligence des phénomènes usuels de la vie et la grande faculté morale de l'initiative"¹⁴. Pour lui, c'est là une condition du progrès social.

12. Nous trouvons le titre de ses conférences dans la "Chronologie des oeuvres de Léon Gérin" publiée par Hervé Carrier dans Le sociologue canadien Léon Gérin, 1863-1951, pp. 134-135.

13. Sa principale étude sur la question a été publiée sous le titre: "La loi naturelle du développement de l'instruction populaire", dans La Science sociale, 1897-1898. Cette étude avait été précédée par une série d'articles parus dans le journal La Minerve à Montréal, du 31 octobre au 24 novembre 1892 et par "Controverse sociale" dans Le Monde, Montréal, 18, 26 janvier, 2 février 1895.

14. Le Monde illustré (Montréal), 17e année, 1881, 23 mars 1901, p. 780.

Ici encore un rapprochement s'impose avec l'action de Marie pour qui l'éducation, en particulier l'éducation sociale est un domaine privilégié. Lorsque Marie souligne que "l'unique méthode en éducation, c'est d'enseigner à observer, d'affiner de plus en plus cette indispensable aptitude"¹⁵, et qu'elle s'y essaie dans la pratique, elle rejoint l'une des préoccupations de Léon Gérin.

En somme, on peut dire que l'approche méthodologique de Léon Gérin en science sociale, de même que ses conceptions nouvelles en éducation, précèdent et inspirent l'action de Marie Gérin-Lajoie.

Henri Gérin-Lajoie (1859-1935) et Mme Henri Gérin-Lajoie (1867-1945).

De toutes les influences qui ont marqué la vie de Marie Gérin-Lajoie, le milieu familial a sans doute joué un rôle déterminant sur l'orientation de Marie vers l'action sociale.

Henri Gérin-Lajoie, fils aîné d'Antoine Gérin-Lajoie et père de Marie, est un avocat qui a l'oeil ouvert sur la vie sociale de son époque. Au cours de sa carrière, il exerce les fonctions de bâtonnier général de la Province de Québec, de président de la Banque Provinciale du Canada et de Conseil du Roi. En 1887, il épouse Marie Lacoste, une femme déjà résolue à travailler à l'amélioration du statut de la femme, à la revendication des droits féminins. Il est ouvert et sympa-

15. Marie J. Gérin-Lajoie, préface au volume Nuances de Yvonne Charette, Imprimerie du Devoir, Montréal, 1919.

thique à la cause de la promotion de la femme et sa formation légale contribue à aider son épouse dans le travail de réforme civile qu'elle entreprend au début du XXe siècle. L'engagement social de Mme Gérin-Lajoie ne lui fait pas négliger son rôle de femme au foyer bien qu'elle n'en sera jamais l'esclave. D'ailleurs, avant le mariage une entente avait été conclue sur cette question entre les époux: "Pourvu que vous ne négligiez pas vos obligations de famille, avait dit Henri, vous serez libre de faire ce que vous voudrez". C'est Marie qui rapporte cette anecdote en évoquant les traits caractéristiques de son père: "Mon père avait une grande bonté de coeur et une grande ouverture d'esprit", souligne-t-elle¹⁶.

De ce mariage, sont nés quatre enfants: Marie (1890) qui, sur les traces de sa mère, se consacrera à l'action sociale féminine au sein de la Fédération Nationale St-Jean-Baptiste d'abord, puis dans l'Institut religieux qu'elle va fonder en 1923; Henri (1892) et Alexandre (1893) exerceront comme leur père la profession d'avocat; Léon (1895) sera médecin, spécialiste en gynécologie, de réputation internationale.

A travers ces engagements familiaux, nous percevons déjà le climat du foyer qui a présidé à ces orientations.

Il nous semble cependant nécessaire de nous arrêter de façon spéciale à la vie de Mme Gérin-Lajoie comme pionnière de l'action sociale féminine au Canada français, action à laquelle Marie sera très tôt

16. Marie Gérin-Lajoie, sr., "Son rosaire", dans La Bonne Parole, numéro spécial, novembre 1945.

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE DE SHERBROOKE

initiée comme elle le dit elle-même:

J'étais à peine une adolescente quand ma mère se mit à m'intéresser à ses projets et à ses entreprises. Elle fut vraiment, à cette époque mon éducatrice en action sociale et en psychologie humaine. Sa perspicacité et sa sagesse m'ont toujours impressionnée et surtout son imperturbable optimisme¹⁷.

Par quel concours de circonstances, Madame Gérin-Lajoie, à la fin du XIXe siècle, prend-t-elle conscience de l'état d'infériorité de la femme canadienne-française et vient-elle à déclencher un vaste mouvement pour la défense des droits féminins?

Mme Gérin-Lajoie, née Marie Lacoste en 1867, est la fille de Sir Alexandre Lacoste, avocat, juge en chef de la Cour d'appel à Montréal, sénateur de 1884 à 1923, et de Lady Lacoste, Marie-Louise Globensky, fille du Seigneur Globensky, bourgeois d'origine polonaise. Dans le milieu familial, les préoccupations sociales, juridiques et politiques sont chose courante.¹⁸ Sir Alexandre est mêlé de près aux questions qui concernent la politique du Canada; il entretient des relations étroites avec les milieux gouvernementaux. Lady Lacoste accompagne

17. Soeur Marie Gérin-Lajoie, "Pourquoi? et Comment?", brouillon d'un texte écrit au cours de l'année 1958, Archives des Soeurs Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal.

18. Il est à noter que deux autres filles Lacoste s'engageront dans la lutte pour la revalorisation de la condition féminine au Québec. Justine, mariée à Louis de Gaspé Beaubien, travaillera à la cause du bien-être de l'enfance dans la fondation de l'hôpital Ste-Justine à Montréal, Thais, épouse de l'avocat Charles Frémont, sera une féministe énergique dans la ville de Québec.

fréquemment son mari lors des rencontres sociales avec les haut-fonctionnaires du gouvernement. En dehors de ces activités mondaines et de sa vie familiale, elle s'occupe de quelques oeuvres sociales, comme dame patronesse¹⁹.

Après ses études secondaires, Marie Lacoste s'intéresse de près à la "chose publique" véhiculée par ses parents et elle veut acquérir une plus grande formation intellectuelle et sociale. Comme la femme de son temps n'a pas accès aux institutions d'enseignement supérieur, c'est à même la bibliothèque de son père qu'elle va le faire. Elle éprouve de l'attrait pour les sciences, la poésie mais c'est finalement le droit qui retient toute son attention. Guidée par son père, Marie oriente ses premières recherches vers l'histoire du droit français au point de vue de la condition juridique de la femme.

Après son mariage en 1887, elle poursuit plus systématiquement ses études en ce domaine; son mari est alors un conseiller précieux. Ses connaissances lui permettent de collaborer à la rédaction d'un livre présenté par le Conseil National des Femmes du Canada à l'Exposition universelle de Paris en 1900²⁰. Par la suite, elle rédige un Traité de Droit usuel

19. Le Journal intime de Lady Lacoste, manuscrit en 6 volumes, 2176 pages, fournit des indications sur ses activités et celles de Sir Alexandre. (Un exemplaire de ce journal est aux Archives des Soeurs Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal).

20. Marie Gérin-Lajoie (Mme), "Etude sur la condition légale des femmes dans la Province de Québec", dans Les femmes du Canada, leur vie et leurs oeuvres, Ottawa, Ministère de l'Agriculture, 1900, pp. 44-53.

publié en 1903. Cet ouvrage a pour but de "vulgariser le droit" à l'intention de la jeunesse des écoles et des femmes en particulier.

La formation légale de Mme Gérin-Lajoie et ses publications initiales sont les premiers pas vers l'action d'envergure que cette femme a soutenu pour la réforme du Code civil²¹ au sein de la Fédération Nationale St-Jean-Baptiste dont elle a été co-fondatrice en 1907 et présidente de 1913 à 1933.

Mme Gérin-Lajoie n'est pas sans constater que c'est sa situation privilégiée de fille et d'épouse d'avocat qui lui a permis d'acquérir les connaissances nécessaires à l'action. Aussi, il devient évident pour elle, que l'infériorité de la femme dans la société est liée au fait que celle-ci n'a pas accès à l'instruction supérieure, donc qu'elle ne possède pas la science lui permettant de réclamer ses droits. Au cours de l'année 1908, avec un groupe de femmes canadiennes-françaises, elle va mener une action énergique en vue d'obtenir qu'une institution catholique offre le cours classique aux jeunes filles²². Elle fera des pressions auprès des autorités ecclésiastiques en menaçant d'envoyer sa fille Marie à l'Université McGill si l'université catholique canadienne-française ne lui est pas accessible. Cet argument n'est pas sans force auprès de l'archevêque et du

21. Voir un résumé de cette action par Georgette Lemoyne: "Mme Gérin-Lajoie et la réforme du Code civil", dans La Bonne Parole, novembre 1945; voir aussi: "La réforme du code civil", dans La glace est rompue, pp. 63-78.

22. Notons que l'Université McGill offre la formation classique à la femme depuis 1885. De plus, en 1908, dans certains milieux montréalais, il est question d'introduire un lycée neutre pour les jeunes filles. Voir La Patrie, 25 avril 1908.

clergé. Grâce aux pressions exercées et aux démarches des Soeurs de la Congrégation Notre-Dame toutes disposées à donner l'enseignement, le premier collège féminin connu sous le nom d'Ecole d'Enseignement supérieur - plus tard le Collège Marguerite Bourgeoys - obtient la reconnaissance officielle de l'Université²³. Il ouvre ses portes aux jeunes filles du milieu canadien-français en octobre 1908. Marie Gérin-Lajoie est la première élève inscrite.

Dans le domaine de l'éducation, Mme Gérin-Lajoie ne se contente pas de travailler pour la classe bourgeoise. Au sein de la Fédération Nationale St-Jean-Baptiste, elle multiplie les initiatives en faveur de l'éducation populaire: conférences publiques, cours gratuits d'hygiène, de puériculture, d'alimentation, cours post-scolaires d'enseignement technique et professionnel, notions élémentaires de français, d'anglais, de mathématiques. Elle veut atteindre tous les milieux. A l'instar de sa mère, ce sera un des grands objectifs de Marie Gérin-Lajoie de former des éducatrices sociales, d'entreprendre et de poursuivre des oeuvres d'éducation populaire.

En 1914, Mme Gérin-Lajoie préside aux efforts de l'Association des Femmes d'Affaires de Montréal pour obtenir la fondation d'une chaire d'enseignement commercial pour les femmes, à l'Université²⁴. Dans le

23. Sur cette institution, voir l'étude de Soeur Lucienne Plante, La fondation de l'enseignement classique féminin au Québec, 1908-1926, D.E.S., Université Laval 1968, 187 pages.

24. La Bonne Parole, vol II no 1, mars 1914.

cadre de ce programme, elle donnera les cours de droit en 1915-1916 et sera ainsi la première canadienne-française à donner un enseignement à l'Université²⁵.

En 1919, on ne s'étonnera pas de la voir mêlée personnellement à la querelle de l'instruction obligatoire. Dans une requête adressée à Mgr Paul Bruchési, archevêque de Montréal, son nom figure à côté de ceux des plus influentes personnalités du monde de la politique, du commerce, de l'industrie. Cette pétition prie l'archevêque

de demander à la section catholique du Conseil de l'Instruction publique de requérir la législature d'adopter une loi d'obligation scolaire qui ne fera qu'apporter une sanction à l'obligation morale que fait l'Eglise aux parents de donner une instruction suffisante à leurs enfants²⁶.

Dans cette ligne, Marie Gérin-Lajoie avec les membres des cercles d'études mène une campagne d'éducation pour convaincre les parents de la nécessité d'envoyer leurs enfants à l'école.

Le travail de la femme est un autre secteur pour lequel Mme Gérin-Lajoie va déployer des énergies. Elle lutte pour la défense du droit de la femme au travail qu'il s'agisse des ouvrières ou des femmes de professions libérales. Elle appuie les premières pour les aider à se former en associations professionnelles afin d'obtenir des conditions

25. La Bonne Parole, vol III, no 10, décembre 1915.

26. "Raoul Dandurand et les 100 noms, A propos d'instruction obligatoire", Une requête, dans Le Devoir, 21 janvier 1919, p. 2.

plus humaines de travail et un salaire moins dérisoire²⁷. Marie Gérin-Lajoie, parallèlement à l'action de sa mère, se préoccupe de la formation sociale des ouvrières en organisant des cercles d'études au sein de ces groupements et des causeries dans les usines à l'heure du dîner; elle s'intéresse aussi au syndicalisme féminin. En 1921, elle va donner un cours sur le sujet à la Semaine Sociale du Canada²⁸.

L'admission des femmes dans les carrières libérales est une autre cause que défend Mme Gérin-Lajoie. Dès 1903, une lettre à l'une de ses amies nous donne son point de vue sur la question.

Je voudrais, écrit-elle, que rien ne l'empêchat [la femme] dans la mesure de ses devoirs d'épouse et de mère de faire place au foyer, pour un bureau d'affaires, un atelier, une étude soit des professions libérales, de la science ou des arts, que sais-je encore et cela non comme simple amateur mais comme professionnelle. La femme créerait donc sa situation économique, mais oui, là est la condition de son développement²⁹.

Lorsque Mme Langstaf, diplômée en droit de l'Université McGill en 1914, se voit refuser par le barreau le droit d'exercer sa profession, Mme Gérin-Lajoie partage son indignation. Comme présidente de la Fédération Nationale St-Jean-Baptiste, cette dernière appuie la présentation du Bill Cannon pour obtenir que la loi soit amendée et elle va plaider

27. Voir: Marie Gérin-Lajoie (Mme) "La Fédération Nationale St-Jean-Baptiste et ses associations professionnelles", E.S.P. no 5, Montréal, 1911.

28. Marie J. Gérin-Lajoie, Le syndicalisme féminin, Semaine Sociale du Canada, deuxième session, Québec 1921, pp 283-307.

29. Brouillon de lettre de Mme Gérin-Lajoie à Mlle Morel, juillet 1903, aux Archives des Soeurs Notre-Dame du Bon-Conseil.

la cause devant le comité de législation avec la présidente du conseil local des femmes de Montréal, le Dr. Ritchie England³⁰.

L'action de Mme Gérin-Lajoie en ce qui concerne les droits légaux et politiques de la femme a déjà été soulignée au chapitre du féminisme. Ce fut le travail de toute sa vie. La fermeté de ses convictions, sa ténacité à l'action n'ont pas failli, qu'il s'agisse de travailler à la réforme du code civil, à l'éducation civique de la femme, à l'éducation de l'opinion publique ou qu'il s'agisse de lutter auprès des autorités municipales (1902) et provinciales (1922) pour obtenir le suffrage féminin et défendre ses positions à ce sujet devant les autorités ecclésiastiques³¹.

Ce travail de pionnière, Mme Gérin-Lajoie ne l'a pas accompli seule. La Fédération Nationale St-Jean-Baptiste dont elle a été un agent des plus autorisés et des plus actifs a soutenu et secondé ses entreprises sociales. Les membres de sa famille ont collaboré étroitement à son action: Henri Gérin-Lajoie par sa compréhension et par sa compétence a sans cesse accompagné et encouragé son épouse dans ses

30. La Bonne Parole, Vol IV, no 2, avril 1916, p. 8.

31. Soulignons à cet égard qu'en 1922, Mme Gérin-Lajoie écrira à tous les évêques de la province pour leur présenter sa démarche réclamant une loi en faveur du suffrage féminin. Les réponses de ces derniers ne furent guère sympathiques. (On trouve cette correspondance aux archives des Soeurs Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal). La même année elle se rendra à Rome au cinquième Conseil de l'Union internationale des Ligues féminines catholiques où la question est à l'étude; à sa satisfaction, la question est clarifiée au plan doctrinal.

projets. Dès 1913, Marie s'engagera dans le même sillage que sa mère: la promotion de la femme, la défense de ses droits. Elle assumera la direction de La Bonne Parole, organe de la Fédération Nationale St-Jean-Baptiste. Puis à son tour, elle innovera par une action soutenue dans le secteur de l'éducation sociale, par la mise en place du service social organisé et par la fondation d'un institut religieux à but essentiellement social.

Marie Gérin-Lajoie (1890-1971)

Le coup d'oeil rapide que nous avons jeté sur la famille Gérin-Lajoie nous a permis de connaître les traditions familiales qui ont sans doute contribué à éveiller la vocation sociale de Marie Gérin-Lajoie: vigueur intellectuelle, ouverture de pensée sur les situations sociales et politiques, courage à s'engager dans des sentiers nouveaux.

A part cet héritage culturel, Marie Gérin-Lajoie va recevoir une formation académique des plus sérieuses. Ses parents assurent d'abord les premiers rudiments de son instruction. En 1898, quand Marie entre à l'école, elle sait lire, écrire et compter. Elle fréquente l'Académie Saint-Urbain, une institution privée dirigée par les soeurs de la Congrégation Notre-Dame à Montréal. Après sa première communion en 1900, elle suit les cours de la section anglaise jusqu'au cours supérieur où elle reprend l'étude du français. Ces premières années de formation lui permettent de maîtriser les deux langues du pays et plus tard lui donnent la possibilité de poursuivre des études universitaires aux Etats-Unis.

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE DE QUÉBEC

L'adolescente va alors poursuivre ses classes au Mont Ste-Marie, un pensionnat dirigé par les Soeurs de la Congrégation Notre-Dame³², où elle y est reçue comme externe; sous aucune considération, Mme Gérin-Lajoie n'aurait accepté qu'on impose à sa fille le régime d'internat qu'elle a, elle-même, subi si péniblement.

Le fait d'être externe ne nuit pas à ses études. Au pensionnat, Marie a la réputation d'être une élève brillante; elle se mérite de nombreux prix scolaires mais demeure une jeune fille d'une grande simplicité, discrète et effacée. Ceux et celles qui l'ont connue sont unanimes à le dire³³. En juin 1908, son cours gradué est terminé; elle reçoit le brevet de capacité d'école primaire supérieure lui donnant le droit d'enseigner le français et l'anglais dans les écoles primaires supérieures de la Province de Québec.

Ses études ne sont pas pour autant terminées. Nous rappelant l'action de Mme Gérin-Lajoie pour obtenir la fondation d'un collège classique féminin, nous voyons Marie Gérin-Lajoie inscrite à l'Ecole d'Enseignement supérieur dès son ouverture en octobre 1908. Elle

32. Jusqu'en 1908, le Mont Ste-Marie offre le programme terminal d'études pour les jeunes filles. Les quatre dernières années dites: premier cours, cours supérieur, cours sous-gradué, cours gradué, deviendront avec l'affiliation universitaire: première, deuxième, troisième, quatrième année du cours de lettres-sciences. (Madeleine des Anges, c.n.d. Histoire d'une évolution, II dans Collège et Famille, vol V, no 2, mars 1948, pp. 77-87).

33. Témoignages recueillis en 1972 auprès de différentes personnes: compagnes de ses années d'études, des débuts de sa vie sociale, collaborateurs et collaboratrices de travail, membres de sa communauté. ACNDBCM.

s'était préparée à entreprendre les humanités classiques en suivant un cours privé de latin et un cours de littérature à la faculté des Arts de l'Université.

En 1910, grâce à ces pré-requis et à son talent, Marie Gérin-Lajoie termine ses cours avec succès et elle est, de ce fait, la première bachelière canadienne-française. De plus, elle se mérite le prix Colin mais cette nouvelle n'est pas rendue publique car les correcteurs sont atterrés de devoir l'attribuer à une fille³⁴. Ce n'est qu'à la collation des grades de 1911 qu'on lui octroie son parchemin. Les journaux soulignent cet évènement:

Il convient de mentionner au tout premier rang le nom de Mlle Gérin-Lajoie, à laquelle on a conféré le titre de bachelier-ès-arts. C'est la première fois dans la province de Québec, croyons-nous, que titre semblable est décerné à une jeune fille³⁵.

Au cours de ses études, Marie s'initie à l'allemand. Elle pousse aussi sa formation en philosophie chrétienne en lisant la Somme théologique de saint Thomas d'Aquin. A cet auteur, elle demande les principes théologiques à la base de la vie morale des individus et de la société. Dans ses écrits, ses conférences, ses cours, cette source est maintes fois exploitée pour appuyer ses avancés.

34. Témoignage de Mme Florence Fernet-Martel, deuxième bachelière au Québec, rapporté dans La glace est rompue, p. 47. (Selon ce témoin, ce prix qui consistait dans une bourse pour la poursuite d'études universitaires fut attribuée au garçon qui obtint le deuxième prix).

35. La Patrie, 5 octobre 1911 (à l'époque, on n'osa pas mettre le titre de "bachelier" au féminin).

Elle étudie avec attention et intérêt la pensée sociale catholique, particulièrement l'encyclique Rerum Novarum de Léon XIII. Cette doctrine constitue le fondement idéologique qui orientera ses entreprises sociales. A côté de l'enseignement de l'Eglise, Marie Gérin-Lajoie découvre les oeuvres issues du catholicisme social européen à travers les revues françaises que sa mère reçoit³⁶. En 1913, elle profite d'un voyage en Europe pour compléter ses connaissances en visitant quelques centres d'oeuvres sociales, entre autres l'Office central des Oeuvres de charité à Paris, le "Settlement" en Angleterre³⁷. Ce sont des formes de service qu'elle rêve de créer dans le milieu canadien-français. Vers les années 1925, elle commencera à développer ces services en mettant sur

36. Mentionnons quelques-unes de ces revues: La Femme contemporaine, Revue internationale des intérêts féminins, P. Lethiellieux, Paris, (1903-1914). L'Action sociale de la femme, secrétariat de l'Action sociale féminine, Paris, (1907). Le Travail de la femme et de la jeune fille, Lyon (1907-1910). L'Enseignement professionnel et ménager (annexe de la revue), Lyon (1909). La Revue du Foyer, Librairie Plon, Paris (1914). (Les dates qui figurent à côté de chaque revue indiquent les numéros qui sont conservés aux Archives des Soeurs Notre-Dame du Bon-Conseil, Fonds Mme Henri Gérin-Lajoie).

37. Le "Settlement" fondé en milieu ouvrier, à Londres en 1875, consiste dans une "résidence de jeunes universitaires désireux de connaître la situation des ouvriers et d'y apporter une solution. Cette solution prend une double forme: collaborer à l'éducation et au développement des pauvres (i.e. les ouvriers industriels) et tâcher d'obtenir des réformes sociales qui amélioreraient leur situation". Cette institution s'étend à l'Angleterre et aux Etats-Unis entre 1880 et 1910. (Michel Blondin, "Notes sur l'animation sociale", dans les Cahiers de l'I.C.E.A. Nos 4 et 5, septembre 1967, p. 53).

pied ce qu'elle va nommer "Le centre social".

Si Marie Gérin-Lajoie a profité d'une formation intellectuelle aussi étendue, cela ne l'a pas entraînée loin de la vie concrète des divers milieux sociaux de son époque. Au contraire, sa science jointe à une volonté forte et à une foi intense, la rend capable d'audace, de risque, de ténacité pour entreprendre et mener à bien des réalisations sociales nouvelles.

DEUXIEME PARTIE

L'ACTION SOCIALE DE MARIE GERIN-LAJOIE

L'ENGAGEMENT SOCIAL DE MARIE GERIN-LAJOIE

Marie Gérin-Lajoie est avant tout une femme d'action. Guidée par une intuition sûre plus que par une longue réflexion, elle s'engage dans divers mouvements sociaux en vue de travailler à la promotion de la femme et elle participe de façon active à l'implantation du service social au Canada français. Nous nous arrêterons d'abord à examiner les formes de son action dans le domaine de l'éducation, puis nous verrons son apport particulier dans le domaine des services sociaux du milieu canadien-français.

CHAPITRE I

L'EDUCATION

L'éducation est un des aspects de l'action sociale que Marie Gérin-Lajoie a privilégié en tant que féministe engagée à promouvoir la culture dans toutes les classes de la société. Parmi les moyens qu'elle a utilisés à cette fin, nous étudierons successivement La Bonne Parole, les cercles d'études, puis les conférences et les cours d'adultes en milieu populaire.

A. "La Bonne Parole".

Au début du XXe siècle au Québec, les hommes d'action comptent beaucoup sur la presse pour répandre leurs idées, pénétrer un milieu, combattre pour une cause. Plusieurs journaux à tendance nationaliste et sociale voient alors le jour¹. Dans l'effervescence de ce mouvement, La Bonne Parole, organe de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste, est fondée en 1913 sous la présidence de Mme Henri Gérin-Lajoie. Cette oeuvre de presse féminine, l'une des premières dans le milieu canadien-français², est pour nous d'un intérêt majeur puisque Marie Gérin-Lajoie y a été active comme directrice et secrétaire à la rédaction de 1913 à 1925.

1. Mentionnons dans cet ordre: Le Nationaliste fondé en 1904 par la Ligue nationaliste avec Olivar Asselin, pour la défense de la langue et de la pensée française; la même année, Le Semeur, organe de l'Association catholique de la jeunesse canadienne, relie les intérêts de la religion et de la patrie; en 1907, L'Action sociale catholique, mise sur pied par les abbés Paul-Emile Roy et Stanislas Lortie, se fait le porte-parole du mouvement d'action sociale de Québec et de l'archevêque pour traiter les questions sociales selon la doctrine sociale de l'Eglise; en 1910, Henri Bourassa fonde Le Devoir, journal qui se veut indépendant des partis politiques et qui combat pour les intérêts catholiques et nationaux; à Ottawa en 1913, paraît Le Droit pour défendre la langue et la pensée française en Ontario.

(Jean Hamelin et André Beaulieu, Les journaux du Québec de 1764 à 1964, Québec, P.U.L., 1965, 329 p. Cahiers de l'Institut d'Histoire, 6).

2. Notons avant 1913, la parution de deux revues féminines: Le Coin du feu, fondé en 1893 par Mme Raoul Dandurand (Joséphine Marchand) est publié jusqu'en 1896; Le Journal de Françoise, qui paraît de 1902 à 1909, est fondé par Robertine Barry, jeune femme qui a fait ses débuts dans le journalisme à La Patrie en 1891, en rédigeant une chronique féminine: "Le coin de Fanchette".

Orientations

La Bonne Parole met au premier plan l'amélioration du statut de la femme dans la société canadienne-française. Elle est la voix de la Fédération pour propager les mots d'ordre de l'action sociale féminine: diffusion de l'enseignement social catholique, défense des intérêts professionnels féminins par le moyen de l'association, lutte pour les droits civils par la réforme du Code civil, revendication des droits politiques par le suffrage féminin aux plans municipal, provincial et fédéral. Elle s'attache à promouvoir les oeuvres de charité sociale et le caractère national de l'Association.

L'éditorial du premier numéro du journal résume ainsi son objectif:

La Bonne Parole sera l'expression même du grand idéal qui a fait se grouper dans une pensée de haut patriotisme, toutes les femmes qui concourent à l'oeuvre de charité, d'éducation, de travail qui s'exerce au sein de la race canadienne-française. [...] elle marquera que la Canadienne française de 1913 sait se hausser à la bravoure des héroïnes de l'Histoire et combattre aujourd'hui, comme hier, pour sa Foi, son Honneur et ses Droits!³

En somme, le journal est l'expression des préoccupations des femmes de la petite bourgeoisie canadienne-française qui sont à la nais-

3. La Bonne Parole, vol. 1, no 1, mars 1913, p. 1.

sance de la F.N.S.J.B. A l'instar des féministes de cette époque, ces femmes croient à la mission salvatrice de la femme au foyer et à la conquête de ses droits politiques.

Description matérielle

La Bonne Parole est un journal mensuel de seize pages qui se présente dans un format de trente centimètres par vingt-trois⁴. Il se vend cinquante sous l'abonnement annuel. La première page est coiffée du sceau de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste portant la devise "Vers la Justice par la Charité". Celle-ci est illustrée "par une balance en équilibre, un olivier au centre symbolisant la paix, fruit de la justice; la lampe des catacombes symbolisant la charité; les fleurs de lis et les feuilles d'érable, la nationalité canadienne-française"⁵. Cette illustration est choisie pour refléter l'idéologie chrétienne et nationaliste que le périodique veut véhiculer à travers l'action sociale féminine. Sous la devise, apparaît la liste des organismes fédérés. Puis, vient l'éditorial rédigé par un membre du bureau de direction et portant sur une question d'actualité touchant la vie féminine canadienne.

4. En 1932, le journal adoptera le format d'une revue de vingt-trois centimètres par quinze.

5. Minutes du bureau de direction de la Fédération, assemblée du 11 janvier 1913, cahier No III, pages 41-42, aux Archives de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste.

Les pages suivantes contiennent des articles de fond sur les questions sociales et les problèmes d'éducation. Occasionnellement, des sujets politiques et nationaux font l'objet de certains articles du journal, par exemple: le problèmes des écoles françaises d'Ontario (1913-1916), la participation du Canada à la guerre mondiale (1914-1918), la loi de la conscription (1917).

Une rubrique sur les cercles d'études féminins prend de l'ampleur à partir de l'année 1915. Marie Gérin-Lajoie en est souvent l'auteur. Enfin, figurent plusieurs chroniques. La "chronique des oeuvres", sans doute la plus importante, fait état des activités de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste, de ses comités, des associations professionnelles et des oeuvres fédérées. La "chronique internationale" rapporte les réalisations des ligues féminines d'action sociale à travers le monde: la Ligue patriotique des Françaises, l'Union des femmes catholiques de Suisse, d'Italie, de Belgique, de Hong-Kong, l'Association des femmes catholiques d'Autriche, d'Allemagne, d'Angleterre, du Mexique, de Boston. Le "courrier" publie des nouvelles sur les activités sociales et féminines de divers milieux géographiques du Canada.

La dernière page est réservée aux annonces commerciales, lesquelles contribuent avec les abonnements à subventionner le journal.

La rédaction du journal est assurée pour une large part par l'élément féminin, plus spécialement par les membres du bureau de direction de la F.N.S.J.B. sous le contrôle duquel le périodique est publié. Une collaboration occasionnelle lui vient de personnes du milieu s'occu-

pant de questions sociales ou nationales comme Arthur St-Pierre de l'Ecole Sociale populaire, Guy Vanier et Georges Baril de l'Association catholique de la jeunesse canadienne, les abbés Emile Chartier, Philippe Perrier et E. Gouin. Le journal reproduit certains articles de revues à caractère social et religieux, des conférences et des écrits de catholiques sociaux européens, tels le Père Rutten, initiateur du mouvement catholique ouvrier en Belgique et Eugène Duthoit, second président des Semaines Sociales de France.

Apport de Marie Gérin-Lajoie

Comme rédactrice, Marie Gérin-Lajoie signe de nombreux articles⁶, dont la ligne de fond est l'éducation féminine. Elle prône la formation intellectuelle, sociale et chrétienne de la femme dans toutes les classes de la société et par les moyens les plus variés. Il faut souligner que ses écrits ne présentent pas la rigueur intellectuelle du logicien. Son approche d'une question est intuitive; elle n'établit pas de typologie, ne fait pas d'analyse ordonnée de notions et de concepts, mais elle regarde les situations, essaie d'en dégager les causes et les conséquences et les expose à partir de maints exemples concrets. Ses propos sont souvent liés aux circonstances de temps, de lieu, aux événements de la vie, aux problèmes

6. Il faut remarquer que Mme Marie Lacoste-Gérin-Lajoie et sa fille Marie Gérin-Lajoie ont le même prénom et qu'elles écrivent toutes deux des articles dans La Bonne Parole. Pour distinguer leurs écrits, nous devons noter que Marie Gérin-Lajoie (fille) signe, outre de nombreux pseudonymes, Marie J. Gérin-Lajoie et que Mme Gérin-Lajoie signe Marie Gérin-Lajoie.

de l'heure auxquels il faut tenter d'apporter des solutions ou du moins de préliminaires réponses.

C'est dans cette perspective que, comme journaliste, Marie Gérin-Lajoie développe particulièrement l'idée de la nécessité des élites intellectuelles féminines pour orienter la vie chrétienne et assurer la rénovation sociale.

Dans tous les domaines, social, spirituel, l'avenir est à ceux qui détiennent les voies de l'avancement intellectuel. Bon gré, mal gré, l'on subit l'influence conquérante des principes soutenus par une puissante armature scientifique, par les représentants de la pensée contemporaine. Si les canadiennes-françaises veulent pouvoir orienter les jeunes générations, être pour elle des guides respectées qui sachent montrer du doigt les cimes lumineuses de la vie chrétienne, familiale et sociale, elles doivent, elles aussi, avoir leur élite intellectuelle⁷.

Il faut noter que sa pensée sur les élites est celle qui prévaut à l'époque. On considère alors que les "élites sociales" ont pour tâche de définir les idéologies et les politiques de l'action sociale comme de l'éducation. Elles ont aussi le devoir de promouvoir et de diriger les actions de leurs compatriotes.

Mais ces élites il faut les former car rares sont les femmes qui ont une instruction suffisante.

Marquée par la mentalité de son époque, c'est par le biais

7. La Bonne Parole, vol VII, no 2, avril 1917, p. 14.

de l'enseignement religieux que Marie Gérin-Lajoie aborde souvent la question et qu'elle justifie la nécessité de l'instruction pour les femmes. Ainsi en 1914, elle écrit:

En effet au seul point de vue religieux, l'enseignement supérieur s'impose d'emblée. Il arrache la femme représentante de la ferveur religieuse, au mépris intellectuel, plus ou moins poli dont elle est l'objet et qui annihile bien souvent la bonne influence qu'elle pourrait avoir⁸.

C'est aussi au nom de l'apostolat social chrétien qu'elle défend le droit des femmes à la formation classique:

[...] à combien de titres la formation classique prépare les femmes à devenir des apôtres des saines et justes doctrines sociales, comment la philosophie affine leur esprit et les met en garde contre d'insidieux sophismes, comment la précision des sciences, auxquelles elles s'initient, les habituent (sic) à tenir compte des réalités inéluctables de la vie courante, comment surtout le milieu très religieux où les jeunes filles reçoivent cet enseignement, développe en elles les plus nobles aspirations et⁹ les plus conformes à l'expression de l'apostolat social.

Enfin, la participation de la femme à la solution des problèmes sociaux de l'époque lui sert à justifier l'importance des études universitaires pour cette dernière:

8. La Bonne Parole, vol II no 7, sept. 1914, p. 7. (Marie Gérin-Lajoie sous le pseudonyme Justine Hardel).

9. Marie J. Gérin-Lajoie, "Oeuvres sociales de femmes", dans l'Action française, vol. VI, no 11, novembre 1920, p. 503.

Au moment où les femmes se voient appelées à prendre part aux grands mouvements sociaux qui se produisent, où l'on requiert leurs services dans tous les domaines de l'activité économique, où de plus en plus l'on s'aperçoit de l'heureuse influence d'une bonne formation intellectuelle dans l'éducation des enfants, où même l'on y découvre une sauvegarde pour la foi, l'enseignement universitaire pour les jeunes filles est assurément une question d'actualité et qui devra captiver l'attention de celles qui ont à coeur l'avenir de notre race et la solution de tant de problèmes qui s'agitent chez nous comme ailleurs¹⁰.

Les motivations religieuses et sociales invoquées dans ce plaidoyer reflètent les préoccupations réelles de Marie Gérin-Lajoie mais elles ne doivent pas nous faire oublier l'objectif fondamental poursuivi: l'accès de la femme aux études supérieures.

En effet, quand on sait combien les aspects sociaux et religieux de la vie sont inséparables pour les catholiques sociaux de l'époque, on comprend le soin de Marie à véhiculer des valeurs propres à être comprises et acceptées dans la lutte pour la promotion de l'instruction féminine.

Par un journalisme qui confond souvent les dimensions sociales, intellectuelles et religieuses et dans lequel il faut reconnaître un certain manque de clarté, de même qu'une absence de sens critique, Marie Gérin-Lajoie n'en poursuit pas moins une propagande axée sur la promotion intellectuelle de la femme en vue d'une meilleure promotion humaine et sociale. Dans cette perspective, on peut considérer le journalisme de Marie comme

10. La Bonne Parole, vol. VII, no 2, avril 1919, p. 13.

une action militante visant le changement plus que comme l'expression d'une pensée sociale personnelle. Elle est en cela fidèle à sa ligne de force personnelle: l'action.

Influence du journal

Il est difficile de mesurer l'influence que La Bonne Parole a eue dans la province de Québec. Nous pouvons certes affirmer que celle-ci est minime par rapport à d'autres journaux de l'époque qui ont connu une large diffusion.

Au simple point de vue du tirage, ce journal ne dépassa jamais le nombre de deux mille exemplaires. Quant à son public, il était relativement restreint puisqu'il était composé presque exclusivement des femmes canadiennes-françaises. Si faible qu'ait été sa diffusion, nous devons cependant reconnaître qu'il a ouvert la voie au féminisme dans le milieu canadien-français. Ses lectrices se préoccupaient d'en diffuser les idées et de multiplier les initiatives qu'il proposait. Parmi ces initiatives, nous nous attacherons à étudier les cercles d'études qui nous feront entrer plus profondément dans les vues de Marie Gérin-Lajoie sur l'action sociale féminine.

B. Les Cercles d'études.

Le premier cercle d'études féminin au Canada français, le cercle Notre-Dame, est né en janvier 1909 au sein d'un groupe de jeunes filles de la petite bourgeoisie canadienne. Marie Gérin-Lajoie a présidé à cette

fondation à l'Ecole d'Enseignement supérieur où elle est étudiante. Sans pouvoir avancer qu'elle a pensé seule l'orientation, l'organisation et la pédagogie des cercles féminins, nous pouvons affirmer qu'elle y a joué un grand rôle à tous ces points de vue et qu'elle a déployé maints efforts pour donner une expansion à cette oeuvre dans le milieu canadien. C'est dans la perspective de l'action sociale de Marie Gérin-Lajoie que nous faisons l'étude de ce mouvement¹¹.

ORIENTATION

Le procès verbal de la première réunion du cercle Notre-Dame fixe l'orientation initiale du cercle d'étude. Le cercle veut approfondir chez les jeunes filles les données de la culture générale afin de leur permettre d'exercer un rôle plus important dans la société, "d'user d'une plus large influence dans les causes de bien moral concernant la famille et la société"¹².

Oeuvre de formation personnelle, le cercle d'études féminin propose à ses membres un double objectif: la formation et l'action.

11. Notre étude se fonde sur l'analyse d'une brochure de Marie Gérin-Lajoie, Les cercles d'études féminins, E.S.P. no 52, 1916, et sur divers articles publiés dans La Bonne Parole: quelques éditoriaux, une chronique mensuelle du cercle Notre-Dame, les études présentées à la Journée annuelle des Cercles, à partir de 1915, les rapports de fondation des différents cercles, des plans et des programmes d'études. La ligne d'orientation des cercles est confirmée après 1925, dans une série de quinze articles écrits par Marie Gérin-Lajoie et publiés dans La Bonne Parole de 1932-1934.

12. Minutes de la première assemblée du cercle d'études Notre-Dame, 8 janv. 1909, aux Archives du Collège Marguerite Bourgeoys, cahier des Annales, no 1.

La formation

Plusieurs textes de Marie Gérin-Lajoie nous révèlent le caractère social et moral de la formation que le cercle veut donner. Nous en citons un parmi bien d'autres:

Le cercle se propose dans son milieu de former une élite en donnant des notions nettes et justes sur le devoir d'état, sur le rôle que peut jouer chaque membre dans l'organisation sociale, sur l'exercice d'une charité de plus en plus éclairée¹³.

Il est à noter ici que, dans sa préoccupation de former des "élites", le cercle se propose de rejoindre les jeunes filles de tous les milieux et par ce moyen, de travailler au rapprochement des classes sociales. Selon l'initiatrice des cercles, la formation s'attache en premier lieu à mettre en valeur la personne humaine, à lui faire découvrir et exploiter ses ressources, à lui permettre de développer son initiative et d'assumer des responsabilités dans la vie sociale¹⁴.

Une initiation aux questions sociales constitue ensuite l'un des aspects majeurs de la formation. Un relevé des sujets traités dans les cercles, au cours des années 1913-1916 nous donne une idée des points étudiés: la question sociale, les relations entre le capital et le travail, le salaire ouvrier, les femmes et le travail, les associations professionnelles, les syndicats, les mutualités, le rôle de l'Etat dans la réglementation du travail, l'Eglise et la question sociale, le rôle social de la femme,

13. La Bonne Parole, vol. IV, no 5, juillet 1916, p. 5.

14. Les cercles d'études féminins, pp. 7-8.

sa formation familiale et professionnelle, le développement du sens social, l'éducation, les droits et les devoirs de l'éducation, les parents et l'Etat, la famille et l'école¹⁵. On voit que les responsables des cercles féminins, la plupart bachelières de l'Ecole d'Enseignement supérieur, sont présentes aux préoccupations de leur époque: la question ouvrière, le rôle de la femme dans la société, les problèmes de l'éducation.

Mais le cercle ne doit pas s'arrêter à l'étude des seules questions sociales. La doctrine religieuse est un autre élément fondamental de la formation. A ce propos, Marie Gérin-Lajoie écrit:

A côté de l'étude de la doctrine proprement sociale, il faudrait accorder une part suffisante à l'approfondissement de la doctrine religieuse qui en est la base. Il ne s'agirait pas de reprendre son catéchisme, mais de pénétrer la signification de ces points de dogme et de morale qui ont une plus immédiate répercussion sociale¹⁶.

Cet aspect est longuement développé dans un autre texte de Marie Gérin-Lajoie: la note religieuse aux cercles d'études¹⁷ dans lequel elle s'attache à démontrer que

l'objectif religieux du cercle d'études consiste d'une part à canaliser les connaissances et les aspirations

15. Ce relevé est tiré de la rubrique mensuelle de La Bonne Parole consacrée aux cercles d'études féminins.

16. Les cercles d'études féminins, p. 24.

17. La Bonne Parole, vol. IV, no. 2, avril 1916, pp. 9-12.

religieuses de la jeunesse, à les faire converger vers la mise en lumière et la mise en pratique des principes sociaux; d'autre part à orienter selon les données de la foi, les travaux faits par les membres.

Tout le contenu de cet écrit vise à convaincre les lectrices que la question sociale est inséparable de la question religieuse. On a déjà noté que pour les catholiques sociaux ces deux aspects vont toujours de pair et Marie Gérin-Lajoie dira à leur suite aux membres des cercles qu' "on ne saurait être vraiment social sans être chrétien".

A ce point de vue, l'article rappelle que la vie sociale doit se fonder sur celui qui en est le principe: Dieu. La rédactrice attire l'attention sur l'étude de la doctrine chrétienne, mais plus encore, c'est à l'approfondissement de la vie chrétienne dans les oeuvres de foi et de charité qu'elle convie la jeunesse. "La foi sans les oeuvres est une foi morte", reprend-t-elle de saint Paul, "c'est pourquoi les chrétiens qui recherchent la solution de nos malaises sociaux doivent inéluctablement rechercher ce qu'est la foi d'où procède la charité: ils doivent aller aux sources mêmes de notre catholicisme". Puis, elle cherche à convaincre que c'est l'Evangile qui doit être le ferment de l'action qui veut apporter une solution efficace à ces problèmes. A l'appui, elle cite une parole de Clemenceau, un anticlérical français, homme politique très actif et bien connu au début du siècle: "Si les catholiques vivaient leur Evangile, voilà longtemps qu'il n'y aurait plus de question sociale".

Il n'est pas étonnant de constater que l'enseignement social de

l'Eglise est suivi à la trace. Pour une partie de la jeune élite bourgeoise du temps, la solution chrétienne à la question sociale demeure la seule ligne acceptable. L'insistance avec laquelle Marie Gérin-Lajoie en parle dans tous ses écrits peut nous fournir un indice du rôle de l'Eglise et de son pouvoir sur le milieu catholique à cette époque.

A côté de l'étude des principes, le programme de formation comprend la connaissance des oeuvres sociales et des groupements sociaux, connaissance non seulement de leur organisation interne mais de leur valeur intrinsèque comme le souligne l'affirmation suivante:

On étudiera dans les cercles non seulement la technique des oeuvres, c'est-à-dire leurs règlements et les textes législatifs dont elles dépendent mais encore l'esprit dont doivent être animés ceux qui les entreprennent. On se rendra ainsi compte qu'elles n'ont pas toutes la même portée, que les unes ne vont qu'à pallier les maux de la société, sans en supprimer les causes, que les autres ne sont qu'un acheminement vers quelque chose de mieux et que celles-là seulement sont dignes de tout notre effort qui doivent aboutir, si elles sont bien conduites, à une élévation morale de ceux qui sont appelés à en bénéficier¹⁸.

En somme on peut dire que la formation dans les cercles comporte un triple objet: le perfectionnement individuel des membres, l'étude des questions sociales et de la doctrine religieuse, la connaissance des oeuvres sociales en vue de l'action.

18. L'abbé Beaupin, Les cercles d'études, cité par Marie Gérin-Lajoie dans Les cercles d'études féminins, p. 24.

L'action

Dans leurs objectifs, les cercles joignent à l'étude l'apprentissage de l'action. Celle-ci se donne comme but de travailler au renouvellement profond de la société par des réformes fondées sur l'ordre social chrétien.

Afin d'atteindre cet idéal, Marie Gérin-Lajoie propose à ses collaboratrices diverses voies d'action. Les unes sont exprimées en termes d'idéologies telles que "la diffusion des principes chrétiens en éducation, en sociologie, en politique et en religion"; l'opposition aux principes du libéralisme "qui fait de l'homme un rouage inconscient du mécanisme industriel"; l'opposition au socialisme "qui entretient la haine, provoque les soulèvements afin d'arriver à un renversement de l'ordre établi"¹⁹. Les autres sont de l'ordre des politiques sociales: "le cercle préconise un ensemble d'oeuvres, d'associations, de lois, d'interventions réglées d'après une justice supérieure pour la protection du faible en regard d'une ploutocratie soutenue par la force"²⁰.

Il importe de souligner que les membres du cercle Notre-Dame souhaitent que les réformes sociales soient menées par toutes les classes de la société. Mgr Gauthier appuiera cette opinion dans le premier congrès de la F.N.S.J.B., rassemblant les militantes féminines de l'action sociale:

19. Les cercles féminins, pp. 10-11.

20. Ibid., p. 12.

Ce sont les cercles d'études qui créeront dans la classe ouvrière une élite capable de défendre les droits de l'association professionnelle, ses légitimes revendications et qui la développeront pour le plus grand bien des associés²¹.

Disons encore que, dans ce projet de reconstruction sociale promu par les cercles, Marie Gérin-Lajoie relève l'apport particulier de l'action féminine et son caractère d'innovation. Elle indique que l'intuition de la femme peut "lui faire trouver plus vite le secret de la vie heureuse, objet ultime de toutes les préoccupations sociales". Donc, la femme peut et doit, comme femme, jouer un rôle dans la solution des problèmes sociaux. L'un de ses premiers rôles sera d'affronter "la terreur de nous voir innover" que manifestent certains individus ou certains groupes, affirme Marie Gérin-Lajoie. Elle ajoute alors que cet affrontement doit être soutenu sans timidité "partout où il y a un droit à défendre"²².

Finalement, on peut déceler que l'action des cercles se réclame dans certaines circonstances de l'idéologie nationaliste. C'est ce que reflètent les lignes suivantes:

Le cercle doit manifester un patriotisme sincère. Car faire appel à la générosité et à la finesse du génie latin, c'est éveiller des ressources cachées d'énergie vitale, contribuer à conserver le plus bel héritage de beauté²³ et garantir à notre peuple une arme de défense religieuse.

21. La Bonne Parole, vol. V, no 2, avril 1917, p. 4.

22. Les Cercles d'études féminins, p. 13.

23. Ibid., p. 28.

Si on veut résumer l'action des cercles, on peut dire qu'elle revêt quatre caractères: action sociale, catholique, féminine et nationale.

COMPOSITION ET ORGANISATION

La composition et l'organisation des cercles est fonction de l'objectif d'éducation qu'ils poursuivent. Le cercle étant, comme le définit Marie Gérin-Lajoie, un groupement homogène de personnes qui veulent travailler ensemble à acquérir une formation sociale, il est possible de créer diverses catégories de cercles: des cercles élémentaires de jeunes filles encore en âge scolaire; des cercles d'adolescentes parmi lesquelles se classent les cercles d'ouvrières; enfin des cercles spécialisés ayant pour objet la formation particulière d'une classe professionnelle ou de femmes d'oeuvres²⁴.

Un comité d'études et un comité d'action constituent les principales structures du mouvement; ils sont directement ordonnés à répondre aux exigences de la formation et de l'action.

Le comité d'études favorise l'activité personnelle de ses membres dans la préparation des sujets d'études et des discussions. Son rôle pédagogique, selon les vœux de Marie Gérin-Lajoie, est de donner aux jeunes filles "l'habitude du travail personnel, de l'initiative et même de la parole dont le maniement devient indispensable dans les oeuvres"²⁵.

24. Ibid, pp. 5-6.

25. L'Action Française, vol. VI, no 11, novembre 1920, p. 506.

Quant au comité d'action, il fait passer aux réalisations concrètes et soutient l'élan dans le travail. Son rôle est essentiel car, du point de vue des responsables, l'action contribue au même titre que les études à l'éducation sociale. En ce sens, l'une d'elle écrit que l'action apprend "le vrai sens de la vie" par le contact avec la réalité quotidienne, par la fréquentation de la classe populaire et la connaissance sur le vif des problèmes sociaux²⁶. Aussi dans ce comité, les militantes passent aux réalisations concrètes; par divers moyens, elles travaillent à améliorer les conditions pécunières, intellectuelles et morales de certaines personnes²⁷.

Il faut cependant ajouter que, selon la pédagogie du cercle, l'action ne doit pas être entreprise sans discernement et sans préparation technique. Comme méthodologie de base, Marie Gérin-Lajoie préconise la méthode d'observation scientifique de l'Ecole de Le Play avec ses compléments nécessaires, l'enquête et la statistique. Elle se charge avec ses proches collaboratrices, les membres du cercle Notre-Dame, d'initier les membres des cercles à ces techniques.

26. A. Aquin, "La pratique des oeuvres aux cercles d'études" dans La Bonne Parole, vol. IV, no 1, mars 1916, p. 5.

27. C'est ainsi que le comité d'oeuvres du cercle Notre-Dame, établi au début de l'année 1912, s'est préoccupé de visiter les familles pauvres. Sur une période de trois ans, 25 jeunes filles ont fait au delà de 500 visites et ont apporté une aide à 110 foyers. Elles ont contribué à la formation intellectuelle en donnant aux enfants des cours à domicile en français, anglais et calcul pour leur permettre de fréquenter une classe régulière proportionnée à leur âge. Un travail a été fait auprès des parents pour les engager à favoriser la fréquentation scolaire. Des cours de catéchisme ont été donnés pour préparer les enfants à la première communion. Au niveau de l'aide familiale, il y eut aussi une collaboration apportée à l'oeuvre de l'Assistance Maternelle. La Bonne Parole, vol. IV, no 2, avril 1916, p. 13.

Malgré les efforts apportés à l'organisation des cercles, la fondatrice constate après six années d'existence que cette oeuvre est encore embryonnaire: "elle n'atteint forcément qu'une minorité", dit-elle. Pour donner une nouvelle impulsion à ce mouvement, elle propose à ses collègues de réunir en une "journée d'études" les cercles catholiques de jeunes filles. C'est le point de départ de la Fédération des cercles d'études féminins.

La Fédération des cercles d'études féminins

Marie Gérin-Lajoie prend une part active dans la mise en oeuvre de la Fédération des Cercles d'études féminins. Au printemps de 1915, comme présidente du cercle Notre-Dame, elle convoque les cercles féminins de Montréal, de Québec et de Sherbrooke à un congrès auquel on donne le nom de "Journée d'études des cercles féminins". C'est de cette rencontre que naît l'idée d'une Fédération des cercles d'études qui sera définitivement constituée en 1916. La Fédération se donne alors comme but "de faciliter le développement des cercles d'études féminins, d'aider à leur bonne orientation et d'élargir leur influence" par le moyen "d'un conseil fédéral, d'un comité central et d'une journée d'étude annuelle"²⁸.

Inspiration des cercles

L'oeuvre des cercles féminins, bien qu'elle soit une nouveauté dans le milieu canadien-français, n'est pas une création originale. On

28. "Statuts de la Fédération des cercles", cités dans La Bonne Parole, vol. IV, no 5, juillet 1916, p. 5.

peut en effet présumer que cette fondation s'est inspirée de plusieurs mouvements de jeunesse: l'Oeuvre des cercles ouvriers fondée en France en 1871 par Albert de Mun²⁹, l'A.C.J.F. fondée dans le prolongement de l'Oeuvre des Cercles ouvriers en 1886³⁰, l'A.C.J.C. fondée à Montréal en 1904³¹.

D'une façon générale, ces mouvements veulent inculquer aux jeunes, en particulier aux élites, le sens de leur responsabilité dans la société, leur donner une formation en vue d'une action dont le but est de promouvoir la régénération de la société selon la pensée sociale catholique.

Le cercle féminin poursuit essentiellement les mêmes buts que ces oeuvres européennes et canadienne; en ce sens, il n'est pas original mais il a la nouveauté de s'adresser aux femmes, (ce qui est une innovation pour l'époque) et il spécifie dès sa fondation qu'il veut travailler au bien-être de la famille dans la société en changement.

Dans l'orientation de Marie Gérin-Lajoie nous retenons le cercle d'études féminin comme un premier lieu formel de formation et d'action sociales. A ce titre, nous pouvons dire qu'il a eu sur elle une influence profonde et durable tant au niveau de sa pensée que de son agir.

29. Pour connaître cette oeuvre voir: Albert de Mun: Ma vocation sociale, (souvenir de la fondation de l'Oeuvre des cercles catholiques d'ouvriers 1871-75), Paris, P. Lethiellieux. (Dans sa brochure sur les cercles féminins, Marie Gérin-Lajoie fait allusion à cette oeuvre).

30. Consulter sur le sujet, l'étude fouillée de Charles Mallette, L'Association catholique de la jeunesse française, (1886-1907).

31. Conférer l'étude de Laurier Renaud, La Fondation de l'A.C.J.C. Une parenté certaine existe entre l'A.C.J.C. et les cercles féminins; la Fédération des cercles féminins est constituée sur le modèle de cette devancière masculine.

C. Les conférences et cours d'éducation populaire

Une autre initiative, les conférences et les cours aux adultes, nous montre comment Marie Gérin-Lajoie entend travailler à l'éducation populaire. Préoccupée du rapprochement des classes, elle veut rejoindre les femmes de tous les milieux de la société. Aussi retrouvons-nous cette jeune conférencière au milieu d'auditoires les plus variés: bachelières réunies au cercle Notre-Dame, étudiantes de l'Ecole d'Enseignement supérieur, membres des associations professionnelles, ouvrières des cercles populaires de Saint-Henri et de Pointe St-Charles, employées de magasins, employées de manufactures de la "Maison Rolland", de la "Dominion Rubbers" à St-Jérôme, de la "Canadian Rubber Co" à Montréal.

Nous la voyons encore s'adresser aux dames de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste, aux membres des secteurs paroissiaux d'Hochelaga et de Saint-Lambert. Elle répond aussi à quelques demandes dans le milieu anglais en donnant une conférence à la "Catholic Women's League" et une autre aux étudiants du cours de sociologie de l'Université McGill³².

A Trois-Rivières en 1922, elle mène seule une semaine de formation sociale en donnant aux dames et aux jeunes filles de la paroisse Notre-Dame, une série de conférences bi-journalières sur l'action sociale féminine. Cette session d'études, comme l'indique un reportage de La Bonne Parole, a pour but de jeter les bases de nouvelles oeuvres sociales

32. Cf. S. Marie-Antoinette Paquin, Bibliographie de la Révérende Mère Marie Gérin-Lajoie, pp. 5-8.

et d'étudier les moyens d'en assurer le bon fonctionnement³³.

A partir des titres de l'ensemble des conférences données, il nous est possible de dégager les questions qui tiennent le plus à coeur à Marie Gérin-Lajoie. Ce sont les questions d'éducation: éducation sociale et morale de la femme afin d'augmenter son influence dans son milieu; éducation domestique en vue de la préparer à son rôle familial; éducation professionnelle qui la rend apte au marché du travail. Il faut ajouter à cela les questions sociales et les oeuvres connexes aux problèmes d'éducation: questions ouvrières, syndicalisme, économie politique, service social, psychologie³⁴.

En somme, dans la pensée de Marie Gérin-Lajoie, les conférences populaires sont un moyen d'éveiller la conscience féminine à ses devoirs et à ses droits. C'est dans le même but qu'elle invite les lectrices de La Bonne Parole et les membres des cercles d'études à participer aux cours offerts dans le milieu.

Outre une propagande active pour les cours post-scolaires d'arts ménagers, d'hygiène, de techniques professionnelles, Marie Gérin-Lajoie ne manque aucune occasion de convoquer les femmes aux cours de formation sociale et religieuse, d'éducation familiale, de pédagogie organisés

33. La Bonne Parole, vol. II, no 3, mars 1923, p. 13.

34. De ces conférences, nous n'avons retrouvé, dans plusieurs cas, que des brouillons, des schémas, quelques notes manuscrites, aux Archives de la Congrégation Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal.

par l'une ou l'autre institution du milieu montréalais: l'Ecole Sociale Populaire, l'Ecole d'Enseignement supérieur, la Fédération Nationale St-Jean-Baptiste, le Catholic Social Guild, les Semaines sociales.

Dans cette énumération, les Semaines sociales retiennent particulièrement notre attention car Marie Gérin-Lajoie sera, avec sa mère, l'une des premières femmes à participer comme conférencière à ces sessions de formation sociale.

Créées en 1920, les "Semaines sociales du Canada" deviennent, à l'instar des "Semaines sociales de France", l'"Université itinérante" du catholicisme social. Les Canadiennes françaises sont au nombre des participantes et, dans un retour sur l'évènement, Marie Gérin-Lajoie écrit que

pour les femmes, ce n'était pas déroger à leur vocation particulière, que de s'intéresser à tous les grands problèmes qui agitent le monde; encore moins de s'initier à la juste doctrine de l'Eglise à leur sujet³⁵.

Il faut souligner que les femmes n'ont pas été simplement auditrices dans cette institution. Dès la première semaine sociale consacrée à l'encyclique Rerum Novarum, Mme Gérin-Lajoie, présidente de la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste, contribue à l'oeuvre d'enseignement à côté des maîtres de la doctrine sociale de l'Eglise. Elle donne un cours intitulé "Le travail des femmes et des enfants dans la Province de Québec"³⁶.

35. La Bonne Parole, vol. VIII no 9, sept. 1920, p. 3.

36. Voir le texte dans Semaine sociale du Canada, 1ère session, Montréal 1920, pp.105-120.

En 1921 à Québec, dans la session sur le syndicalisme, Marie Gérin-Lajoie est à son tour au nombre des professeurs. Elle y traite du syndicalisme féminin³⁷.

L'activité de Marie Gérin-Lajoie sous forme de cours et de conférences va se poursuivre bien au-delà de la période historique que couvre notre sujet. Il en sera de même pour les cercles d'études et ses écrits dans La Bonne Parole.

Par sa participation à ces oeuvres, Marie Gérin-Lajoie voulait contribuer à la promotion humaine et à la sauvegarde de la foi et de la moralité dans une société en mutation. Nous croyons pouvoir dire aussi que l'expérience accumulée dans ces oeuvres tant au plan de l'action que par les responsabilités particulières qu'elle y a assumées, a indiqué à cette jeune femme une voie nouvelle à ouvrir dans le secteur social et l'habileté à l'accomplir.

37. "Le syndicalisme féminin", Semaines Sociales du Canada, 2e session, Québec 1921, pp. 283-307.

CHAPITRE II

LE SERVICE SOCIAL

L'expérience acquise dans les oeuvres d'éducation sociale permet à Marie Gérin-Lajoie de constater que la bonne volonté et l'amour du prochain ne suffisent pas à solutionner efficacement les problèmes sociaux. Une formation professionnelle lui semble la base indispensable à l'expansion de l'action sociale dans le milieu canadien-français.

Avant 1920, comme il n'existe pas d'Ecole de sciences sociales au Québec¹, Marie Gérin-Lajoie, désireuse de poursuivre ses études, s'inscrit à l'été 1918, à un cours intensif en service social à l'Université Columbia à New-York. A côté des études théoriques, les oeuvres américaines d'assistance lui servent de laboratoire de formation. De ce séjour d'études, elle souligne que ce qui l'a marquée, c'est non seulement la méthodologie du travail social mais le "souci de respecter les valeurs humaines qui anime les "social workers"².

A la suite de ces études, Marie Gérin-Lajoie multiplie ses efforts pour intensifier la formation sociale professionnelle en lui donnant des

1. Notons que l'Ecole des Sciences Sociales économiques et politiques a été fondée à l'Université de Montréal en 1920; elle est passée au rang de faculté en 1942. A Québec, l'Ecole des sciences sociales a été fondée en 1938 et reconnue comme faculté en 1943. (J.C. Falardeau, l'Essor des sciences sociales au Canada français, 1964, p. 42).

2. Emilia Allaire, "Mère Marie Gérin-Lajoie" dans Têtes de femmes, p. 141.

assises dans des institutions et pour promouvoir les services sociaux dans le milieu canadien-français.

A. LA FORMATION PROFESSIONNELLE

1) Le cours préparatoire à l'action sociale

En 1919, Marie Gérin-Lajoie inaugure à l'Ecole d'enseignement supérieur pour les jeunes filles un enseignement sur les doctrines et les techniques sociales, connu sous le nom de "Cours préparatoire à l'action sociale"³.

Le prospectus de l'année d'ouverture nous renseigne sur le but, les orientations et la clientèle des cours. Voici en quels termes.

Le cours est "destiné à vulgariser les notions les plus indispensables dans le domaine social et à répandre les principes de l'action sociale catholique". Il est public et gratuit afin de rejoindre non seulement les étudiantes du baccalauréat mais toutes les femmes qui s'intéressent aux problèmes sociaux et qui veulent "prêter un concours éclairé aux oeuvres féminines et catholiques établies pour leur solution".

Le prospectus mentionne encore que ces études conduisent celles qui en remplissent toutes les exigences (assistance au cours, lecture,

3. "Cours préparatoire à l'Action sociale" par Mlle Marie Gérin-Lajoie, b.a. à l'Ecole d'enseignement supérieur pour les jeunes filles. Prospectus aux Archives du Collège Marguerite Bourgeoys, cahier des Annales 1919.

travaux, examens) à un certificat d'études sociales décerné sous le sceau de l'Université.

A cause de la nouveauté de cet enseignement qui, faut-il le noter, offre la possibilité d'études supérieures spécialisées à des femmes, il est intéressant de voir le plan de ce cours⁴. Après une introduction générale sur la question sociale et sur les institutions: famille, cité, patrie, le cours se divise en trois parties. Dans la première partie, le professeur donne un aperçu historique des sociétés depuis la société antique jusqu'à nos jours. La deuxième partie est consacrée à l'étude de l'économie politique. Celle-ci porte sur les notions de base de l'organisation économique, sur la distribution des richesses et sur les lois qui président à la production et à la consommation. Les matériaux de ces leçons sont en grande partie tirés des ouvrages d'économie politique de Charles Gide, un économiste français de la fin du XIXe siècle et des débuts du XXe, promoteur du mouvement coopératif⁵.

Quant à la dernière partie, elle fait une place à part à la doctrine catholique et à son application dans les oeuvres sociales. Au point de vue doctrinal, l'étude ne fait que reprendre l'enseignement de Léon XIII dans son encyclique Rerum Novarum, parue en 1891. Le professeur s'attache à démontrer que c'est l'Eglise qui possède la solution de la question socia-

4. Le texte entier, non publié, de ce cours d'action sociale intitulé aussi "Leçons préparatoires à l'étude et à la pratique sociales" comprend seize leçons dactylographiées de 20 à 25 pages chacune. Le manuscrit est conservé aux Archives des Soeurs Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal.

5. Cf. Georges Lefranc, Histoire des doctrines sociales dans l'Europe contemporaine, Paris, Aubier Montaigne, 1966, T. I, pp. 141-146.

le et des problèmes de la classe ouvrière. Dans cette ligne de pensée, elle privilégie la réconciliation des classes, le respect de l'harmonie dans les relations sociales et la sollicitude de l'Eglise à l'égard de l'ouvrier, de sa situation et de ses droits. C'est sans cesse au nom de la justice et de la charité à promouvoir dans la société qu'elle insiste sur ces différents aspects. La description des oeuvres sociales qui termine cette partie manifeste les préoccupations de Marie Gérin-Lajoie de concrétiser dans l'action la doctrine étudiée.

Soulignons un dernier élément de ce cours susceptible d'intérêt: la bibliographie qui accompagne chaque leçon. Un relevé des ouvrages qui y figurent, nous révèle ici encore que l'enseignement de Marie Gérin-Lajoie est fondé sur la tradition intellectuelle du catholicisme social européen. Mentionnons à cet égard les noms de Mgr E. Ketteler, Albert de Mun, René de La Tour du Pin, Georges Goyau, Eugène Duthoit et Henri Lorin. Ajoutons à cela les publications de l'Action Populaire de Reims et, du côté canadien, celles de l'Ecole sociale populaire avec Arthur Saint-Pierre et Joseph-Papin Archambault.

On peut dire que ce cours, bien que modeste, fournit une base scientifique et une préparation technique à l'action sociale. Il n'est cependant qu'un point de départ vers la réalisation d'un projet plus ambitieux: celui d'une Ecole d'action sociale. La fondation de cette école ne se réalisera qu'en 1931, mais dans les perspectives de formation sociale envisagées par Marie Gérin-Lajoie, le plan en est conçu dans les années 1920-25. A cause de cette préparation éloignée et de l'importance de cette oeuvre dans la carrière sociale de celle qui la met sur pied, nous nous permettons d'en

donner un bref aperçu, dépassant ainsi les limites chronologiques de notre sujet. Cette remarque va aussi s'appliquer au paragraphe consacré à l'Ecole de Service Social.

2o L'Ecole d'Action sociale

C'est toujours le souci "de former des éducatrices et des femmes d'oeuvres éclairées sur les problèmes de l'action sociale catholique"⁶, qui pousse Marie Gérin-Lajoie à proposer la fondation d'une section d'études sociales à l'Institut pédagogique.

La directrice de l'institution, Mère Ste-Anne-Marie, accepte l'initiative de cette fondation et charge celle qui en a fait la demande de la direction et de l'organisation des études⁷. C'est donc à l'Institut pédagogique, en 1931, que l'Ecole d'Action sociale est établie sous le patronage de Mgr Georges Gauthier, administrateur apostolique du diocèse⁸, et grâce à la collaboration d'un groupe de professeurs parmi lesquels on distingue: le Père Louis Chagnon, MM. Edouard Montpetit, Léon Gérin, Esdras Minville, Arthur Saint-Pierre, Jean Bruchési, Mme Henri Gérin-Lajoie et Marie Gérin-Lajoie.

Le programme de l'Ecole comprend une formation théorique et pratique offerte à temps partiel sur une période de trois ans. D'une part,

6. "Prospectus et programme de l'Ecole d'Action sociale", 1931, ACNDBCM.

7. ACNDBCM, Maison-Mère, Cahier des Annales, 1931.

8. Mgr Georges Gauthier a été nommé administrateur apostolique du diocèse de Montréal, le 18 octobre 1921 et coadjuteur avec future succession le 5 avril 1923. Il prend donc le gouvernement du diocèse en 1921 et il exerce cette fonction pendant la longue maladie de Mgr Bruchési, archevêque de Montréal. A la mort de ce dernier en 1939, il est nommé archevêque le 20 septembre.

l'Université de Montréal prend en charge les cours suivants: économie politique, économie sociale, civisme, législation sociale, hygiène sociale et oeuvres sociales. D'autre part, l'Institut pédagogique offre la morale sociale, l'histoire sociale, la psychologie expérimentale, le droit usuel, le champ d'action de l'auxiliaire sociale, l'initiation technique aux oeuvres. Des stages de pratique sociale auprès des individus et des groupes complètent les connaissances scientifiques.

Un diplôme d'étude et de pédagogie sociale est décerné par l'Institut pédagogique aux étudiantes qui complètent avec succès le cycle des études. Ce diplôme est reconnu et contresigné par l'Université⁹.

En 1934, l'Ecole élargit ses objectifs en offrant l'enseignement à toutes les personnes désireuses de "se spécialiser dans l'action familiale, ouvrière, dans le service social, la direction des secrétariats sociaux, l'administration d'institutions sociales"¹⁰.

Cette Ecole est la première et la seule pendant plusieurs années à offrir ce programme de formation au Canada français¹¹. Cependant la directrice des études, Marie Gérin-Lajoie, considère après quelques années d'enseignement que le cours n'est pas satisfaisant pour former les auxiliaires de l'action sociale dont le milieu a besoin. Pour répondre à ses attentes,

9. ACNDBCM; Maison-Mère, cahier des Annales, 1931 et prospectus de l'Ecole; voir aussi Le Devoir, 2 septembre 1931.

10. "Prospectus de l'Ecole d'Action sociale", 1934. ACNDBCM.

11. Il est à souligner que l'Ecole d'Action sociale a assuré la formation des auxiliaires sociaux dans la région de Montréal et les régions avoisinantes jusqu'en 1968, époque où le Ministère de l'Education assume cet enseignement dans le cadre des Cégep.

il faudrait une Ecole professionnelle de service social¹².

3o L'Ecole de service social

En 1938, Marie Gérin-Lajoie jette les bases d'une Ecole de service social professionnel dans le milieu canadien-français. Avec le concours de l'Institut pédagogique et de l'Ecole des sciences sociales de l'Université de Montréal, elle propose d'élargir les cadres de l'Ecole d'Action sociale vers une spécialisation en Service social¹³.

Sur le modèle des écoles de service social belge, française et américaine, elle esquisse un programme de formation et prévoit obtenir les services de professeurs européens pour l'enseignement spécialisé. Avant de pousser plus avant le projet, elle fait appel à l'abbé Lucien Desmarais, étudiant à la maîtrise en service social à l'Université catholique de Washington, pour analyser le plan d'ensemble.

Dans une lettre à Mgr Gauthier, Marie Gérin-Lajoie explique que l'abbé Desmarais considère cette fondation prématurée. En effet, l'obligation de compter sur des professeurs européens formés à des traditions

12. Il faut remarquer que dès 1918, la Montreal School of Social Work - par la suite la McGill University School of Social Work - offrait un cours de formation professionnelle en service social (cf. Les services sociaux, Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social, Castonguay-Nepveu, vol VI, tome 1, article 113, p. 43). Ce qui est souhaité ici, c'est une école catholique de service social.

13. Lettre de Marie Gérin-Lajoie à Monseigneur Georges Gauthier, non datée, ACNDBCM.

différentes, habitués à travailler avec l'appui des gouvernements et dans des cadres bien définis, comporte un grand risque pour le milieu canadien-français peu enclin à la coopération dans les oeuvres sociales¹⁴. Marie estime alors qu'il est prudent d'attendre que des élèves canadiens aient complété leur formation à Washington pour mettre son projet à exécution. Après ces explications à l'évêque, elle termine sa lettre sur ces mots: "je m'en remets à votre décision Monseigneur".

La réponse de l'archevêque ne tarde pas. Elle se lit comme suit:

Je crois que la suggestion de Monsieur l'abbé Desmarais vient à point et que vous feriez bien de l'accepter. [...] l'an prochain, nous serons prêts à commencer un travail plus considérable et avec nos propres ressources¹⁵.

En 1939, le projet est de nouveau mis à l'étude. Monseigneur Gauthier autorise Marie Gérin-Lajoie à organiser les premiers cours de service social professionnel sous la direction de l'abbé Lucien Desmarais. Au cours de cette première année, les cours sont donnés dans les salles d'oeuvres de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil qui en assume les frais, l'administration et la direction pratique des élèves. Le personnel enseignant est constitué par des professeurs universitaires et des techniciens de l'action sociale¹⁶.

14. Lettre de Marie Gérin-Lajoie à Mgr Georges Gauthier, 18 août 1938, ACNDBCM.

15. Lettre de Mgr Gauthier à Marie Gérin-Lajoie, 22 août 1938, ACNDBCM.

16. Prospectus et programme du Cours de Service Social, année 1939-40, ACNDBCM.

Cependant, l'organisation définitive de l'Ecole de service social et sa reconnaissance universitaire a été laissée en suspens par Mgr Gauthier¹⁷. Dès septembre 1940, Marie Gérin-Lajoie porte l'étude de cette question à l'attention du nouvel archevêque, Mgr Joseph Charbonneau¹⁸.

L'abbé Desmarais est alors chargé d'organiser l'enseignement régulier du service social sur une base universitaire. Le siège social de l'Ecole est transporté dans l'immeuble des Hautes Etudes commerciales. La collaboration de Marie Gérin-Lajoie est acquise au responsable tant au niveau de l'organisation que de l'enseignement. Au début de l'année 1941, l'Ecole de Service social est constituée en corporation et obtient sa charte civile. En janvier 1942, elle est annexée officiellement à l'Université de Montréal¹⁹. Des étapes importantes sont donc franchies dans la voie du progrès de l'école.

S'il faut tirer une conclusion sur les débuts institutionnels de la formation en service social, on doit dire que c'est une oeuvre de patience car il a fallu une vingtaine d'années pour structurer des institutions et

17. Mgr Gauthier est décédé le 31 août 1940. Rappelons ici que l'archevêque de Montréal est en même temps le chancelier de l'Université.

18. Lettre de Marie Gérin-Lajoie à Mgr Charbonneau, 11 septembre 1940, ACNDBCM.

19. Petite chronologie d'une institution, 1939-1965, (note préparée à l'occasion du 25e anniversaire de fondation de l'Ecole de Service social à l'Université de Montréal); Cf. aussi, Fernande Racette, "L'Ecole de Service social dans l'Action universitaire, vol. XI, no. 10, juin 1945 (Montréal) pp. 129-130; Nicole Vanier, "Aperçu historique de l'Ecole de Service Social de l'Université de Montréal", dans Service Social, vol. 10, no 3, vol. II, no 1, octobre 1961 - avril 1962, P.U.L., Québec, pp. 95-101.

et en assurer la vitalité et le progrès. En reconnaissant que Marie Gérin-Lajoie a été une des pionnières en ce domaine, il nous faut ajouter qu'elle le fut aussi dans la pratique du service social. Dès 1920, elle se charge de promouvoir les services sociaux professionnels dans le milieu canadien-français.

B. LES SERVICES SOCIAUX

Si on se réfère au "Cours préparatoire à l'action sociale", Marie Gérin-Lajoie décrit les services sociaux comme un ensemble de moyens propres à assurer le bien-être de l'homme, à promouvoir son développement social, chrétien et son épanouissement. En détaillant les moyens, elle indique la double nature des services: services d'assistance qui s'emploient à corriger des malaises dus à des déficiences personnelles; services de prévention qui tendent à écarter les problèmes sociaux en permettant aux individus et aux familles d'atteindre à des conditions satisfaisantes de vie et de bonheur²⁰.

1o Le service social personnel

Si aujourd'hui le service social personnel (case work) est très répandu au Québec, en 1920 c'était un domaine presque ignoré. Aussi, Marie Gérin-Lajoie, ayant connu cette forme d'assistance dans les centres américains de sociologie, va commencer à la faire connaître et à la mettre en ap-

20. Cours préparatoire à l'Action sociale, Les oeuvres I, pp. 1-10.

plication

Dans son cours d'action sociale, elle définit le service social comme une oeuvre de relèvement individuel, c'est-à-dire:

une oeuvre d'adaptation: elle doit adapter un être à son milieu, le mettre en contact avec les personnes et les oeuvres qui pourront lui être utiles, lui faire mettre en valeur ses propres aptitudes qu'il ignore très souvent²¹.

Ce qui distingue le service social des oeuvres de charité traditionnelle, souligne-t-elle, c'est qu'il ne se limite pas à procurer des secours immédiats et passagers à ceux qui sont dans la misère. Il se propose d'enrayer les causes du mal en donnant aux personnes les moyens de s'aider elles-mêmes à mieux vivre. Une autre caractéristique du service social, c'est la méthode scientifique sur laquelle est fondée l'analyse des problèmes individuels et des faits sociaux. Cette méthode comporte une démarche en trois temps: l'approche, l'enquête et le plan d'action.

Cette conception du service social est liée à l'idéologie de l'enseignement social de l'Eglise qui prône la dignité et le respect de la personne humaine. Le contenu explicatif des trois points de la méthode, tel que donné par Marie, est en quelque sorte l'expression de cette préoccupation. Il est à cet égard révélateur qu'une grande partie des explications soit remplie d'indications sur l'approche personnelle et le comportement du praticien.

21. Cours préparatoire à l'Action sociale, IIIe partie, Les oeuvres, II, p. 38.

Voici en résumé le contenu de ces trois points. L'approche est destinée à établir une première communication entre la personne en difficultés et l'auxiliaire sociale, à saisir les premiers éléments du problème en se gardant bien des préjugés et des jugements hâtifs fondés sur l'intuition. Une connaissance plus poussée de la situation se fait par l'enquête sociale.

L'enquête est orientée vers la connaissance des aspirations de la personne, de ses besoins, de ses ressources, de même que de son environnement: milieu familial, milieu scolaire, milieu de travail, milieu paroissial. L'enquête doit être menée avec doigté afin de bien cerner les problèmes de l'assisté et de s'assurer la collaboration des personnes susceptibles d'aider au travail social.

Le plan d'action se fait à partir des données recueillies dans l'enquête. Il doit amener l'assisté à prendre conscience de ses problèmes et susciter chez lui le désir de se tirer d'affaires par lui-même en mettant en oeuvre son énergie et ses ressources qu'on lui apprend à découvrir. Dans la planification de l'action, l'auxiliaire sociale tient compte des données scientifiques sur les problèmes en cause. "Connaissances médicales, psychologiques, légales, économiques sont tour à tour mises à contribution" pour agir avec efficacité²².

En somme, pour Marie Gérin-Lajoie le service social personnel n'est pas une oeuvre de simple assistance mais un projet où des personnes en difficultés reçoivent une aide pour chercher une solution à leurs

22. Ibid, pp. 38-51.

problèmes et parvenir à prendre en charge leur propre vie.

En ce domaine, Marie Gérin-Lajoie ne s'est pas satisfaite d'enseignement. Dès 1921, elle va mettre cette méthode en application à l'hôpital Ste-Justine²³.

Une chronique de La Bonne Parole en 1924 trace l'historique et les buts du service social à Ste-Justine. En 1918, Mlle Rolland, entourée des dames patronesses de l'hôpital, met sur pied une première organisation du service social. En 1921, on constate qu'un service régulier et mieux structuré devient nécessaire. On en confie la responsabilité à Marie Gérin-Lajoie qui en assure la direction et travaille en collaboration avec le personnel. Les objectifs poursuivis se lisent ainsi:

Le service social a pour but d'assurer aux enfants qui sortent de l'hôpital en convalescence et à ceux qui fréquentent le dispensaire les soins et les attentions que requiert leur état de santé, soit en veillant à ce qu'ils suivent les prescriptions et les conseils du médecin, soit en prenant les moyens d'améliorer les mauvaises conditions dans lesquelles vivent beaucoup d'entre eux[...]

Il est destiné à venir en aide aux familles, il s'efforce de procurer aux enfants pauvres les moyens d'une guérison plus rapide et plus sûre, une meilleure éducation physique, en facilitant à leurs familles les soins dont ils ont besoin.

Pour atteindre à ce résultat, il visite à domicile les enfants qui ont fait un séjour à l'hôpital et les enfants qui sont sans traitement au dispensaire²⁴.

23. L'hôpital Ste-Justine a été fondé à Montréal en 1907, par Mme Justine Lacoste-Beaubien, tante de Marie Gérin-Lajoie, à la demande du docteur Irma Levasseur (diplômée aux Etats-Unis), qui était désireuse de fonder un hôpital pour enfants. Mme Théodule Bruno et Mlle E. Rolland furent de précieuses collaboratrices dans cette fondation.

24. "Le service social de l'Hôpital Ste-Justine", La Bonne Parole, vol. XII, no 1, janvier 1924, p. 4.

Le travail social de Marie Gérin-Lajoie à l'hôpital Ste-Justine fut de courte durée. Dès 1925, c'est vers le service social familial en paroisse ouvrière qu'elle va porter ses efforts. Elle se propose alors de travailler à la régénérescence morale et sociale de la famille ouvrière en l'aidant à se procurer les conditions de vie qui lui assurent une certaine indépendance économique et la possibilité d'éduquer les enfants dans un milieu sain et serein. Dans ce but, elle projette d'établir un centre social paroissial qui offrirait divers services d'éducation et d'assistance: service social, secrétariat social, bureau de placement, services d'accueil, cours d'hygiène et d'arts ménagers, oeuvres récréatives²⁵.

2o Le secrétariat social

Parmi les services ci-haut mentionnés, il en est un particulier, sur lequel il faut nous arrêter: le secrétariat social. Cet organisme qui regroupe les renseignements relatifs aux oeuvres de bienfaisance du milieu est en effet un outil de base nécessaire à un service social bien appliqué. Comme Marie Gérin-Lajoie a joué un rôle dans son implantation, nous croyons utile d'en retracer la genèse afin de connaître son opinion sur la nécessité de l'organisation et de la planification pour une action sociale efficace.

En 1913, lors d'un voyage en Europe, Marie Gérin-Lajoie visite un secrétariat social fondé à Paris en 1890 et connu sous le nom d'Office

25. "Un programme d'action", feuillet publicitaire de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil, 1925.

central des oeuvres. A son retour, dans un article de La Bonne Parole, elle décrit le service et en résume les fonctions comme suit: coordonner les diverses oeuvres charitables, répondre aux nombreuses demandes de renseignements, d'assistance, d'aide morale, d'orientation, aider les oeuvres et les hommes à mieux se connaître et à s'entraider²⁶.

Elle poursuit en exprimant le souhait de voir s'établir un centre analogue dans le milieu canadien-français.

La réalisation ne fut pas aussi rapide qu'elle l'eût souhaité puisqu'en 1918, le directeur de l'Assistance municipale à Montréal, Albert Chevalier, demande aux membres du bureau de direction de la F.N.S.J.B. de fonder un "secrétariat permanent des oeuvres sociales catholiques" comme centre de références, d'information et de coordination entre les diverses oeuvres d'assistance²⁷.

Cette demande ouvre la voie au désir antérieurement exprimé par Marie Gérin-Lajoie. Avec l'aide des membres du cercle Notre-Dame, elle prend en charge la composition du fichier pour l'organisation du "service de renseignements", comme on le nomme alors.

Le travail est lent et laborieux car certaines oeuvres refusent de fournir les informations désirées.

26. La Bonne Parole, vol 1, no 12, février 1914, pp. 5-7.

27. Il faut mentionner que ce service existe dans le milieu anglais sous le nom de "Confidential Exchange". Il a été organisé par les associations anglaises de bienfaisance à l'instigation de la "Charity Organization Society" en mars 1916.

En 1919, Marie Gérin-Lajoie s'adressant aux femmes d'oeuvres de l'auditoire du cours d'action sociale s'efforce d'éveiller leur conscience à plus de coopération. Elle leur dit:

Pour que les oeuvres sociales donnent leur plein rendement, ce n'est pas suffisant qu'elles poursuivent une fin bonne en elle-même et qui répond parfaitement aux besoins du milieu où elles se font, il faut qu'elles ne se nuisent pas les unes aux autres, qu'elles opèrent de concert, qu'elles soient coordonnées les unes aux autres²⁸.

Elle souligne que seule une organisation rationnelle de la charité pourrait écarter la mendicité professionnelle et les exploiters de la bienfaisance:

On conçoit facilement que des oeuvres charitables qui co-existent sans se communiquer jamais les résultats de leurs efforts puissent devenir une prime à la paresse, à l'immoralité surtout dans les grandes villes. Les pauvres de toutes catégories pourront se promener impunément de l'une à l'autre. Le fait s'est souvent répété. C'est pourquoi l'on a quelque fois accusé la bienfaisance de faire tort à la société et d'y entretenir le paupérisme. Ce n'est pas la bienfaisance qui fait tort à la société mais le manque d'organisation de la bienfaisance²⁹.

Malgré les obstacles rencontrés dans la création de ce secrétariat, Marie Gérin-Lajoie cherche à en accroître les données par la propagande et le travail. Lorsqu'en 1925, par l'intermédiaire de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil³⁰, elle établit un "Centre social" dans la

28. Cours Préparatoire à l'Action sociale, III partie, les oeuvres III, p. 58.

29. Ibid.

30. La troisième partie de notre étude sera consacrée à la fondation de cet Institut par Marie Gérin-Lajoie en 1923.

paroisse Saint-Stanislas Kotska de Montréal, elle met sur pied un secrétariat social comme centre de référence et bureau de placement³¹.

3o Autres services

Les foyers, les patronages et les oeuvres de loisirs sont des services sociaux qui se sont développés lentement au Québec, au début du XXe siècle. En 1920, la ville de Montréal ne comptait guère que trois ou quatre foyers et qu'un seul patronage de jeunes filles. Marie Gérin-Lajoie s'est intéressée à ces oeuvres d'abord comme propagandiste puis, vers les années 1924-25, elle s'est engagée plus directement à les développer. Sans nous attarder à décrire longuement ces modes d'action, il est de notre intérêt de voir comment ils se rattachent aux préoccupations d'action sociale de cette dernière.

Les foyers

On sait que l'oeuvre des foyers fut fondée à Montréal en 1903, par l'abbé Henri Gauthier. Dans une brochure, "Le Foyer et ses oeuvres"³², le fondateur nous expose le but et l'esprit de cette fondation. Si on résume sa pensée, on peut dire que les foyers sont des maisons d'accueil

31. ACNDBCM, "Un premier rapport des oeuvres de l'Institut", 1924-1925.

32. Henri Gauthier, Le Foyer et ses oeuvres, Ecole sociale populaire, no 6, 1921, 31 pages; voir aussi "L'Association catholique féminine, Oeuvre du foyer", La Bonne Parole, vol X, no 11, novembre 1922, pp. 7-8.

ouvertes aux jeunes filles qui, dans le mouvement d'expansion industrielle, sont venues chercher du travail à la ville. Ils se proposent d'offrir une pension peu dispendieuse, saine et agréable aux ouvrières mais plus encore ils veulent les protéger contre les mille dangers moraux que représente la ville.

Cette conception du foyer rejoint les préoccupations de Marie Gérin-Lajoie et on peut affirmer que, dans sa perspective particulière, sa participation à l'oeuvre des foyers est envisagée comme une action de service social préventif.

Le patronage

Le patronage est avant tout une oeuvre d'enseignement et de protection qui s'adresse aux adolescentes qui ont quitté très tôt l'école pour entrer sur le marché du travail. Il veut fournir à la jeunesse ouvrière le moyen d'acquérir quelques éléments de culture générale et de formation professionnelle de même qu'une préparation à la vie familiale³³.

Outre l'enseignement, le patronage organise pour ses membres des activités récréatives: chant, musique, représentations dramatiques, en vue d'occuper sainement leurs loisirs et en conséquence de les protéger des dangers de toutes sortes qui, apparemment, les guettent en milieu urbain.

33. Ces quelques notions sur le patronage sont tirées du "Cours préparatoire à l'Action sociale", IIIe partie, Les oeuvres II, pp. 35-37.

C'est encore par souci de prévention sociale qu'en 1924, Marie Gérin-Lajoie met sur pied le patronage Saint-Stanislas comme forme d'éducation populaire pour la jeunesse féminine³⁴.

Le service social en paroisse ouvrière tel qu'appliqué dès 1925, permet à Marie Gérin-Lajoie et à ses collaboratrices de concentrer de nombreux services locaux, aptes à mieux servir la population à laquelle il s'adresse. En plus de favoriser la multiplication des services, cette formule permet d'entretenir un travail suivi et, partant, assuré d'une plus grande efficacité et d'une meilleure qualité au plan humain. Il favorise en effet la création de liens sociaux entre les gens du milieu et entre les praticiens et le milieu.

En résumé, on peut dire que Marie Gérin-Lajoie, soit par l'enseignement, soit par l'action directe, multiplie les interventions qu'elle juge nécessaires ou utiles à la rénovation sociale de son temps. Par sa participation à des oeuvres multiples et variées d'action sociale, elle déploie une activité peu commune pour la promotion de la femme et elle joue un rôle de premier plan dans la création du service social au Canada français.

34. Un premier rapport des activités du patronage Saint-Stanislas mentionne l'inscription de deux cents jeunes filles dans les disciplines suivantes: religion, anglais, français, arithmétique, sténographie, culture physique, couture et art culinaire. On relève une assistance moyenne de 30 élèves par soir dans chaque matière (Extrait du bulletin paroissial de St-Stanislas, juin 1925, reproduit dans La Bonne Parole, juin 1925, p. 7).

TROISIEME PARTIE

L'INSTITUT NOTRE-DAME DU BON-CONSEIL

L'INSTITUT NOTRE-DAME DU BON-CONSEIL

La fondation de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil est une oeuvre importante de la vie de Marie Gérin-Lajoie qui s'inscrit directement dans le prolongement de son action sociale. C'est afin d'assurer une permanence et une collaboration aux oeuvres laïques féminines et de développer les oeuvres d'éducation sociale et les services sociaux que Marie Gérin-Lajoie fonde une communauté religieuse en 1923.

C'est la genèse et la fondation de cette institution dans ses diverses étapes que nous allons tenter de suivre. La date limite de notre étude, 1925, ne nous permet pas de montrer comment l'Institut a effectivement consolidé les oeuvres sociales laïques féminines. Cependant les orientations spécifiques données dans la genèse de l'oeuvre nous laissent entrevoir comment cette fondation est, pour Marie Gérin-Lajoie, le moyen par excellence d'établir de façon stable des oeuvres sociales adaptées aux besoins du temps.

Il faut souligner que certains facteurs influencent notre analyse. La proximité des origines, l'existence de plusieurs témoins ayant participé à cette fondation, de même que la connaissance personnelle que nous avons de Marie Gérin-Lajoie rendent difficile une étude critique de notre sujet. De plus, c'est à partir d'une documentation provenant d'une source unique, la seule existante, que nous avons effectué cette recherche. Mais nous croyons que ces handicaps ne nous ont pas empêchée, à l'intérieur des limites indiquées, de mener ce travail avec le plus d'objectivité possible.

CHAPITRE I

LA GENESE DE L'INSTITUT

En 1910, c'est encore l'Eglise qui, selon la tradition, assure les services d'assistance et de charité. Pour remplir ces tâches, il existe des Soeurs de charité qui secourent les pauvres, les malades, les enfants, mais il n'existe aucune communauté religieuse dont le but est de travailler à la solution des problèmes sociaux, de maintenir l'esprit chrétien chez les femmes du monde et de les préparer à leur rôle social dans la famille et dans la société. Les personnes préparées et disponibles à cet effet sont peu nombreuses et il n'est pas dans l'esprit du temps de voir des religieuses engagées à ces tâches.

Pourtant en 1911, à l'occasion d'une retraite fermée, Marie Gérin-Lajoie entend le prédicateur dire que "pour combler cette lacune, il faudrait fonder une communauté nouvelle"¹. L'idée pénètre l'esprit de la jeune retraitante, c'est le premier éveil d'une vocation religieuse mais cette idée demeure vague, incertaine, utopique même.

Plus tard, Marie Gérin-Lajoie dira:

Mais à mesure que j'acquerrais une certaine expérience, et quand vint l'âge de m'orienter, je souhaitais

1. Marie Gérin-Lajoie, Premières gerbes de souvenirs, 1923-1928 et Dix ans d'apostolat social, 1923-1933, (texte non publié) p. 1.

pour former les chefs de file de nos oeuvres sociales une institution qui assurerait leur avenir. Je songeais à la possibilité d'une consécration religieuse à la cause de l'apostolat².

La famille de Marie s'opposait à ce dessein de vie religieuse. Mme Gérin-Lajoie s'y objectait tout spécialement, disant à sa fille "que la vie religieuse est incompatible avec les exigences de l'action sociale, qu'il fallait vivre dans le monde pour en connaître les besoins, les difficultés et les ressources"³.

En somme, Marie Lacoste rappelait ici les arguments que son père lui avait donnés lorsqu'elle s'interrogeait sur l'état le plus favorable à l'action sociale: le mariage ou le célibat laïc. Une femme mariée, avait-il dit, a la possibilité d'exercer une plus grande influence qu'une femme se retranchant dans le célibat⁴. La question avait été réglée. Si pour Mme Gérin-Lajoie une laïque était moins bien placée qu'une femme mariée pour faire de l'action sociale, une religieuse soumise à la clôture et aux prescriptions canoniques devait l'être encore moins.

La vive opposition de Mme Gérin-Lajoie se maintint, nous dit Marie, jusqu'à ce que "ma mère eut compris que je désirais mettre sur

2. "Pourquoi et comment", notes au brouillon retrouvées dans les papiers de Marie Gérin-Lajoie, rédigées au cours des années 1958-60, période pendant laquelle cette dernière travaillait à poser les premiers jalons de l'histoire de l'Institut. ACNDBCM.

3. Ibid.

4. Fait relaté par Marie Gérin-Lajoie, notes personnelles, ACNDBCM.

pied, une oeuvre qui allait dans le sens de ce qu'elle faisait pour la femme, sur le plan social"⁵.

Quant à son père, il avait aussi de fortes réticences. A ce sujet, Marie nous rapporte son attitude et ses réflexions prudentes:

il me disait de penser à la responsabilité que je prenais auprès des jeunes filles si l'affaire ne marchait pas. Il s'inquiétait, cependant, dès que nous eûmes l'approbation de l'Eglise sur le projet, mon père en homme très soumis à l'autorité, y adhéra. Il alla même jusqu'à nous aider financièrement et il devint notre conseiller sur le plan légal⁶.

Une tierce personne contribua sans doute à briser la résistance de la famille, en particulier de Mme Gérin-Lajoie, face à la détermination de Marie de fonder une communauté religieuse. Il s'agit du Père Stanislas Loiseau, jésuite⁷, directeur spirituel à la fois de Mme Gérin-Lajoie et de sa fille Marie.

Déjà en 1914, il veut convaincre Mme Gérin-Lajoie de laisser toute liberté à Marie de vivre la condition du célibat dans le monde.

5. Entrevue de Soeur Marie Gérin-Lajoie avec Soeur Alice Blais, le 3 octobre 1967. ACNDBCM.

6. Ibid.

7. Le Père Stanislas Loiseau (1848-1919) est un jésuite français, professeur de sciences, venu au Canada en 1902, un an après la promulgation des lois Waldeck Rousseau interdisant l'enseignement à tout membre d'une Congrégation non autorisée. Arrivé au pays, il enseigne pendant quelques années au Collège Ste-Marie, puis il se consacre ensuite exclusivement au ministère apostolique. Pour une biographie, cf. Le Père Stanislas Loiseau, (1848-1919), dans Une famille française contemporaine de A. de Bocage, Paris, Editions Spes, 1930, pp. 275-357; pour une note brève, cf. La Semaine religieuse de Montréal, septembre 1919, pp. 279-283.

Avec le consentement de Marie, c'est en ces termes qu'il lui livre les motifs de cette décision:

C'est pour pouvoir accomplir le bien que vous désirez, pour lequel le bon Dieu l'a si admirablement douée et vos soins si parfaitement préparée qu'elle n'a pas choisi l'état religieux. C'est pour accomplir tout ce que vous souhaitez qu'elle veut rester dans le monde et y demeurer dégagée de tous les soucis de la famille afin d'avoir la liberté de se consacrer toute aux oeuvres et nous pouvons déjà juger de la façon dont elle y réussira"⁸.

En tant que directeur spirituel, le Père Loiseau est intimement mêlé au cheminement intérieur de Marie dans son dessein de fonder une communauté religieuse. En 1917, lorsqu'elle décide de présenter un projet formel à l'archevêque de Montréal, Mgr Paul Bruchési, nous savons qu'elle en soumet le contenu à son directeur qui lui suggère quelques corrections⁹.

Ce fait nous amène à nous interroger sur les pressions que cet homme a pu exercer sur Marie dans l'élaboration et l'exécution de son projet et, plus globalement encore sur l'influence des Jésuites sur cette jeune femme, puisque quelques mois après la mort du Père Loiseau en 1919, ce sera un autre jésuite, le Père Samuel Bellavance, qui deviendra son

8. Lettre du Père Stanislas Loiseau à Mme Gérin-Lajoie, 27 août 1914. ACNDBCM, Fonds Mme Henri Gérin-Lajoie.

9. Projet de fondation présenté au Père Stanislas Loiseau, s.j. le 16 avril 1917 sous le titre Mémoire. Le projet est annoté et retourné à son auteur le 20 avril 1917. ACNDBCM.

conseiller spirituel¹⁰.

Nous avons l'assurance que Marie Gérin-Lajoie, dans sa carrière d'éducatrice sociale, a subi l'influence des Jésuites par le biais de l'Ecole sociale populaire. Cette Ecole rejoint les préoccupations fondamentales de l'action sociale féminine tant par l'enseignement que par les oeuvres de presse. Pourtant, nous n'avons aucune preuve que, d'une façon directe les conseillers spirituels successifs de Marie Gérin-Lajoie ou d'autres membres de la Compagnie de Jésus aient exercé des pressions sur la future fondatrice et conditionné sa décision. Si Marie Gérin-Lajoie demanda conseil à ces religieux et suivit leurs directives au niveau de la spiritualité, si elle subit leur influence au plan de l'apostolat social, ces derniers ne furent pas mêlés à l'organisation concrète de l'Institut religieux.

Seule la relation de Marie Gérin-Lajoie peut nous renseigner sur sa volonté d'autonomie et sa vision personnelle en regard de l'établissement d'une communauté religieuse oeuvrant au plan social dans le milieu canadien-français. En 1916, dans une première élaboration d'un projet de communauté religieuse, elle écrit:

10. Le Père Samuel Bellavance (1872-1967) est un jésuite canadien qui a d'abord été professeur au Collège Ste-Marie. A cette époque, il participe à la fondation de l'A.C.J.C. et s'intéresse aux questions sociales. Plus tard, il s'occupe de la formation religieuse chez les Jésuites, prêche des retraites fermées. En 1920, Marie Gérin-Lajoie s'adresse à lui comme conseiller spirituel; ce sera lui qui en 1923 deviendra le directeur spirituel des membres de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil.

Pour des raisons personnelles, j'en suis arrivée à me demander où je pourrais trouver un ordre religieux qui répondit aux besoins pressants d'apostolat social qui se fait (sic) sentir dans toutes les classes de la société, chez la femme du monde affligée d'une oisiveté funeste, aussi bien que chez la travailleuse abrutie souvent par le surmenage. Je n'en ai pas trouvé qui fut constituée à cette fin.

[...]

J'ai la hardiesse en m'appuyant sur ces seules considérations qui me paraissent en accord avec l'esprit catholique, [...] sans indice d'ailleurs évident de la volonté divine, d'exposer le projet (de la fondation d'un ordre religieux)¹¹.

Ce texte, en plus de nous fournir un indice de la détermination personnelle de Marie Gérin-Lajoie de fonder une communauté religieuse, nous éclaire sur les motivations qui l'animent et sur la ténacité avec laquelle elle va mener ce projet. Il indique clairement les raisons qui la poussent à établir un institut religieux:

Le rôle de cette congrégation serait avant tout de favoriser l'action charitable du Saint Esprit, en faisant surgir des dévouements dans le monde, en procurant les moyens matériels, intellectuels ou moraux de restaurer l'esprit chrétien dans les familles et dans la société [...]

Il aurait particulièrement en vue de faire tomber la cloison étanche que l'on entretient entre la vie religieuse et la vie séculière et de faire bénéficier celle-ci des lumières de celle-là; d'assurer une direction permanente et éclairée aux oeuvres féminines laïques¹².

11. Marie Gérin-Lajoie, Mon itinéraire, un projet à reconsidérer, document non daté; des indications dans le texte nous permettent de le situer vers 1916, ACNDBCM.

12. Ibid, p. 5.

Cinq ou six jeunes filles, la plupart bachelières de l'Ecole d'Enseignement supérieur et actives dans les oeuvres de la Fédération Nationale St-Jean-Baptiste, s'intéressent au projet et adhèrent à l'idée de former un groupe religieux¹³.

En 1917, un projet formel de fondation est alors présenté à Mgr Bruchési, archevêque de Montréal. Marie Gérin-Lajoie en expose les raisons d'être comme suit:

Pour avoir constaté les misères et les dangers, qui à notre époque menacent les femmes de toutes conditions, et l'importance au point de vue religieux de transformations sociales auxquelles elles ne sont pas étrangères, nous proposons d'augmenter l'efficacité de l'apostolat auprès des femmes par la formation d'un groupe religieux pratiquant intégralement les conseils de la vie religieuse mais sans clôture et sans costume singulier.

[...]

L'on préconise un groupement religieux parce que la vie religieuse est le moyen providentiel que Jésus-Christ a institué et que l'Eglise a propagé pour conduire les âmes à une plus haute perfection.

De plus, au point de vue social, l'expérience prouve que les institutions religieuses sont les plus puissants soutiens des oeuvres et qu'à toutes les époques elles ont su répondre aux besoins des temps.

13. Il s'agit de:

-Georgette Lemoyne, secrétaire de la F.N.S.J.B. et membre actif du cercle d'études Notre-Dame;

-Gabrielle Riballier des Isles, à l'origine d'une école spéciale pour les enfants infirmes dans le milieu canadien-français, école qui fut prise en charge par l'hôpital Ste-Justine en 1926, et par la Commission des Ecoles catholiques de Montréal en 1932 sous le nom d'Ecole Victor Doré, école encore en opération de nos jours. Mlle Riballier des Isles se joindra à l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil en 1933.

-Alice Lesage, Jeanne Baril et Lucie Lamothe, actives dans les cercles d'études et les oeuvres de la F.N.S.J.B.

(Ces noms nous sont connus par une lettre de Marie Gérin-Lajoie à l'archevêque de Montréal, le 20 avril 1917. Archives de la Chancellerie de Montréal, dossier no 525-126).

Sans clôture, parce que les oeuvres préconisées demanderaient un contact journalier avec les personnes du monde et de fréquents déplacements, même certaines actions en public.

Sans costume singulier afin de retrancher tout ce qui pourrait être une gêne dans les démarches nécessaires aux oeuvres et dans les relations habituelles avec les personnes du monde¹⁴.

D'une part, ce document nous indique les intentions de Marie Gérin-Lajoie de constituer un regroupement de femmes sous l'autorité de l'Eglise en vue de consolider les oeuvres sociales du milieu en formant des permanentes de l'action sociale. D'autre part, il présente une vision nouvelle de la vie religieuse tant par l'orientation des oeuvres que par la forme de vie qu'il préconise.

Est-ce la nouveauté du projet ou est-ce son imprécision par rapport aux exigences du droit canonique qui rendent l'archevêque de Montréal hésitant sur cette fondation? Nous l'ignorons. Nous savons seulement que Mgr Bruchési transmit le document à un personnage romain non officiel¹⁵.

Un an plus tard, Marie Gérin-Lajoie n'a encore obtenu aucune réponse de l'Archevêché. A l'été 1918, pendant un stage d'études aux Etats-Unis, elle fait la connaissance d'une communauté française établie

14. Projet de fondation présenté au Père Stanislas Loiseau, le 16 avril 1917, ACNDBCM.

15. Marie Gérin-Lajoie, Soeur, Premières gerbes de souvenirs, p. 2.

à New-York "Les Auxiliatrices des âmes du Purgatoire"¹⁶, communauté "qui, dit-elle, nous paraissait pouvoir peut-être entrer dans nos vues et suppléer à une fondation nouvelle". Mais la supérieure ne lui donne aucun espoir d'entente: "il y a là, dit-elle, tous les éléments d'une communauté nouvelle"¹⁷.

Cette démarche nous indique que Marie Gérin-Lajoie doit éprouver certains doutes sur la possibilité de la fondation entrevue. La réponse des Auxiliatrices tout comme le silence de l'archevêque ne laissent espérer aucun développement à l'idée d'une communauté religieuse comme moyen d'assurer la permanence des oeuvres sociales féminines à Montréal. Malgré cela, en février 1919, Marie Gérin-Lajoie revient à la charge auprès de Mgr Bruchési. Ce dernier lui donne l'explication suivante:

La réponse qui m'est venue de Rome était trop vague pour me permettre de prendre une décision relativement à votre projet de communauté religieuse.

Je vais à Rome moi-même maintenant. Je traiterai directement de la question avec Benoît XV et la décision sera prise ensuite¹⁸.

A son retour de Rome, le prélat apporte un peu d'espoir. Il est autorisé à permettre un essai, mais les examinateurs du projet n'ont

16. La société des Auxiliatrices des Ames du Purgatoire, fondée en 1856, dont la Maison-Mère est établie au 16 rue de la Barouillère (devenue rue St-François de Sales) à Paris, s'occupe d'oeuvres diverses au plan social. C'est une société internationale qui oeuvre un peu partout à travers le monde et dont l'action s'inspire de la spiritualité ignatienne.

17. Premières gerbes de souvenirs, p. 3.

18. Lettre de Mgr Bruchési à Marie Gérin-Lajoie, 14 février 1918. ACNDBCM.

pas trouvé le but suffisamment déterminé pour voir la nécessité de fonder une communauté religieuse¹⁹.

Cette réponse de l'archevêque arrive presque au même moment que la mort du Père Loiseau²⁰. Marie Gérin-Lajoie, quelque peu déconcertée par la situation, hésite à tenter un essai et décide de recourir à nouveau à la Société des Auxiliatrices. Elle s'en explique à l'archevêque, alléguant qu'il serait prudent de s'assurer "l'avantage d'une formation religieuse éprouvée, d'une expérience acquise et d'une parfaite stabilité".²¹ Mgr Bruchési, en accord avec ces vues, fait lui-même la demande à la Supérieure générale à Paris. Au cours de l'année 1919-1920, Marie Gérin-Lajoie entretient une correspondance avec la supérieure générale des Auxiliatrices, relativement à la possibilité pour cette congrégation d'ouvrir une maison religieuse à Montréal, d'adapter et d'assouplir ses cadres pour lui permettre ainsi qu'à ses compagnes d'exercer l'oeuvre d'apostolat social dont elles rêvent. En octobre 1920, Marie Gérin-Lajoie reçoit une réponse négative des Auxiliatrices. La Supérieure générale lui dit "qu'elle ne peut songer à une fondation à Montréal, que les oeuvres sociales ne sont pas son affaire"²².

19. Lettre de Mgr Bruchési à Marie Gérin-Lajoie, 9 août 1919, ACNDBCM.

20. Le Père Loiseau est décédé le 9 septembre 1919.

21. Premières gerbes de souvenirs, p. 6.

22. Lettre de Mère Marie de l'Ange Gardien, oct. 1920, ACNDBCM.
Il est difficile de comprendre une telle réponse, étant donné l'orientation de la Société des Auxiliatrices décrite ci-avant.

Malgré les évènements, Marie Gérin-Lajoie demeure ferme dans ses convictions. Avec une certaine témérité, elle expose une autre fois sa demande à l'archevêque en y mettant plus de précision:

La nouvelle congrégation religieuse aurait pour objet spécial:

- 1) de pourvoir à la formation religieuse qui, grâce à leurs relations personnelles, au développement d'aptitudes littéraires, artistiques ou autres, aient de nombreuses occasions d'exercer leur apostolat religieux auprès des femmes du monde et particulièrement auprès de celles de classes dirigeantes qui souffrent tant du manque d'esprit chrétien.
- 2) de créer, sous le contrôle autorisé de l'Eglise un centre d'études et d'action sociales pour les femmes. Cette action sociale pourrait consister en oeuvres d'éducation: apostolat individuel, cercles d'études, patronages, maisons du peuple, publications, etc.; en oeuvres de prévoyance et d'entraide sociales, telles les associations professionnelles et les initiatives et ligues de tous genres ayant en vue l'amélioration des conditions économiques, intellectuelles et morales des femmes de diverses classes sociales²³.

On constate que d'un projet à l'autre les formes d'action se précisent mais les motivations demeurent les mêmes et conservent la même fermeté.

Enfin, à la suite de cette lettre, une supplique est adressée par l'archevêque à la Sacrée Congrégation des Religieux à Rome pour obtenir l'autorisation officielle de fonder²⁴.

23. Archives de la chancellerie de Montréal, dossier 525-126, Lettre de Marie Gérin-Lajoie à sa Grandeur Monseigneur l'archevêque de Montréal, non datée, probablement après la réponse des Auxiliatrices, fin de 1920 ou dans les premiers mois de 1921.

24. La supplique a été rédigée par le Père Samuel Bellavance, jésuite; elle a été signée par Mgr Bruchési en date du 5 juin 1921. ACNDBCM.

L'espoir de réaliser le projet amène la future fondatrice à s'interroger sur l'appellation que le groupe devrait prendre. Ce détail ne présente pas d'intérêt historique en soi, mais certains éléments qui y sont contenus indiquent la volonté de Marie Gérin-Lajoie de fonder une communauté ouverte aux besoins du temps et libre dans ses mouvements.

Ainsi en songeant, entre autres, au nom de "missionnaires sociales du Sacré-Coeur", elle écrit:

C'est un nom qui indique un grand esprit de charité, de dévouement total, qui renferme notre programme d'action et permet une certaine liberté d'allure dans cette action. Des missionnaires en effet sont justifiées de se plier aux conditions difficiles dans lesquelles elles doivent agir, de tenter de nouveaux moyens d'action, de voyager, de parler, d'écrire²⁵.

Finalement, le Père Bellavance lui suggère le vocable de Notre-Dame du Bon-Conseil. Ce nom ne lui plaît pas mais se familiarisant avec l'idée, elle finit par l'apprécier et l'accepter. "J'y vois, dit-elle l'expression concrète des dons du Saint Esprit dont la Sainte Vierge a reçu la plénitude pour l'apostolat"²⁶. C'est finalement ce nom qui fut adopté lors de l'érection du nouvel Institut.

La réponse de Rome se fait toujours attendre. Faut-il donc abandonner le projet? Marie Gérin-Lajoie tente une dernière chance en

25. "Notes sur le nom que nous devons prendre", texte non daté, ni signé. Certaines indications nous permettent de l'attribuer à Marie Gérin-Lajoie et d'en situer la rédaction en 1922. ACNDBCM.

26. Ibid.

s'adressant à Mgr Georges Gauthier, administrateur apostolique du diocèse, pour lui exposer ses vues et lui demander de faire une expérience de vie religieuse:

[...] Un essai immédiat de vie commune empêcherait que nos premières inexpériences ne retombent sur d'autres que sur nous-mêmes. Et s'il y avait lieu d'abandonner un jour complètement l'oeuvre, nous porterions seules la responsabilité de cet échec[...]

Quant à nous, cet essai, ou bien nous avancerait dans la voie de la fondation ou nous permettrait d'orienter définitivement notre vie vers un autre but²⁷.

Mgr Gauthier accorde au groupe l'autorisation de se réunir mais sans dévoiler leur caractère de communauté. Il leur permet de se présenter en son nom auprès des curés du diocèse, offrant leurs services pour entreprendre des oeuvres d'action sociale. Les jeunes femmes vont frapper à la porte de plusieurs presbytères, certains curés répondent qu'ils n'ont besoin que d'argent pour les pauvres et pas du tout d'oeuvres sociales; d'autres disent qu'ils nous accueilleront "lorsque nous aurons pris le petit bonnet"; d'autres, enfin, évoquent qu'ils sont trop pauvres et peuvent à peine subvenir à l'entretien de leur église²⁸.

Le refus des curés présente un caractère si unanimement pratique qu'il nous amène à soupçonner des raisons plus profondes que celles qui sont évoquées. Si nous retournons au contexte socio-religieux du

27. Lettre de Marie Gérin-Lajoie à Mgr Gauthier, janvier 1922, ACNDBCM.

28. Premières gerbes de souvenirs, p. 9.

temps, nous pouvons faire l'hypothèse que plusieurs d'entre eux devaient considérer les oeuvres sociales comme une menace aux oeuvres caritatives traditionnelles de leur paroisse.

Quoi qu'il en soit, Mgr Piette, curé de la paroisse Saint-Stanislas-Kotska située sur le boulevard St-Joseph à Montréal, offre au groupe de travailler auprès de ses fidèles. En mars 1922, Marie Gérin-Lajoie et ses compagnes s'installent dans un petit logement situé au numéro 384c de la rue Chambord. En décembre de la même année, un indult de Rome autorise la fondation. Enfin le projet prend racine et ce, dans un modeste quartier populaire.

CHAPITRE II

LA FONDATION

Du groupe initial de cinq jeunes filles, trois seulement se trouvent prêtes à partager la vie commune le temps venu et, en cette fin de décembre, de ces trois, l'une ne peut s'engager à cause d'obligations familiales et une autre offre peu d'espoir de persévérer.

A peine appelée à l'existence, l'oeuvre repose sur des fondements bien fragiles mais Marie Gérin-Lajoie est persuadée que le seul moyen d'assurer le recrutement nécessaire est la fondation d'un noviciat. Cette décision, que plus tard elle considérera elle-même comme déraisonnable, contient un trait de caractère manifeste de Marie Gérin-Lajoie dans la poursuite de ses intuitions. Elle dénote combien son sens pratique l'emporte sur la théorie; pour elle, en effet, c'est comme si une première action concrète garantissait la poursuite d'une action autrement reléguée aux continuelles intentions.

Cette idée d'un noviciat est donc soumise à Mgr Gauthier. Celui-ci résiste d'abord à la demande mais devant l'assurance de la jeune femme, il fixe la date de l'érection canonique au 26 avril 1923, jour de la fête de Notre-Dame du Bon-Conseil, titulaire de la nouvelle communauté.

Erection canonique de l'Institut

Le décret établissant canoniquement l'Institut des Soeurs

Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal indique le but nettement "social" de l'Institut, le caractère de permanence et de stabilité que la communauté nouvelle veut apporter aux oeuvres sociales déjà existantes dans la société canadienne-française. Il indique que l'action se fera directement dans le milieu visé avec le souci particulier d'agir "sur la société en améliorant les divers milieux où l'homme est appelé à vivre: famille, société, profession". Il spécifie la fonction d'éducatrices sociales que les religieuses seront appelées à exercer:

Cet Institut se propose, en vue de la gloire de Dieu et du bien des âmes, d'instruire et de former les personnes qui s'emploient aux oeuvres sociales féminines,¹ et de prendre la direction morale de ces mêmes oeuvres¹.

De l'avis même de la fondatrice, l'érection canonique va favoriser le développement de l'Institut en ouvrant publiquement la voie aux personnes intéressées à cette nouvelle forme de vie religieuse. De fait, dès le mois suivant, quelques jeunes filles vinrent demander leur entrée dans la communauté.

Après une année de noviciat², Marie Gérin-Lajoie est reçue à la profession religieuse le 7 mai 1924. Cette première profession est importante pour le nouvel institut car elle en confirme l'établissement définitif.

1. Décret d'érection canonique de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal, Georges Gauthier, archevêque de Tarona, administrateur apostolique du diocèse de Montréal, dix-huit avril, mil neuf cent vingt-trois, ACNDBCM.

2. Mgr Gauthier confie la responsabilité du noviciat à sa soeur, Mère Sainte-Euphrosyne, religieuse de la Congrégation Notre-Dame. Celle-ci assure la formation religieuse initiale de Marie qui, après sa profession dirige elle-même le noviciat.

La jeune congrégation existe donc mais elle a besoin d'assises canoniques pour répondre aux exigences de l'Eglise et d'assises matérielles pour répondre aux besoins des oeuvres qu'elle veut accomplir.

Les deux tâches sont poursuivies conjointement. Les premières constitutions sont rédigées et approuvées à la fin de l'année 1924 alors que la construction d'une maison adaptée aux besoins de l'oeuvre commence à l'automne de 1925³.

Fondements apostoliques et spirituels

Les premières pages des constitutions fixent officiellement la raison d'être et le champ d'action de la Congrégation:

La fin spéciale de l'Institut est de procurer aux femmes du monde l'aide et l'appui moral dont elles ont besoin, non seulement pour résister aux dangers qui menacent leur foi et leur moralité, mais encore pour accomplir les devoirs spéciaux que leur imposent les conditions de la vie moderne, en conséquence, les soeurs doivent:

- a) s'appliquer à des oeuvres d'éducation religieuse et sociale;
- b) établir des oeuvres de service social qui les mettent en relations avec les personnes auprès desquelles elles veulent exercer leur apostolat;
- c) concourir par ces moyens à la création, au maintien et au développement des oeuvres laïques d'action sociale recommandées par l'Eglise⁴.

3. Il faut souligner que dès le mois de juin 1923, le groupe était déménagé de la rue Chambord dans un loyer de dix pièces au 905 est, boulevard St-Joseph, loyer que l'Institut occupa jusqu'à son entrée dans le nouvel établissement en mai 1926.

4. Constitutions de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil de Montréal, 1924, article 2, p. 1.

Les constitutions indiquent ensuite le caractère apostolique de l'oeuvre. "Le caractère propre de l'Institut et de chacun de ses membres doit être un humble et absolu dévouement aux intérêts du règne de Dieu dans le monde". Pour atteindre cette fin, le document souligne que les religieuses de l'Institut s'appliqueront à développer dans leur action un profond esprit de foi et que "par des oeuvres d'une charité ingénieuse et désintéressée, elles attireront doucement les âmes à la connaissance et à l'amour de Notre-Seigneur et contribueront à rétablir ou à maintenir l'esprit chrétien dans la famille et dans la société"⁵.

En 1924, un feuillet publicitaire est imprimé dans le but de faire connaître l'Institut. On y trouve des indications sur le mode de vie de cette nouvelle congrégation. "Les religieuses vivraient généralement en petits groupes logeant dans des maisons ordinaires des quartiers où elles habiteraient". Cette répartition en groupes peu nombreux est suggérée "afin que l'action puisse s'étendre avec l'assentiment de MM. les curés au plus grand nombre possible de paroisses"⁶.

Cette description du milieu de vie des religieuses est intéressante car elle indique à la fois l'esprit de simplicité et le sens de l'efficacité de Marie Gérin-Lajoie dans l'accomplissement des oeuvres sociales par les "Soeurs du Bon-Conseil"⁷.

5. Ibid., article 3, p. 2.

6. L'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil, feuillet publicitaire paru en 1924.

7. "Soeurs du Bon-Conseil" est l'expression familière toujours utilisée par Marie Gérin-Lajoie, sauf dans les documents officiels pour parler des religieuses de la communauté.

Une autre caractéristique que Marie Gérin-Lajoie a voulu im-
primer à sa petite communauté est celle d'une "vie simple, laborieuse,
rayonnante de joie"⁸ afin, dit-elle, de donner quotidiennement l'exemple
d'une vie chrétienne à la portée de tous.

Nous rappelant le voeu qu'elle a si souvent émis de travailler
"au rapprochement des classes", nous ne sommes pas étonnée de constater
que Marie Gérin-Lajoie ne veut dans la Congrégation qu'une seule classe
de soeurs, chacune étant appelée selon ses aptitudes à remplir l'emploi
qui lui convient: oeuvres d'apostolat, travaux domestiques, travaux en-
trepris pour la subsistance du groupe⁹. A cet effet, elle mentionne que
les religieuses seront recrutées dans toutes les classes sociales, of-
frant ainsi l'avantage à la communauté de pénétrer dans tous les milieux.

Les objectifs de l'Institut et sa manière de vivre sont évi-
demment associés à une conception de la vie spirituelle. Les premiers
schémas de fondation rédigés par Marie Gérin-Lajoie soulignent à grands
traits ce qu'elle considère comme fondamental dans la vie religieuse.
Elle se propose de "réduire la vie religieuse à ce qu'elle a d'essen-
tiel"¹⁰ et elle estime que l'essentiel réside dans "la foi aimante en
la parole de Jésus-Christ et en l'inspiration de l'Eglise par la pratique

8. Constitutions de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil, article 3.

9. Ibid. article 5.

10. "Mon itinéraire spirituel, un projet à reconsidérer", (1916)
ACNDBCM.

en toute simplicité des conseils évangéliques", de même que dans la vie chrétienne vécue selon la charité. Il faut ajouter à cela l'humilité dont elle fait la base de l'obéissance et de la recherche de la volonté de Dieu en toutes choses¹¹.

Il faut aussi mentionner que la vie spirituelle de la Congrégation s'enracine dans la spiritualité de saint Ignace de Loyola. Cette spiritualité qui allie prière et action est propre à soutenir la vie intérieure des membres d'une communauté active comme celle dont il s'agit.

Assises matérielles

Les demandes pour les oeuvres étant pressantes, on souhaite pour la communauté plus de personnel et plus d'espace. Dès l'automne 1924, il faut songer à une nouvelle installation; on fait l'acquisition d'un terrain rue de La Roche en vue de la construction d'une maison-mère et d'une maison d'oeuvres¹². Puis, au début de l'année 1925, on obtient l'incorporation civile de l'Institut par les soins du bureau Kavanagh Lajoie et Lacoste, pour opérer des transactions financières¹³.

Le nouvel Institut ne dispose évidemment pas de l'argent nécessaire à cette construction. Mgr Gauthier ouvre une souscription et rend possible un emprunt grâce à la garantie qu'il offre. Le contrat

11. "Projet de fondation", 1917. ACNDBCM.

12. ACNDBCM, Maison-Mère, Cahier des Annales, décembre 1924, p. 22.

13. Ibid., mars 1925, p. 6.

pour la construction d'une maison en briques à trois étages de 70 x 30 pieds est passé. Les travaux commencent à l'automne 1925.

Cette réalisation donnant une assise matérielle à la Congrégation permet d'élaborer un nouveau programme d'action. En voici les grandes lignes:

Les oeuvres que l'on se propose d'établir dans le nouveau local sont les suivantes:

Foyer pour dames et jeunes filles;

Patronage pour jeunes filles et cours complémentaires gratuits;

Cours de formation sociale en hygiène, éducation, enseignement ménager, etc;

Cercles d'étude;

Bibliothèque circulante et salle de lecture;

Salle de récréation pour jeunes filles;

Bureau de placement;

Secrétariat social;

Service social auprès des personnes de la localité. (Ce service sera en relation avec les différents hôpitaux et les oeuvres de protection et de charité).

Retraites fermées et journées de recollection pour dames et jeunes filles.

En plus, les salles d'oeuvres seront ouvertes dans la mesure du possible, aux oeuvres féminines locales qui désireraient en faire leur centre de réunion¹⁴.

L'Institut pourra enfin poursuivre le but qu'il s'est fixé d'assurer une permanence et une collaboration aux oeuvres sociales laïques féminines du milieu canadien-français.

Sera-t-il fidèle à ses objectifs? Et, en tant que membre actif de l'Eglise, apportera-t-il une contribution particulière à l'his-

14. Feuillelet publicitaire de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil, 1925, ACNDBCM.

toire de l'Eglise de Montréal et de celle du Québec?

En considérant la période historique que recouvre notre travail, il nous est impossible d'identifier le poids de cette fondation sur le milieu social et sur l'Eglise de Montréal à cette époque. Il faudra une étude du développement de cette Congrégation, particulièrement de son rôle dans l'implantation du service social au Canada français, pour mesurer l'importance de son influence dans l'évolution de l'action sociale telle que nous la connaissons aujourd'hui, et pour cerner le rôle qu'elle a pu jouer dans l'Eglise canadienne.

Nous pouvons cependant dire que cette fondation de 1923 permet d'entrevoir la multiplication des oeuvres sociales promues par Marie Gérin-Lajoie.

CONCLUSION

L'étude de l'action sociale de Marie Gérin-Lajoie nous a permis de faire certaines constatations sur lesquelles nous voulons conclure. La contribution de Marie Gérin-Lajoie à la collectivité québécoise est fondée sur une vision chrétienne de l'homme qui s'inspire directement de l'enseignement social de l'Eglise et de la pensée des catholiques sociaux des débuts du siècle. Mais, ce fondement idéologique est surtout le soutien d'une action car c'est avant tout par l'action que Marie Gérin-Lajoie travaille de multiples façons à la transformation du milieu.

Des influences marquantes, croyons-nous, ont déterminé l'orientation de cette femme vers l'action sociale. Son milieu familial traditionnellement engagé au service de la communauté canadienne-française et une formation intellectuelle peu commune pour une femme de son époque l'ont éveillée, dès sa jeunesse, aux problèmes sociaux qui surgissent dans un Québec en voie d'industrialisation. Dans ce contexte, Marie Gérin-Lajoie s'est alors préoccupée des questions relatives à la promotion de la femme tant dans le milieu bourgeois que populaire. Elle a collaboré à mettre sur pied des services visant à améliorer les conditions de la famille aux prises avec des problèmes de logement, d'habitation, d'alcoolisme, d'exploitation salariale, de droits injustement méconnus.

La formation intellectuelle et sociale de la femme constitue d'abord le champ privilégié de son action car Marie Gérin-Lajoie est

convaincue que la femme peut jouer un rôle important sur le plan familial et social si elle y est préparée, si elle est consciente des enjeux de la société en changement. Son action, en ce sens, prend de plus en plus d'ampleur avec le temps et l'expérience acquise. Rappelons-en les diverses étapes: en 1909, création des cercles d'études féminins en vue d'une première initiation aux questions sociales; dès 1911, multiplication de conférences pour éveiller les femmes de tous milieux à leurs droits et à leurs responsabilités sociales; à partir de 1913, engagement dans le journalisme, moyen élargi d'information et de propagande pour l'action sociale féminine; en 1919, établissement du "cours de préparation à l'action sociale", instrument d'une formation scientifique indispensable à la pratique sociale; en 1931, fondation de l'Ecole d'Action sociale, institution permanente pour préparer les auxiliaires sociaux; enfin en 1939, premiers jalons tracés pour une Ecole universitaire de service social professionnel dans le milieu canadien-français.

Les services sociaux constituent une autre voie particulière de l'action sociale de Marie Gérin-Lajoie. De 1910 à 1923, sa collaboration est acquise aux organisations sociales féminines du milieu montréalais: la Fédération Nationale Saint-Jean-Baptiste et ses oeuvres, un patronage pour des jeunes ouvrières, un fichier central de renseignements connu sous le nom de secrétariat social, le service social personnel (case work) de l'hôpital Ste-Justine.

Au cours de ces quelques dix ans d'activités, Marie Gérin-Lajoie constate qu'il faudrait multiplier les oeuvres sociales existantes et

même créer des services plus spécialisés pour répondre aux besoins du milieu. Dans cette perspective, elle obtient en 1923 l'autorisation de fonder l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil dont un des buts spécifiques est d' "établir des oeuvres de service social", de leur assurer une permanence et une expansion dans le milieu canadien-français. Mais, on peut se questionner sur l'opportunité de fonder une communauté religieuse à cette fin? Dans le contexte social et religieux des années 1920, où l'Eglise jouit d'une grande autorité, nous croyons que Marie Gérin-Lajoie a saisi qu'une fondation religieuse était pour elle le moyen le plus efficace de mener jusqu'au bout ses intuitions et de s'assurer les appuis nécessaires pour implanter des services sociaux dans le milieu canadien-français.

En somme, à la fin de cette étude, il nous semble pouvoir dire que Marie Gérin-Lajoie a cherché en toutes ses activités à s'adapter aux circonstances changeantes de son époque. Elle n'a pas craint de prendre des risques en innovant dans le choix des moyens de façon à répondre aux besoins d'un milieu en évolution. Guidée par le réalisme de l'action, elle ne s'est pas égarée dans le monde des théories, même son enseignement a été nourri par l'expérience et polarisée par elle. Aussi, caractérisons-nous de novatrice et concrète l'action de Marie Gérin-Lajoie, en admettant par ailleurs une dimension plus conservatrice dans les racines solides qu'elle entretient avec la tradition catholique.

Enfin, disons que d'une étude d'action, nous aurions pu élargir notre sujet pour faire une analyse des milieux sociaux et des mentalités

de l'époque. Mais, l'histoire ne finit sans doute jamais de livrer sa vérité et notre modeste recherche sur l'action sociale de Marie Gérin-Lajoie n'est qu'un morceau d'une vérité complexe que pourront corroborer ou corriger des recherches ultérieures sur des sujets relatifs à l'action sociale féminine.

Des questions seraient intéressantes à éclairer relativement à l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil, nouvelle étape de l'oeuvre de Marie Gérin-Lajoie. L'action de Marie Gérin-Lajoie en regard de la promotion de la femme est-elle un apport historique dans l'évolution du mouvement que nous connaissons aujourd'hui? Quel a été l'impact de l'Institut Notre-Dame du Bon-Conseil et de sa fondatrice dans l'implantation du service social au Canada français? Nous osons espérer que les premiers jalons posés par notre recherche ont préparé le terrain à une étude plus approfondie et plus étendue de l'engagement social de cette femme.